

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o *Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?*

2^o *Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?*

3^o *Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?*

4^o *Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par es gouvernants actuels?*

5^o *Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?*

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vidrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel (France); Bedri Pëyani, Kamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klausner, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairat (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Henri Guilbeaux

Henri Guilbeaux est né en 1884 en Belgique de parents français. Longs séjours à l'étranger, notamment en Allemagne, en Suisse et dans l'U.R.S.S. Auteur de divers ouvrages littéraires et sociologiques. Fut l'un des tout premiers Français qui s'élevèrent contre la guerre en 1914.

Libéré de toute obligation militaire, en avril 1915 il se rendit à Genève, fut d'abord secrétaire de la Section Civile de l'Agence des prisonniers de guerre (Croix Rouge Internationale) puis publia la revue internationale et internationaliste *Demain* (janvier 1916—octobre 1918). Arrêté à plusieurs reprises, expulsé de Suisse et réfugié en Russie, fut condamné à mort par contumace en mars 1919 par le 3ème Conseil de guerre (Paris). Co-fondateur de la IIIème Internationale, il est actuellement correspondant de l'«Humanité» à Berlin.

Ses principaux ouvrages sont :

„Anthologie des lyriques allemands depuis Nietzsche“, préface

de E. Verhaeren, Paris, 1914; „Pour Romain Rolland“, Genève, 1915; „Du camp des Horreurs“, Genève, 1916; Joseph Solvaster“, Genève, 1918; „Le mouvement socialiste et syndicaliste en France pendant la guerre“ (préface de Lénine), Moscou, 1919; „Kraskrem“, Paris, 1922; „Le portrait authentique de Vladimir Ilitch Lénine“, Berlin 1923, Paris et Léningrad 1924.

La création d'une fédération balkanique est à mon sens une question de première importance, car non seule-

ment les rivalités des Etats balkaniques ont joué et ne cesseront de jouer un rôle décisif dans le cours des événements politiques, sociaux et militaires, mais les grands Etats impérialistes jouent avec ces Etats comme ils jouent impunément avec leurs propres peuples.

Il va de soi que tant que se maintiendra la domination des gouvernements qui dirigent actuellement les affaires des divers Etats balkaniques, il ne faut s'attendre à aucune solution pacifique. Seule la guerre peut être le résultat d'une politique pratiquée par des gouvernements pour qui l'asservissement et le meurtre d'innombrables ouvriers et paysans sont la tâche quotidienne.

La seule possibilité de résoudre pacifiquement et harmoniquement cet ardu problème est la constitution d'une fédération balkanique socialiste ou, si vous le voulez, une union des républiques soviétistes balkaniques.

Durant la guerre déjà cette solution n'avait paru être la seule, et, si vous vous le rappelez, j'ai publié dans la revue «*Demain*» une excellente étude de St. Maneff: «*La République balkanique*». Le long séjour que j'ai fait en Russie et l'étude de la solution pratique des innombrables problèmes ethniques qui se sont posés dans un Etat comprenant plus d'une centaine de peuples ethniquement différents ont renforcé encore et précisé mon opinion.

Je ne crois pas qu'une Confédération des Etats balkaniques avec le maintien de leurs dynasties, de leurs frontières politiques et douanières et de leurs militarismes soit une solution. Elle me paraît aussi vaine que la solution par l'hégémonie d'un Etat balkanique sous le contrôle d'un Etat impérialiste ou de la S. D. N. Une complète autonomie nationale dans chacun des Etats balkaniques ne peut être obtenue que par l'application des idées de Lénine exprimées dans les thèses sur la question nationale et coloniale par le génial théoricien et praticien de la Révolution.

Henri Guilbeaux

Dr. S. Friedlaender

Dr. S. Friedlaender est né en 1881 à Gollantsch (Posnanie.) Ecrivain philosophique, auteur, sous le pseudonyme „Mynona“, de nouvelles genre grotesque et de romans. Ouvrages philosophiques principaux: „Kant pour les enfants“, „Indifférence créatrice“, „Catéchisme de la magie“ etc.



La morale et le droit forment la base de la politique. L'éthique véritablement motivée, nous ne la trouvons que chez Kant: sa sagesse, proclamée par toutes les cloches, les marchands dans les foires veulent l'étouffer aux sons de leurs sous... C'est une honte de la civilisation: la vérité qui résonne si fortement depuis un siècle et demi, nul ne veut l'entendre. Quels que soient les côtés empiriques du problème balkanique — les préliminaires a priori de la solution de ce problème, l'illustre philosophe les a depuis longtemps tracés.

La morale et le droit sont à peine respectés dans les rapports entre individus à l'intérieur d'un Etat; ils ne le sont presque du tout dans les rapports des Etats entre eux. La guerre de tous contre tous est en réalité encore en pleine floraison. Comment donc s'étonner des conditions dans les Balkans? Et les grandes puissances hypocrites y montrent leurs faces non masquées. Elles y font jouer leurs marionnettes. Et il faut admirer le fait qu'elles sont quand-même obligées de faire, du moins décorativement, des révérences à la morale. Ce qui est déjà un symptôme du véritable rôle que, dans un avenir il faut l'espérer pas très éloigné, la morale et le droit sont appelés à jouer, autrement l'humanité sera asphyxiée par ses propres gaz venimeux.

Les individus, les majorités, les minorités ressentent l'obligation de s'associer. Sans cette association, nul état de droit, qui cependant est la condition de toute moralité possible. C'est donc tout naturellement que les pays balkaniques devraient se confédérer en des républiques. La Roumanie devrait faire le premier pas. Et une fois le premier pas fait, la cristallisation générale s'opérera de soi-même. Le début en paraîtra peut-être insignifiant; il ne l'est pas; il faut commencer par introduire dans les écoles l'enseignement de l'éthique d'après Kant (selon mon «Kant pour les enfants»); il faudra émanciper les femmes. Sans la libération éthique des femmes et des enfants, nul Etat ne peut se délivrer de l'opportunisme, et l'opportunisme, c'est toujours la guerre.

Derrière les coulisses des scènes balkaniques, les grandes puissances sont aux aguets; mais même les intérêts en conflit des diables eux-mêmes doivent ou se faire compact, ou exploser. Voilà pourquoi l'impératif catégorique, c'est toujours la Confédération, c'est-à-dire cultiver minutieusement chaque caractère national dans un Etat juridique républicain englobant harmonieusement tous ces caractères. L'oppression des minorités nationales est une pure monstruosité qui, à la fin, se venge sur l'Etat (que l'on songe au traitement brutal infligé par l'Allemagne du Kaiser aux Polonais, aux Danois, aux Alsaciens). Plus un Etat pourra cultiver des nationalités dans son entité, plus il sera parfait. Par contre, l'identification de Nation et Etat offrirait les Balkans, donc l'Europe, donc, du moment que tout est si intimement lié, toute la politique mondiale. L'uniformisation, c'est la mort de toute culture. Tandis que la Confédération des nationalités balkaniques entraînerait celle de toute l'Europe, celle de toutes les nations. Puissent les Balkans se réveiller à cette idée!

Jusqu'à ce que commence cette véritable culture, nous sommes encore des «préhistoriques». Ce n'est que la joie éprouvée pour l'autre qui est la caractéristique de la véritable culture: il est barbare que de voir dans la diversité des peuples ou de leurs langues une objection contre leur confédération. L'Autriche aurait dû et pu être un exemple pour une Europe unie. Tout comme chaque individu dans un Etat, les nations ayant même les plus grands contrastes pourraient fort bien avoir de la place dans une Confédération. Le reste, ce n'est que de la vanité nationale.

Nous avons donc ainsi les directives et le but. La raison montre et illumine le chemin que doit suivre la poli-

tique, malgré toutes les résistances opportunistes. Si elle s'y refuse, c'est le chaos qui menace. Si elle s'y engage, alors, toutes les dissonances belliqueuses se transformeront en une harmonie réciproque.

Dr. S. Friedlaender (Mynona)

Lu Märten

Lu Märten est née en 1897. Dès 1900 elle déploie une activité intense comme écrivain et comme orateur dans le domaine de la théorie sociale. Jusqu'à l'explosion de la guerre générale collaboratrice à des journaux et revues allemands et étrangers pour les rubriques de la politique sociale et de la critique d'art. Ouvrages principaux: „La situation économique des travailleurs intellectuels (des artistes)“, „La femme artiste de 1911 à 1918“, „Travaux préparatoires pour l'application du marxisme dans les arts“, „Essence et modifications des formes (arts) d'après les points de vue historiques matérialistes“, „La Russie et le Japon“, etc. En préparation: „Le matérialisme philosophique dans ses rapports avec l'économie politique. Les désignations des valeurs et le relativisme dans les conceptions mondiales.“



Quel être pensant, qui suit l'histoire des peuples balkaniques, après la guerre, pourrait considérer la «solution» actuelle des questions balkaniques comme équitable, comme servant au développement de la liberté, comme servant à la paix? ou pourrait croire que l'un quelconque des gouvernements dominants pourrait ou voudrait protéger les minorités? On n'a qu'à songer à la Macédoine, ou à la dernière phase de l'impérialisme serbe, pour s'attendre à des politiques d'intérêts plus abominables encore que celles poursuivies actuellement par les gouvernements balkaniques et leurs acolytes. Même comme anti-monarchiste, on pourrait, sous certaines circonstances, croire à des effets d'une monarchie forte et de politique de grande envergure. Mais en quoi l'une quelconque des monarchies existant encore dans les Balkans y a-t-elle fourni sujet? Il est inutile de rappeler dans ces lignes quelques détails de la somme des oppressions politiques et économiques des grandes masses des peuples balkaniques. Mais il ne serait pas aussi inutile de les étaler dans la presse, du moins dans celle des couches laborieuses. Il faut les porter surtout à la connaissance des masses des peuples balkaniques dont les rivalités ne peuvent toujours que trop facilement être avancées comme prétextes par chaque hégémonie et qui restent incompréhensibles à beaucoup si l'on ne prend pas en considération les rapports politiques embrouillés de la situation actuelle. Et il faut surtout indiquer des directives précises qui rendent les ouvriers et les paysans conscients de leurs intérêts. Je ne puis voir combien cela peut être aujourd'hui possible, sous cette politique actuelle d'oppression contre tous les cercles et tous les partis d'opposition dans les Balkans. Mais c'est là une des conditions pour une modification des systèmes existant dans les Balkans, pour une Fédération. L'idée de Fédération me semble la seule qui puisse être envisagée, la seule dont le but est plausible, pour le socialisme aussi. Pour le moment, nous nous trouvons devant le fait du renforcement de l'impérialisme serbe et du compromis du parti paysan croate avec cet impérialisme, mais nous devons compter sur d'autres phénomènes et sur d'autres rapports de forces que ceux qui nous sont présentés comme des documents pour attester par des chiffres une victoire des classes dominantes. Les gouvernements balkaniques réactionnaires peuvent étouffer toute «étincelle dangereuse» avec d'autant plus de facilité que les symptômes de la vitalité de cette étincelle feraient sortir de son fragile échafaudage de paix, si difficilement construit, le reste de l'Europe, elle aussi balkanisée. C'est d'une telle impasse que l'idée, l'issue de la Fédération Balkanique doit être propagée. Et il serait peut-être possible d'en augmenter la force d'agitation si, derrière le mot d'ordre inspirant tant d'espoirs, émergeraient les contours d'un programme économique, comme le rival des rivalités

Lu Märten

L'Italie, la France et les Balkans

Les Balkans, ces derniers temps, ont été le champ d'une lutte active et dangereuse entre la France et l'Italie. Nous avons établi que cet antagonisme avait remplacé l'ancien antagonisme Austro-Russe qui avait pris fin par la dislocation de l'Empire Habsbourgeois et par la chute des Romanow.

Il avait manifesté une gravité particulière au cours des années 1926 et 1927, quand la France avait resserré des liens déjà vieux avec la Yougoslavie, et quand l'Italie avait dicté à Ahmed Zogou les deux traités de Tirana en novembre 1926 et en novembre 1927. La subordination de l'Albanie au protectorat Italien équivalait à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par le cabinet de Vienne en octobre 1908.

Cette opposition d'ambitions, cette querelle d'impérialismes avait affecté l'ensemble de la politique française et de la politique italienne. La presse fasciste avait adopté vis-à-vis de la France un ton des plus acrimonieux; elle ne se bornait pas à protester contre l'hospitalité (d'ailleurs assez précaire) que les bannis italiens trouvaient sur le versant occidental des Alpes; elle accusait le Quai d'Orsay de gêner volontairement l'expansion du prestige de l'Italie à l'Est de l'Adriatique. On en venait à parler de collision armée. La guerre mondiale de 1914 était issue d'un conflit balkanique; une autre guerre semblait en gestation dans un autre conflit balkanique. Tant il est vrai que l'intrusion des grandes puissances impérialistes dans les affaires des Balkans est nuisible à la fois aux nations de cette Péninsule et à ces grandes puissances elles-mêmes.

On a remarqué qu'au cours du dernier conseil de Genève, si le litige Polono-Lithuanien a été examiné et a reçu un règlement d'ailleurs purement théorique, le différend Adriatique, plus redoutable sans doute, a été laissé soigneusement à l'écart. Mussolini avait annoncé qu'il demanderait au secrétaire de Genève l'enregistrement du second pacte de Tirana, mais comme le délégué yougoslave Markovitch, devant le Comité de sécurité, avait fait des observations sur la nature de cet enregistrement, le duc a appréhendé une discussion et le protocole n'a pas été déposé. On doit rappeler encore que les tractations directes, tant de fois entrevues entre Rome et Belgrade, n'ont jamais commencé. Ainsi, avec la tension Italo-Yougoslave coïncidait une tension Franco-Italienne qui devait naturellement provoquer quelque inquiétude dans la diplomatie européenne. Sir Austen Chamberlain, qui s'était lié à la fois au Quai d'Orsay et au Palais Chigi, se trouvait en mauvaise posture, et nul n'ignore combien est complexe et périlleux l'enchevêtrement des traités dits d'amitié et de non-agression.

Est ce de sa propre initiative ou sur la suggestion du Foreign Office que M. Briand, durant la discussion du budget des affaires étrangères au Palais Bourbon, déclara qu'il verrait volontiers M. Mussolini? Ce dernier n'est cependant pas populaire en France, si ce n'est aux yeux des partis réactionnaires qui admirent ses méthodes de gouvernement. Le duc ne laissa pas tomber le propos et, d'ailleurs, dans l'intervalle entre l'incitation qu'il avait reçue et la réponse qu'il faisait, M. Briand avait conféré à Genève avec Sir Austen Chamberlain et M. Scialoja, et Sir Austen Chamberlain avait mandé auprès de lui son ambassadeur à Rome, Sir Ronald Grahame.

M. Mussolini a même répliqué par deux fois, officieusement, en accordant une interview à un journal de Tunis, officiellement, par l'exposé qu'il a présenté le 15 décembre au conseil des ministres. Seulement, il proposait une procédure différente de celle qu'avait préconisée M. Briand, car d'après lui, les négociations par la voie ordinaire des ambassades devaient précéder la rencontre des ministres des affaires étrangères.

Mais de quoi parlerait-on? Le 16 décembre, le Giornale d'Italia qui, habituellement, reproduit les conceptions internationales du président du conseil, dressait une longue Table des matières, si longue qu'elle est pleine de menaces pour la paix. Et le problème balkanique y apparaissait à la place d'honneur. On ne pouvait d'ailleurs douter qu'il en fût autrement.

La diplomatie impérialiste italienne chemine, comme il est logique, selon la ligne de la plus faible résistance. Elle ne peut espérer enlever à la France la Savoie, Nice, la Corse ou la Tunisie, sans s'engager dans une guerre qui serait probablement désastreuse pour elle et où elle se trouverait seule. Elle ne saurait davantage se lancer dans une équipée contre la Turquie de Mustapha Kemal sans mesurer les difficultés de l'opération. Elle y a songé il y a deux ans, quand elle oscomptait le concours de l'Angleterre, alors en lutte avec l'Etat Turc dans le Kurdistan, mais l'occasion a disparu. Maintenant, elle regarde

vers les Balkans, où sont accumulées les matières inflammables, et où elle a travaillé par ses conversations avec la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Hongrie, à isoler la Yougoslavie. Elle visé, en somme, ayant subjugué l'Albanie, à étendre une sorte de protectorat politique et économique sur toute la presqu'île et à se rendre maîtresse unique de l'Adriatique. Elle prétendrait grouper sous sa férule les cabinets de Sofia, d'Athènes, de Bucarest et finalement de Belgrade. Elle y trouverait des satisfactions de prestige et sans doute des avantages matériels pour la grande industrie Ligurienne, Piémontaise et Lombarde. Gênée par la concurrence de la diplomatie Française qui, elle aussi, poursuit des apaisements de deux sortes, elle accepte avec le Quai d'Orsay une négociation très compliquée où figureront les problèmes les plus divers. Elle compte, en cédant sur certains points, triompher sur d'autres, soit qu'elle se réserve une prépondérance exclusive dans les Balkans, soit qu'elle admette un partage où elle s'adjugerait toute la partie de la Péninsule qui s'oriente vers l'Adriatique. On discerne toute la gravité de l'affaire. On comprend, une fois de plus, que si les peuples Balkaniques étaient associés dans une Fédération Républicaine, nul n'oserait même discuter leur indépendance.

Paul Louis

La France, le fascisme et les Balkans

C'est un journaliste fasciste qui décrit la situation des Macédoniens en terre annexée à la Yougoslavie. Il faut l'écouter. C'est M. Monelli de la Stampa de Turin, qui parle avec une tendre émotion libérale...

«Il ne s'agit pas ici de dénombrer les faits et de donner des chiffres; des maisons brûlées, des arrestations sans cause, des tués, des disparus, des torturés, des femmes outragées, ça se compte par centaines et centaines de cas toute l'année. De gros rapports sont parvenus à la Société des Nations, où des employés méticuleux en font des copies à être présentées à l'attention fatiguée des grands personnages. En Macédoine serbe, pas un livre, pas un journal en langue bulgare ne peuvent entrer; aucune librairie ne les expose aux devantures; aucune librairie ne songe à les faire venir. Le dernier procès de Skopje a révélé que la simple possession d'un livre bulgare est un crime de haute trahison. Même des lettres écrites en bulgare n'arrivent pas à destination; et les destinataires en sont bastonnés. Il y a des mères qui n'ont pas de nouvelles de leurs fils depuis plusieurs années; si elles meurent, les fils en seront informés on ne sait quand, au hasard des occasions. Une jeune fille macédonienne, étudiante en Bulgarie depuis trois ans, implora un passeport pour aller en Macédoine; pendant son absence, son père était mort; son frère était mort aussi; il ne restait dans la vieille maison que la mère seule, dans la misère. Des diplomates ont intercedé en faveur de la jeune fille. Mais le passeport ne lui a pas encore été accordé. La mère aussi voudrait sortir du pays pour aller auprès de sa fille; mais cela aussi est défendu. Le ministre de Bulgarie à Washington, le Macédonien Radeff, n'a jamais pu correspondre avec sa mère restée à Resna en Serbie. La mère, un jour, meurt; le ministre n'en est informé que bien longtemps après.»

Ce tableau saisissant que M. Monelli dresse de la Macédoine sous joug serbe correspond d'une façon étonnante, sous certains aspects — par exemple, la prohibition de la correspondance — à la condition des antifascistes italiens réfugiés à l'étranger. Encore faudrait-il compléter ce tableau avec celui de la Macédoine sous joug bulgare et grec. Cela n'intéresse plus M. Monelli, qui a la tâche de charger exclusivement la Yougoslavie, en rapport des initiatives de l'Italie fasciste et de la Yougoslavie fascisante. Il paraît qu'envers la Macédoine, la pitié humaine même n'est qu'une spéculation des politiciens et des tartufes. Celui qui se montre si sévère à l'égard des agissements de la Serbie en Macédoine, ne souffle pas mot de ce qui se passe en Macédoine sous joug bulgare et grec, où en Albanie. Dans cette affaire des minorités, on ne prend la défense de quelque minorité opprimée que pour s'en servir pour mieux opprimer une autre. C'est peut-être pour cela que personne ne s'élève aux épanchements humanitaires de certains journaux. Mais la Société des Nations qui, par droit et obligation des traités, a la tutelle des minorités opprimées, que fait-elle? La Société des Nations, à ce sujet comme à l'égard de bien d'autres, se désiste de toute autorité. Elle assiste passivement aux plus graves empiètements des Puissances. Sans remuer un doigt, elle laisse les Puissances se brouiller ou se repacifier pour des questions qui ne relè-

vent, que d'elle. Qu'est ce que signifient les deux traités de Tirana et l'alliance franco-yougoslave, si ce n'est autant de coups de poignards à la raison d'être du Pacte?

Ces derniers jours, M. Mussolini a reçu M. Michalakopoulos, ministre grec des Affaires Etrangères. En général, on s'est accordé à atténuer la signification de cette rencontre diplomatique. Toujours est-il que Mussolini poursuit son oeuvre d'isolement de la Yougoslavie. Les rapports entre Rome et Athènes se font étroits. Combien ils apparaissent loins, les jours de Corfou! L'affaire de l'assassinat de la mission Talliani est bien ensevelie. L'Italie fasciste et la Grèce se sont accordées pour laisser s'enfouir ce mystère bien balkanique. L'Italie a dépensé pour l'expédition navale 250 millions de livres. Elle en a empoché de la Grèce 50 millions, et a renoncé au procès. Nul n'en a été inquiété, bien que Mussolini fût parti en guerre en demandant les têtes des coupables. Ceux-ci sont restés inconnus. Les navires italiens déguerpirent des eaux de Corfou sur l'ordre anglais. Et le silence se fit sur cette aventure qui avait failli — on l'avait cru, du moins — mettre en danger la paix entre la Grèce et l'Italie. Maintenant, la Grèce, pion anglais, file le parfait amour avec l'Italie. Est-ce que n'y entre pas pour quelque chose le dissentiment qui surgit tout dernièrement entre Athènes et Belgrade à propos du chemin de fer de Salonique et des débouchés sur l'Égée?

Or, il ne faut pas oublier que la presse autorisée de l'Italie a précisé ses revendications envers la France de la façon suivante: l'Adriatique est une porte maritime commerciale et stratégique de l'Italie; le contrôle de la politique danubienne et balkanique de la part de l'Italie est également nécessaire, parce que l'Italie ne peut pas laisser se créer sur son front oriental un système quelconque de petits Etats ennemis liés à une grande puissance occidentale; et enfin, l'Italie pourrait très bien reconnaître la position prédominante de la France dans la Méditerranée occidentale et consentir même des sacrifices douloureux pour assurer cette prédominance, mais à condition que la France consentit à son tour loyalement des sacrifices pour assurer la prédominance de l'Italie dans la Méditerranée orientale.

L'étrangeté de ce cahier de charges plus encore que dans son fond même réside dans le fait qu'il est adressé d'une Puissance à une autre, sans le moindre souci de ce qu'en pensent les nations qui en sont l'objet et dont on trafique l'indépendance! Ces nations, tout comme la France et l'Italie, sont des membres de la Société des Nations, qui a pour but d'assurer leur paix et leur liberté.

Il est dit expressément: la Société des Nations est une Société des nations libres. Quelle liberté est celle qu'on pose comme objet de contrats de tiers? Même s'il est regrettable que les querelles des peuples balkaniques ont toujours été, depuis plus d'un siècle, l'occasion, le prétexte ou l'instrument des compétitions européennes, ou justement à cause de cela, il est inadmissible de reconnaître à deux Puissances le droit de trafiquer entre elles l'intervention dans les affaires de la Péninsule dans le but de favoriser tel ou tel aux dépens de tel autre, de fomenter des rivalités, et de faire par là consolider une prépondérance impérialiste. »Nous serait-il permis de rappeler gentiment à M. Mussolini — écrivait ces jours-ci le journal l'Oeuvre — que cela n'a pas très bien réussi, en fin de compte, à la Monarchie Danubienne? Est-ce qu'il est concevable que la Société des Nations, issue de la dégringolade de la politique autrichienne, n'ait aucune réserve à faire sur la reprise de cette politique par le fascisme? qu'elle n'ait rien à voir dans ces cyniques marchandages des peuples, qui s'étalent audacieusement devant tout le monde, exactement comme si la Société n'existait pas?

M. Briand et M. Mussolini vont bientôt se rencontrer pour discuter entre eux non pas des intérêts de la France et de l'Italie, mais de toute la vie politique des Balkans, qui pourtant ne leur appartient pas. Voilà ce qui est énorme. Et personne ne surgit pour proclamer la grande question préalable: Les Balkans aux Balkaniques? L'entente souhaitable entre la France et l'Italie ne doit concerner que les rapports qui leur sont propres, non pas ceux qui leur sont étrangers. Ceux-ci relèvent de l'Europe toute entière. Toute usurpation est un crime, qui porte, en germe, un autre crime: la guerre.

N'est ce pas étrange que ces réflexions banales soient plus que jamais d'actualité après quatre ans de conflagration européenne pour la liberté, la justice, la paix éternelle, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Cette idéologie consacrée par la Société des Nations, à quoi a-t-elle abouti? Les peuples des Balkans souffrent plus qu'ils n'ont souffert sous la tyrannie turque. Partout, les minorités sont bri-

mées; leurs droits essentiels sont foulés aux pieds. Partout, les vieilles rancunes des monarchies impérialistes se dressent les unes contre les autres. Tandis que les convoitises étrangères allongent leurs tentacules pour crocheter la proie visée.

La Société des Nations cache son impuissance sous l'aspect de l'indifférence. Il n'est que temps que les Balkaniques sauvent les Balkaniques; que les peuples des Balkans se lèvent contre leurs gouvernements de division et de trahison; qu'ils se serrent dans une puissante Fédération démocratique — la seule capable d'éliminer la tyrannie fasciste du dedans et de faire face aux conquérants fascistes du dehors.

Paolo Davila

La stabilisation et les emprunts en Roumanie

Le gouvernement Brătianu court de nouveau après un emprunt. Ce n'est pas pour la première fois. Mais entre l'essai d'aujourd'hui, et les essais analogues de jusqu'à présent, il y a une différence essentielle. Jusqu'à présent, l'oligarchie financière libérale était convaincue que ce n'est pas elle qui avait le plus grand intérêt à contracter des emprunts à l'étranger, mais bien le capital étranger, qui a besoin des richesses de la Roumanie (pétrole, bois, céréales, etc.); par conséquent, disaient les libéraux; que le capital étranger venille bien venir, mais par l'intermédiaire des banques libérales, sous leur contrôle, comme un participant aux profits avec, mais après le capital national.

Le capital étranger a refusé d'accepter cette situation et a proclamé le boycottage financier de la Roumanie. En l'absence de l'aide étrangère, la bourgeoisie financière nationale, sous la direction des libéraux, a essayé alors de faire face aux nécessités financières de l'Etat et aux besoins des capitaux de la bourgeoisie nationale, par d'autres moyens: elle a pressuré les moyens nécessaires de la paysannerie et des autres classes travailleuses, par de lourds impôts, par des taxes sur les céréales, par des taxes douanières à l'importation des objets nécessaires à la paysannerie, etc. Cela, d'une part, a conduit en quelques années à la ruine de l'agriculture et à une débâcle économique. La poule aux oeufs d'or était en danger de mourir elle-même. Les taxes sur les céréales ont dû être par conséquent réduites plusieurs fois (quoique, en échange, l'impôt général agricole a été augmenté). Mais d'autre part, en régime capitaliste, dans la situation actuelle de la Roumanie, l'agriculture ne peut en aucun cas produire les surplus nécessaires (plus-value accumulée) pour effectuer de ces surplus l'assainissement des finances et pour en pouvoir couvrir les nécessités des capitaux de l'industrie et des transports. Aucun pays capitaliste, d'ailleurs, n'a pu stabiliser jusqu'à présent sa monnaie et assainir ses finances, aucun pays capitaliste n'a pu faire sortir de ses propres ressources les capitaux dont elle a besoin pour les investitions industrielles et pour élargir les moyens de communications. Seule l'Union Soviétique, parce qu'elle n'est pas un Etat capitaliste, a pu stabiliser sa monnaie, assainir ses finances et prendre le chemin d'une intensive industrialisation sans l'aide du capital étranger.

Les libéraux ont dû donc, après dix ans de boycottage financier de la part de l'étranger, comprendre et apprendre eux-mêmes cela. L'opposition bourgeoise (les nationaux-tsaristes et les averescans) ont compris plus vite encore que ce n'est que le capital étranger qui peut alléger la situation de la bourgeoisie commerciale, de la bourgeoisie moyenne, de la bourgeoisie agraire, des kiabours, et la sauver dans une mesure quelconque de l'étreinte, de l'étiau des banques libérales. C'est ainsi que nous voyons l'opposition se faire le champion de l'introduction du capital étranger et accuser les libéraux de ce qu'ils ruinent le pays en isolant des pays riches en capitaux exportables et plaçables en Roumanie.

Acculés aujourd'hui de toutes les parts, — de la part de la paysannerie poussée sur le seuil de la révolte, de la part des couches moyennes paupérisées, de la part des ouvriers chômant par dizaines de milliers, de la part de la bourgeoisie agraire étouffant entre les prix bas des produits de l'agriculture et les prix chers des instruments et des produits industriels, de la part d'une partie même de la grande bourgeoisie commerciale et industrielle indépendante suffoquant à cause du manque de capitaux et de crédits, — acculés ainsi de tous les côtés, affaiblis politiquement aussi dans les derniers temps par la crise dynastique, par la mort de leur roi de parti, par la disparition de Ionel Brătianu, leur chef avec prestige et autorité même en dehors de leur parti, les

libéraux se voient mis dans l'alternative: ou de céder peut-être vis-à-vis des nationaux-tsaranistes en leur laissant le pouvoir, ou d'essayer de renforcer leurs positions d'un côté par la terreur, et de l'autre en cédant vis-à-vis du capital étranger. S'ils ne peuvent pas mettre fin à la crise profonde de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, s'ils ne peuvent pas reconstruire et élargir le matériel en ruines des transports, s'ils ne peuvent pas assainir les finances et la monnaie, les libéraux comprennent maintenant très bien que, dans la situation politique difficile dans laquelle ils se trouvent, ils devront peut-être faire de larges concessions aux nationaux-tsaranistes dans une forme ou dans une autre. Cela ne convient pas aux libéraux, quoiqu'ils savent que les nationaux-tsaranistes ne toucheront pas à la base du régime en vigueur; les libéraux ont peur que, une fois amenés au pouvoir, les nationaux-tsaranistes, qui recevront ainsi dans leurs mains de forts moyens de pression vis-à-vis de la grande bourgeoisie libérale, ne provoquent à la finance libérale d'énormes difficultés sur divers domaines.

Et ainsi, les libéraux semblent décidés à prendre l'autre chemin: à la place de larges concessions vis-à-vis des nationaux-tsaranistes, chercher un accord avec le capital étranger, cesser la guerre sourde qu'ils mènent contre celui-ci depuis la paix, renoncer à le faire passer dans le pays par les banques libérales, ne pas lui dicter des ordres, mais partager avec lui, et à près lui, l'exploitation des richesses du pays et la pressuration du travail du peuple roumain. En d'autres mots, les libéraux sont en train d'adopter vis-à-vis du capital étranger la politique... de l'opposition. C'est ainsi que nous voyons M. Vinila Bratiano abandonner la politique de la revalorisation de la monnaie (au détriment des masses travailleuses et de certaines couches de la bourgeoisie) inaugurée par les conventions d'il y a deux ans avec la Banque Nationale, et proclamer un politique nouvelle de stabilisation du lei — c'est-à-dire la politique préconisée par l'opposition et par le... capital étranger. Les agents du gouvernement parcourent en ce moment les capitales financières de l'Europe en négociant de grands emprunts et déclarant que la législation économique de la Roumanie, considérée comme un obstacle par le capital étranger, ne doit pas être considérée comme éternelle et immuable. A Bucarest, d'autre part, la nouvelle répandue par un journal financier anglais, que la Société des Nations assumerait l'assainissement financier de la Roumanie et l'arrangement de ses emprunts, n'a plus provoqué l'indignation d'autrefois contre l'immixtion et le contrôle étranger dans un pays vainqueur.

Si ce virage des libéraux réussit, alors une partie de la bourgeoisie, qui est actuellement dans l'opposition, sera dans une grande mesure satisfaite, sa lutte contre les libéraux perdra une partie de sa raison d'être. Sur le compte des larges masses paysannes et ouvrières, les couches riches des villages, la bourgeoisie agraire, etc. pourront aussi être dans une mesure quelconque satisfaites des banques libérales, vers lesquelles couleront maintenant des crédits de l'étranger. Une partie des fonctionnaires de l'Etat sera congédiée (l'appareil de l'Etat devant être «rationalisé» sous le contrôle de la Société des Nations), mais l'autre partie sera dans une certaine mesure mieux payée en

échange d'un travail plus intense. En d'autres mots, si la nouvelle politique économique des libéraux réussit, le front de l'opposition et une partie de sa base seront désagrégés. La stabilisation et les emprunts à l'étranger — cela signifie politiquement un fort coup asséné à l'opposition.

Les nationaux-tsaranistes comprennent cela très bien. S'ils n'étaient pas de fait l'expression politique de la bourgeoisie oppositionnelle, mais de la paysannerie pauvre et moyenne, alors les nationaux-tsaranistes ne seraient pas tellement atteints par le changement de front de la politique économique et financière des libéraux, parce qu'ils pourraient s'appuyer, comme représentants de la paysannerie et de la petite bourgeoisie radicale, non pas sur l'alliance d'aujourd'hui ou de demain avec le capital étranger, mais sur les masses paysannes et de la petite bourgeoisie paupérisée, sur leur lutte, sur leur force de résistance économique (dont on ne peut pas se passer facilement dans un pays agricole), sur leur force politique combattive. Mais tel n'est pas le cas. Les nationaux-tsaranistes sont les représentants de la bourgeoisie commerciale et industrielle oppositionnelle, et de la bourgeoisie moyenne. Et, par conséquent, le virement économique et financier des libéraux a provoqué la déroute et la panique parmi les rangs des nationaux-tsaranistes. Leurs efforts se concentrent maintenant à empêcher la réussite des emprunts de stabilisation et d'investissement par les libéraux. Au parlement, M. Maniu a déclaré que l'opposition considère les emprunts faits par le gouvernement actuel comme illégaux, — pour effrayer les capitalistes étrangers, et, à l'étranger, des émissaires des nationaux-tsaranistes voyagent pour convaincre ces capitalistes de ne pas accorder des emprunts au gouvernement Bratiano, parce qu'il ne présente aucune garantie pour l'avenir.

Cela est vrai: tant du point de vue des profits, que de celui de la sûreté, les capitalistes étrangers, en plaçant leurs capitaux dans la Roumanie bratiano, fout une affaire tout aussi mauvaise que celle qu'ils ont faite en plaçant «leurs» milliards dans la Russie tsariste. Mais un gouvernement national-tsaraniste ne peut pas constituer une garantie meilleure: un tel gouvernement satisfait peut-être certaines revendications des couches capitalistes et bourgeoises aujourd'hui en opposition contre la finance bratiano, mais ne déchargera pas la Roumanie paysanne et ouvrière de la terreur et de l'exploitation; la Roumanie des nationalités, de l'oppression nationale. A la place d'un trust financier impérialiste-bratiano, la Roumanie passera sous un gouvernement national-tsaraniste dans la main d'un trust financier impérialiste pur et simple, sans que la finance nationale cesse d'être pourtant elle aussi un agent de pressuration et de dégénération des peuples de la Roumanie.

Contre l'alliance financière impérialiste-bratiano, ou contre l'alliance du capital étranger avec la bourgeoisie de l'opposition sous l'égide d'un gouvernement national-tsaraniste, les ouvriers et les paysans de la Roumanie continueront à mener la lutte pour l'émancipation du joug de toute exploitation et oppression et pour l'instauration de la République et du Gouvernement Ouvrier-Paysan.

I. Mateescu

La justice de classe en Roumanie

Les fascistes et les ouvriers devant la „justice“ Pour la 9^{ème} fois: le procès Stéfanoff

Les pogromes de Transylvanie ont des épilogues. Tandis que le gouvernement n'accorde pas un sou pour secours aux sans-travail (en dehors des sommes ridicules accordées par les municipalités où les ouvriers ont des représentants), il a mis à la disposition des 7000 étudiants, 50 millions de leis pour l'organisation du «congrès» de Oradja, et maintenant, après que le «congrès» s'est transformé en un pogrome sanglant, 80 autres millions pour couvrir les dégâts et les dévastations commis par les étudiants. D'autre part, il est aujourd'hui prouvé que derrière le «congrès» se trouvait le ministère de l'Intérieur, et la direction du «congrès» a été dans les mains de l'ancien ministre libéral, le général Mosoi, qui aujourd'hui, parallèlement au rôle de commandant des congrès pogromistes, revêt aussi la «dignité» de président de l'organisation fasciste camouflée, nommée «Fédération des Associations des Anciens Combattants».

Les proportions prises par les pogromes ont été

pourtant tellement grandes, l'impression produite à l'étranger, où le gouvernement poursuit maintenant la conclusion d'emprunts pour la stabilisation et pour des investitions, a été tellement désastreuse, que les auteurs moraux des pogromes se sont vu forcés de donner une apparence de satisfaction à l'opinion publique en déférant devant la justice quelques boues émissaires. Que toute cette justice n'est qu'une comédie, c'est maintenant clair. Nous avons les sentences prononcées dans ces «procès» contre les hooligans: le maximum, et ce dans un seul cas, a été... 2 mois de prison; et dans la plupart des autres cas, les pogromistes pris sur le fait, (avec des morceaux de thora, avec des objets rituels pris des synagogues saccagées et avec des marchandises volées des magasins dévastés) sont sortis de l'affaire avec... 10 (dix) jours de prison. Des milliers d'étudiants ayant sévi en Transylvanie, quelques centaines seulement ont été «intéressés», et de ces centaines, quelques dizaines seulement ont été déférés devant la «justice», et à la fin, quelques

uns seulement ont été condamnés à quelques ridicules jours de prison.

Mais la comédie devient infiniment odieuse, elle gifle la justice et l'opinion publique honnête de Roumanie et de l'étranger, elle leur crache à la figure; nous apprenons que, tandis que les étudiants, pogromistes, ont été libérés, des ouvriers ont été arrêtés et traduits devant les conseils de guerre sous l'accusation d'avoir «provoqué les pogromes fascistes des étudiants». C'est une ignominieuse et révoltante machination du gouvernement qui veut se décharger de la responsabilité des pogromes en la jetant sur les épaules des ouvriers qui n'ont fait que défendre leurs quartiers devant les bandes fascistes. Mais la tentative du gouvernement ne réussira pas et l'opinion de tous les honnêtes hommes, des intellectuels, et en premier lieu des ouvriers du monde entier, se lèvera avec la dernière énergie et la plus vive indignation contre l'ignominie du gouvernement de Bucarest, et demandera et forcera la libération sans retard des ouvriers arrêtés à la suite des pogromes.

Mais ces jours-ci, alors que les décombres en Transylvanie fument encore et que le sang versé y est encore tout chaud, la justice de classe en Roumanie donne un autre exemple de sanglante et cynique injustice. Pendant que les étudiants pogromistes, arrêtés par nécessité par les autorités, ont été si vite jugés et libérés, ou condamnés à des apparences de peines, Boris Stéfanoff et ses camarades, combattants des ouvriers et des paysans roumains et des minorités nationales opprimées, pourrissent à Jilava dans une prévention sans fin. Jusqu'à présent, ce procès monstrueux, qui a mis sur pied l'opinion mondiale, a été ajourné huit fois, parce que la justice de classe et le gouvernement de Bucarest n'ont pas le courage de le poursuivre, tant il est dénué de toute preuve et de toute base juridique.

Le procès se présente maintenant (le 30 janvier) pour la 9^e fois devant le conseil de guerre de Bucarest, devant ce même conseil qui a «jugé» ces jours-ci les étudiants incendiaires. Mais tandis que dans les procès de ces héros de la réaction oligarchique les sentences ont été ridiculement légères, dans le procès Stéfanoff le commissaire royal demande des peines de dix ans de travaux forcés. En considérant les peines prononcées jusqu'à présent par la justice militaire de classe contre des ouvriers et paysans accusés, tout comme Boris Stéfanoff, d'activité politique et d'opinions «subversives» — des peines de 2, 3 et 5 ans de travaux forcés — nous avons toutes les raisons d'attendre du procès du 30 janvier aussi des peines tout aussi iniques et sanglantes.

La situation et l'atmosphère dans laquelle se juge le procès est, il est vrai, assez défavorable au gouvernement: situation politique trouble à l'intérieur, situation difficile de la Roumanie à l'étranger, des sentences révoltantes dans les procès des étudiants pogromistes. Il est très difficile pour le gouvernement de Bratiano de présenter des peines de 5 et 10 ans de travaux forcés pour des opinions politiques, comme étant justes et justifiées. Il n'est donc pas exclu que le gouvernement préfère cette fois aussi l'ajournement — pour la neuvième fois — du procès Stéfanoff, en attendant un moment plus propice.

Mais cela ne doit pas être permis.

Ce procès doit être enfin fini — la prévention de Boris Stéfanoff et de ses camarades, de 2 et 3 ans ne peut et ne doit pas continuer.

Avec l'opinion publique honnête de toute l'Europe, nous demandons: clôture du procès ou son envoi devant la justice civile, et, jusqu'au jugement, mise immédiate en liberté provisoire de tous les accusés.

La politique de Belgrade est coupable de la pénétration du fascisme en Albanie

On ne peut aujourd'hui feuilleter un journal yougoslave sans y lire, jusqu'à en avoir par dessus la tête, que l'on est, en Yougoslavie, fort soucieux de l'indépendance de l'Albanie, et que l'on y a toujours été pour cette indépendance. L'on s'y pose en bons, en paisibles, et l'on répète à qui mieux mieux le mot d'ordre «Les Balkans aux peuples balkaniques». Et par ces hauts cris de: «Pour l'indépendance de l'Albanie» et «Pour les Balkans aux Balkaniques», l'on croit pouvoir leurrer l'opinion publique.

Nul, cependant, n'attache à ces phrases des hommes politiques yougoslaves plus d'importance qu'aux clameurs des crieurs de foires. L'attitude des politiciens de Belgrade dans un passé trop récent ne peut pas être effacée subitement par de telles criardises.

La caste militaire serbe, qui gouverne la Yougoslavie, n'est que trop connue par ses meurtres, sa terreur, ses massacres, qui constituent ses «moyens pacifiques». En outre, il lui est propre une outrecuidance qui la fait se gonfler au point de se croire prédestinée à subjuguier tous les autres peuples des Balkans. C'est cette folle et insolente mégalomanie serbe qui a fait que le fascisme, ce danger mortel pour les peuples balkaniques, a pu prendre pied en Albanie et menace aujourd'hui tous les peuples des Balkans.

Et ce sont ces mêmes gens qui prétendent aujourd'hui avoir été et être toujours pour l'indépendance de l'Albanie?

Qui donc a organisé les massacres de Cossovo? Qui subjugué aujourd'hui encore d'une façon barbare et bestiale cette contrée, et d'autres aussi, toutes absolument et entièrement albanaises? Qui s'est approprié, par la force et la ruse, les territoires albanais de Hoti, Gruda, St. Naoum et Vernoshi et les maintient toujours encore sous un joug barbare? Qui donc travaillait sans cesse, à Paris, à Genève, à chaque assemblée officielle, à l'anéantissement de l'indépendance de l'Albanie? Qui donc a renversé le régime Fan Noli et, par la force armée, au fi de tout droit, a imposé au peuple albanais le spadassin d'alors de Belgrade, Ahmed Zogou, aujourd'hui devenu le commissaire de Mussolini? Croit-on déjà oubliées les déclarations pleines de regrets du Dr. Nintchitch, de ce «brillant astre de la diplomatie»? Et les phrases fieffées de Marinkovitch sont-elles différentes des phrases d'antan?

Si ceux qui gouvernent en Yougoslavie veulent, après tout ce qu'ils ont fait, émettre la prétention d'être pris au sérieux, ils ne devraient plus affirmer désirer l'indépendance de l'Albanie, car cette affirmation est en contradiction directe à leurs oeuvres tant d'hier que d'aujourd'hui. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir ceci, il faudrait être fou pour croire à de telles balivernes.

Pour chaque fait minant aujourd'hui l'indépendance de l'Albanie, pour chaque misère que l'Albanie a aujourd'hui à souffrir du fascisme, c'est la caste militaire serbe gouvernant aujourd'hui la Yougoslavie, qui doit être considérée comme la provocatrice, la coupable.

Si le fascisme, mortel pour les peuples balkaniques, prend pied dans les Balkans, partant de l'Albanie, c'est la caste militaire serbe d'aujourd'hui, avec ses chefs à sa tête, qui doit en être traduite devant le tribunal des peuples balkaniques.

Ce qui, cependant, dépasse la fourberie de cette caste, c'en est l'ignorance et la bêtise, qui la rendent ridicule aussi.

N'est-il pas ridicule au plus haut degré que l'ancien Benjamin de la caste militaire serbe, Ahmed Zogou, soit aujourd'hui à Tirana le commissaire de Mussolini?

Le fascisme n'a pas eu besoin de trop s'évertuer pour atteindre cela; c'est la caste militaire serbe qui, par sa stupidité, a travaillé pour lui.

Le peuple albanais est devenu aujourd'hui une proie entre les griffes du fascisme. Et cette même caste serbe qui a provoqué ce crime international envers le peuple albanais, claironne aujourd'hui, en présence du danger pour sa propre peau, la phrase devant apporter le salut — «Les Balkans aux peuples balkaniques».

Qu'entendent-ils, ces militaristes serbes, par ce mot d'ordre qui, dans leur bouche devient une phrase venimeuse?

Le mot d'ordre «Les Balkans aux peuples balkaniques» signifie, s'il est formulé sincèrement, que chaque peuple balkanique doit se gouverner soi-même, en pleine liberté, sous préservation de ses frontières ethniques, de sa langue, de sa nationalité. Et le salut, la sauvegarde pour ces peuples autonomes serait leur union en une République Fédérative Balkanique.

Mais ce que la caste militaire serbe veut perfidement réaliser sous cette formule, c'est de réunir, sous son propre commandement bien entendu, les autres cliques militaristes des Balkans, pour opprimer et exploiter les peuples balkaniques, au plus grand profit des oppresseurs et exploités capitalistes et militaristes. La caste militaire serbe prouve d'ailleurs, tous les jours davantage, quels sont ses moyens de «gouverner» et d'administrer: la terreur à laquelle sont soumis les Albanais, les Macédoniens, les Monténégrins etc. sous joug serbe en dit long.

Les peuples balkaniques, cependant, voient, eux, le danger mortel qui les menace, et ils sauront s'unir pour lutter tant contre le fascisme que contre les groupes capitalistes, militaristes et féodaux qui veulent s'associer pour mieux les pressurer. Les peuples balkaniques savent fort bien ce qu'ils doivent tenir du mot d'ordre «Les Balkans aux peuples balkaniques» dans la bouche de leurs exploités et tortureurs. Aussi n'ont-ils foi qu'en leur propre énergie.

Et par leur volonté et leur énergie, ils sauront constituer leur union, ainsi que la République Fédérative des peuples balkaniques.

Ce n'est que cette Fédération Balkanique qui élève sincèrement le mot d'ordre de «Les Balkans aux peuples balkaniques».

J. Prroni

La Révolution d'Octobre et l'U. R. S. S.

La Révolution d'Octobre a été le plus grand événement de l'histoire. Elle a tout d'abord réveillé tous les peuples opprimés et a encouragé tous les ouvriers et paysans du monde en leur montrant le vrai, le seul, chemin de leur libération, quoique en même temps pénible et épineux.

La Révolution d'Octobre était une révolution bourgeoise-démocratique en même temps que sociale-prolétarienne. Comme révolution bourgeoise-démocratique, elle visait la destruction du féodalisme, la suppression des féodaux, la suppression des classes, la libération des peuples opprimés et des minorités nationales; comme révolution sociale-prolétarienne, elle visait un ordre tout-à-fait nouveau, l'organisation des relations économiques sur des nouvelles bases. Sa première tâche fut de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Ces deux révolutions ont été pour ainsi dire liées en une seule, faite par les ouvriers, acceptée et appuyée par les paysans.

La Révolution d'Octobre a non seulement, en fait, réalisé la nouvelle forme de l'Etat en se basant sur la vraie démocratie des masses laborieuses et la libre Union des peuples, mais a donné au prolétariat la possibilité de poser les bases de la construction socialiste actuelle et future.

Les résultats brillants que le Premier Etat Prolétarien a acquis à la fin des premières dix années de la Révolution, dans tous les domaines (politique, économique, national) de la vie publique, est la garantie la plus sûre de la prospérité des ouvriers, des paysans et de tous les peuples (au nombre de 197) de l'Union, qui représente 1/4ème du globe terrestre. Par conséquent, la lutte du prolétariat pour la défense des principes de la Révolution d'Octobre est une lutte tant pour sa propre défense que pour celle des peuples opprimés.

Dans l'U. R. S. S., le prolétariat et les différents peuples sont les maîtres absolus de leur sort. C'est après que le prolétariat a supprimé l'ordre capitaliste bourgeois et a pris le pouvoir que les principes de la liberté, de l'égalité et de la fraternité y ont été effectivement appliqués. La conséquence logique de l'application de ces principes fut

Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie

L'infâme politique du gouvernement de M. Liapcheff maintenant toujours dans ses prisons, et continuant à y jeter, par centaines, ceux qui n'ont pas voulu et ne veulent pas courber l'échine devant sa brutale terreur a réveillé l'indignation l'Europe toute entière. De partout, les voix s'élèvent de plus en plus nombreuses et de plus en plus véhémentes pour réclamer l'amnistie générale et effective. Malheureusement, toutes ces demandes d'amnistie ne peuvent, dans les conditions actuelles, que s'adresser aux bourreaux mêmes. Il est pénible d'implorer une clique sanguinaire, comme celle de la Ligue Militaire de la Bulgarie, et d'en appeler à son «esprit de justice», à son «équité», à son «souci du bien-être du peuple», etc., mais le sort tragique des malheureux pourrissant dans les sombres cachots de la Bulgarie est tellement effroyable que tous les nobles cœurs, se décident quand même, avec un hoquet de dégoût, à adresser des demandes d'amnistie aux bourreaux qui détiennent entre leurs griffes la vie des milliers de prisonniers politiques.

Par une lettre adressée au militant communiste bien connu Guéorgui Bekhaloff, Maxime Gorki a traduit le sentiment général par les mots suivants:

«Je ne sais quel sens peuvent avoir les appels à la noblesse et aux sentiments adressés à des personnes dont l'égoïsme est cynique et qui, dans leur furie de tenir en esclavage les classes laborieuses, ne reculent devant aucun crime. Le sort de Sacco et Vanzetti a montré combien il est naïf et incompatible avec la réalité de la vie que de croire qu'il peut être possible par des déclarations humanitaires de rendre les bourreaux plus éléments. Malgré que les classes dirigeantes déclarent que l'Évangile est la source de l'humanité, malgré qu'ils affirment reconnaître Jésus-Christ

la proclamation et la réalisation du principe de l'autodétermination des peuples, assurant leur développement national et culturel.

Après que les ouvriers et les paysans ont pris le pouvoir en leurs mains, après la création de l'Union des Soviets, l'humanité s'est trouvée devant deux conceptions, deux mondes, différents par leur but, par leur tendance: le monde capitaliste, impérialiste, plein de contradictions intérieures; et le monde soviétique, socialiste. Malgré toutes les formules diplomatiques comme «Locarno d'Ouest, d'Est, ou Balkanique», ne sont pas finies ni l'ère des guerres impérialistes, et ni l'époque de la Révolution. Il y aura de nouvelles guerres qui engendreront inévitablement des révolutions. Et toute agression directe ou indirecte des Etats capitalistes, impérialistes contre l'U. R. S. S. et ses organes sera un crime contre le vrai progrès de l'humanité. Car l'U. R. S. S. est une citadelle non seulement du prolétariat de l'Union et du prolétariat international, mais aussi des peuples opprimés du monde entier. L'U. R. S. S., du point de vue international, est un facteur immense qui contribue et contribuera à la libération complète du prolétariat et des peuples opprimés du monde entier.

Devant le danger d'une guerre impérialiste dirigée contre le premier Etat prolétarien, il est donc du devoir sacré non seulement du prolétariat, mais aussi de tous les peuples opprimés de se soulever comme un seul homme contre leur propres oppresseurs impérialistes. A une guerre pareille, on doit répondre par une autre guerre, la guerre civile, afin que le prolétariat et les peuples opprimés ne voient pas leur libération retardée peut-être d'un siècle.

Par les leçons que nous donne la grande Révolution d'Octobre et les expériences des divers mouvements révolutionnaires, il est évident que la libération complète des peuples opprimés ne pourra se réaliser que par l'aide et la collaboration du prolétariat révolutionnaire organisé dans ses différentes organisations politiques et économiques. La solidarité commune entre le prolétariat révolutionnaire d'une part, et les organisations nationales-révolutionnaires des peuples opprimés de l'autre, est une garantie pour le succès sûr de la lutte pour la libération économique et nationale.

Il est temps pour toutes les organisations nationales-révolutionnaires, légales ou illégales, d'employer leurs efforts et leur activité dans ce sens en créant au premier moment partout aux Balkans des groupes, des associations, des organisations qui, tous ensemble, pourront former une Union générale des amis de l'U. R. S. S. La première et principale tâche de tous ces groupes, sociétés, organisations etc. doit être la lutte contre l'impérialisme, contre le fascisme.

P. P. Chateff

comme Dieu, ils nous montrent tous les jours davantage que toutes leurs paroles ne sont que de vils mensonges. Et ces mensonges, aujourd'hui, sont devenus plus grossiers que jamais.

«Je n'ai jamais eu foi en la magnanimité des classes dirigeantes, et je n'y crois surtout pas après la boucherie sanglante de 1914-1918 et après les dix années d'innombrables crimes contre le peuple travailleur, dans une haine féroce contre l'Union Soviétique, contre ce pays où le peuple a chassé les parasites et où il veut lui-même être le maître de sa vie. Voilà pourquoi je ne prierai pas les torturateurs d'accorder l'amnistie à leurs victimes. Mais, si vous le croyez utile, vous pouvez publier cette lettre pour que la lisent ceux qui, par leurs actes, remplissent l'âme du peuple de sentiments de haine.»

Le Secours Rouge Autrichien a lancé au gouvernement, au parlement et aux journaux bulgares la dépêche suivante:

«Nous protestons contre les poursuites de ceux qui portent secours aux prisonniers politiques et contre les machinations destinées à empêcher l'opinion publique à demander l'amnistie. En pleine solidarité avec le peuple bulgare, nous insistons pour une amnistie entière et générale.»

La dépêche suivante a été adressée de Vienne à M. Liapcheff:

«Au nom de l'humanité nous protestons contre les pogromes, ordonnés par le gouvernement, des unions professionnelles indépendantes des travailleurs, et contre les manoeuvres du gouvernement ayant pour but de faire dévier

l'opinion publique de sa demande d'amnistie. Nous appuyons entièrement les revendications pour l'amnistie des larges couches du peuple bulgare et la proposition d'amnistie des groupes parlementaires d'opposition et des comités constitués pour demander l'amnistie.»

pour l'Association Viennoise des avocats social-démocrates:

Dr. Richard Beer;

pour la Ligue Viennoise des Droits de l'Homme:

Rud. Goldscheid;

pour le Comité Viennois pour la Lutte contre la Terreur Blanche dans les Balkans: **Dr. Bruno Schoenfeld;**

pour les professeurs de l'Université de Vienne: **Dr. Schiff, Dr. Delanoj, Dr. Hammerschlag, Max Adler, M. Pappenheim,**

Dr. Lasarfeld, Dr. Scheu, Dr. Zeisl, Dr. Rosenfeld;

pour la communauté prolétarienne: **Eduard Tirai;**

pour la Ligue contre la guerre: **Olga Misar.**

Les étudiants de Vienne, de toutes nations, ont adressé à M. Liaptcheff, aux parlementaires, à la presse bulgare, et à la Ligue bulgare des Droits de l'Homme, la dépêche suivante:

«Nous faisons appel pour l'octroi d'une amnistie immédiate et absolue pour tous les prisonniers politiques.

«L'amnistie est une nécessité inéluctable, et ce n'est que par elle que l'apaisement du pays pourra être rétabli.

«Nous insistons aussi pour l'abrogation de la loi de la Défense de l'Etat et la cessation des poursuites pour convictions politiques.»

pour les étudiants autrichiens: **Siegfried Raschke.**

„ „ „ hongrois: **Ladislau Tor,**

„ „ „ polonais: **Alice Laysivinska,**

„ „ „ espagnols: **Carlos Rochrignès,**

„ „ „ grecs: **Papathanos,**

„ „ „ serbes: **M. Atanassovitch,**

„ „ „ croates: **M. Peritch,**

„ „ „ dobroudjanais: **Dora Guéorguieva,**

„ „ „ macédoniens: **Dino Guéorguieff,**

„ „ „ bulgares: **B. Mikhaïloff.**

La lettre suivante a été envoyée de Graz à M. Liaptcheff:

«Au nom de l'humanité et de la justice, nous élevons notre voix pour la défense des prisonniers et émigrés politiques. Nous demandons l'amnistie immédiate pour tous les délits politiques. Libérez les détenus politiques, ouvrez la frontière pour les milliers d'émigrés qui se trouvent à l'étranger, livrés à la misère. Il y a longtemps que la guerre civile est terminée; mettez, vous aussi, un terme aux persécutions! En plein cinquième hiver, des milliers de mères attendent leurs fils, des milliers d'enfants attendent leurs pères qui pourrissent dans les sombres et humides cachots.

«Cette brève description des conditions existant dans les prisons bulgares doit attirer l'attention de tout le monde civilisé. C'est pour cette raison que nous appuyons la volonté populaire d'une amnistie immédiate et sans conditions. Ce n'est que par cette amnistie, qui est une nécessité pour l'apaisement de la population, que vous pourrez gagner la sympathie publique européenne.»

Vinzenz Muchitsch, maire de Graz, capitale de Styrie, et membre du parlement régional; **H. Muchitsch**, député, président de la Chambre des Ouvriers et des Employés de Styrie; **Martha Tausk**, membre du Conseil Fédéral Autrichien et du parlement régional de Styrie; **Johann Leichim**, membre du parlement régional; **Aug. Lindner**, secrétaire du parti social-démocrate de Styrie et conseiller municipal de la ville de Graz; **Pongraz**, préfet adjoint; **Dr. Karl Plochel**, directeur à la mairie de Graz; **Dr. Oberzaucher**, membre du parlement régional; **Dr. Stepantschitsch**, directeur à la Préfecture; **Professeur Dr. Hermann Scherz**; **Dr. Bruno Dimter**, directeur de l'Institut d'Assurance des Accidents Ouvriers; **Prof. Dr. Oskar Zoth**; **Prof. W. Prausnitz**; **Commandant Kaleher**; **Adolf Hübel**, ancien inspecteur général; **Viktor Attens-Heiligenkreuz**, ancien préfet de port; **Dr. Wilhelm Kahn**, ancien préfet; **Prof. Dr. A. Poeschl**, Recteur de l'Université de Graz; **Prof. Dr. Alfons Léon**; **Karl Lustig-Prean**, directeur des Théâtres municipaux de Graz; **Dr. Robert Spira**, avocat.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Bulgarie:

Persécutions brutales des organisations ouvrières.

Le 1er décembre, à Sofia, à 8 h et demie du matin, le club central de l'Union Syndicale, rue Tsar Samuel, a été cerné par de forts détachements de police et de cavalerie, puis des agents ont pénétré dans le club où se trouvaient précisément plus de cent personnes, ont opéré des perquisitions partout, enlevé tous les livres, registres et papiers qu'ils ont trouvés après avoir fracturé les tiroirs et les meubles, et se sont retirés en emmenant avec eux, au commissariat, 25 personnes, qui furent maintenues, sans aucun motif, en état d'arrestation.

A Choumen, le secrétaire du conseil local de l'association professionnelle des ouvriers tailleurs, a été arrêté de son domicile, mené au commissariat et férocelement battu; des agents opérèrent aussi une perquisition chez lui et emportèrent les archives de l'association. Trois de ses amis qui s'y trouvaient ont aussi été arrêtés.

A Varna, le club syndical a été perquisitionné et fermé.

A Stara-Zagora, le club syndical a été perquisitionné, les archives en ont été enlevés, les portes scellées.

A Philippople, le club syndical et les domiciles de plusieurs membres ont été perquisitionnés et tous les archives, registres, etc. ont été enlevés. De nombreuses personnes ont été arrêtées, dont Koumanoff, St. Ivanoff, Akhlanoff, Kalaidjief, Guéorguieff, et d'autres.

A Nadejda, distr. de Sofia, le club syndical a été perquisitionné, les meubles fracturés, les portes scellées.

A Stanimaka, le club syndical et les domiciles de plusieurs membres ont été perquisitionnés et les archives, registres, etc. ont été emportés.

A Yambol, le domicile du secrétaire des organisations ouvrières indépendantes, Kutchukoff, a été perquisitionné par plus de 10 agents de police qui ont brisé tous les meubles et ont enlevé les archives des organisations. Kutchukoff lui-même a été arrêté, conduit au commissariat et férocelement battu.

A Doupnitza, le 9 décembre dernier, les maisons des ouvriers et ouvrières Markoff, Stoyanowa, Zlatarewa, Gué-

orguieff, Péranoff et Pop Mikhaïloff ont été perquisitionnées, tous les journaux, les correspondances etc. ont été enlevés.

A Vidin, le 4 décembre dernier, le club du parti du Travail a été cerné par un groupe de détectives ayant à leur tête le commissaire Kambouroff, qui ont perquisitionné le local, enlevé toutes les archives, tous les journaux, etc., ont intimé l'ordre de cesser toute activité, pourtant légale, et ont fermé le club et scellé les portes.

A la suite de ces violences et persécutions, les députés ouvriers Avram Stoyanoff, Christo Kalaidjief et Dobri Dimitroff adressèrent au ministre-président une interpellation par laquelle, après avoir protesté avec véhémence contre ces arbitraires envers des associations et organisations ouvrières absolument légales et indépendantes, ils demandèrent la cessation immédiate de ces violences, la remise en liberté des personnes arrêtées, la restitution des archives, registres, etc. enlevés, la réouverture des clubs fermés.

Les assassinats officiels. — Un paysan avait été assassiné dans le village de Resovo. Les autorités n'en avaient pas pu découvrir le meurtrier. Quelques temps après, le 27 novembre dernier, sur des vagues soupçons, le paysan Nicola Stoyanoff, du village de Kalandja, a été arrêté par ordre du juge d'instruction de Malko Trnovo et jeté dans la prison de Vassilko. Le lendemain, sa femme Kyriaki était également arrêtée et conduite elle aussi à la prison de Vassilko. Alors commença l'interrogatoire, puis la «question»: Nicolas Stoyanoff fut battu pendant des heures entières, sans relâche, et si férocelement qu'il en mourut le 3 décembre. Alors, les policiers relâchèrent sa femme et l'obligèrent à procéder immédiatement à l'enterrement de son mari pour empêcher ainsi une éventuelle autopsie établissant que le malheureux était mort sous les coups des agents de police. (»Novinik.)

A Varna, le juge d'instruction avait fait arrêter un pauvre ouvrier; Dimo Batchvaroff, sous l'accusation d'avoir volé un tapis. L'accusé niait cependant avec la dernière énergie avoir commis le délit qu'on lui imputait. Alors, on le soumit à la «question». Il fut battu par les gendarmes G. Dimitroff, G. Todoroff et G. Yankoff, brutalement, férocelement, avec acharnement, si bien

que le malheureux succomba sous les coups de ses bourreaux.

La terrorisation à Roussé. — Le bâtonnier de Roussé Me D. Athanasoff, énergique adversaire du système de terreur du gouvernement de la Ligue Militaire, vient de recevoir, d'après le «Novini» du 9 janvier, une lettre de la part de facteurs irresponsables avec des menaces de mort pour le cas où il continuerait son opposition.

Disparition «sans traces». — Ivan Petroff, du village de Dolnia Bania, qui, après le 9 juin 1923, s'était enfui à l'étranger pour échapper à la terreur, était rentré en Bulgarie il y a un an et avait recommencé à exercer sa profession de menuisier dans son village natal. Le 10 novembre dernier, des agents de police se présentèrent chez lui, sans absolument aucun motif, et l'emmenèrent au commissariat. Depuis lors, on n'a plus de ses nouvelles. Sa femme Elena s'est adressée à toutes les autorités, jusqu'à la direction de la police de Sofia, mais partout on l'a éconduite en lui disant que l'on ignore complètement ce qu'il est advenu de son mari. Le malheureux a «disparu sans traces».

Grèce :

Les arrestations pleuvent. — Le général Pyliodis a été arrêté à Athènes.

Ont été arrêtés à Athènes sous l'accusation d'avoir fait de l'agitation communiste dans la question macédonienne: Douvas, Berberis, Drives, Evangelopoulos, Pikros, Konooulos, Mazouratos, Jazopoulos, Apostolou, Monastiriotis, Nikolaidis, Rembakos, Fulzakos, Zerbinis, et Fizos.

15 jeunes gens ont été arrêtés à Mytilène pour avoir rendu visite à des amis emprisonnés.

A Volos l'ouvrier de tabac Mastrofianis et l'ouvrier typographe Manassis ont été arrêtés. La police recherche aussi, pour les arrêter, Capodistrias et Riganas, membres du Comité directeur de l'organisation des ouvriers de tabac.

Le secrétaire de l'Union des employés privés, André Ladis, a été arrêté. En outre, des mandats d'arrêts ont été lancés contre 72 ouvriers.

Macédoine :

Nouveau crime de la bande de Protoguéroff. — Des télégrammes annoncent que le 13 crt., à midi et demie, à Skopje, le chef du bureau judiciaire de la Préfecture Vladimir Prelitch a été grièvement blessé en pleine rue à coups de revolver par la Macédonienne Maria Pouléva (Bounéva), de Tetovo (distr. de Skopje). Un Albanais qui précisément passait par là se jeta sur Pouléva, mais cette dernière retourna son arme contre elle-même et se porta une blessure mortelle. Les deux blessés furent transportés à l'hôpital où Maria Pouléva expira bientôt, après cependant avoir pu encore déclarer avoir perpétré son attentat par ordre de l'ORIM. L'Etat de Prelitch semblerait désespéré.

Nouveau crime des spadassins de Belgrade. — Guéorgui Dimoff Angucheff, boulanger, âgé de 27 ans, Macédonien, a été assassiné à coups de fusil par un «inconnu» à Négotine (Tikviche) le 29 décembre dernier, vers les 3 heures du matin, alors qu'il se rendait au four à son travail. La police, arrivée sur les lieux plusieurs heures après le crime, a pu... constater le crime. Avant d'expirer, le malheureux a dit qu'arrivé devant le four, un inconnu l'avait accosté et lui avait demandé s'il était bien Guéorgui Dimoff Angucheff. Sur sa réponse affirmative, il avait fait feu sur lui d'un fusil.

Or, deux faits significatifs avaient précédé cet assassinat: on sait qu'après les attentats les autorités serbes enrôlent de force les paysans dans une espèce de milice et les obligent à monter, pendant la nuit, la garde, sans armes, sur la voie ferrée. Quelques jours avant d'être tué, Angucheff avait été forcé de monter la garde pendant une nuit glaciale, sous un froid tellement terrible que 4 personnes en étaient mortes sur la ligne de Guévguéli. Angucheff fut laissé en faction pendant toute la nuit. Vers le matin, transi, glacé, voyant que personne ne venait pour le relever, il se rendit dans une proche baraque de soldats pour s'y réchauffer et se reposer un peu. Le caporal commandant le poste l'invectiva brutalement, lui reprochant d'avoir quitté sa faction, il s'ensuivit une discussion, et le caporal proféra des menaces contre lui. On sait que les menaces des gens à la solde des autorités serbes sont toujours exécutées et que leurs crimes restent toujours impunis.

Second fait: Le lendemain de cet incident, Angucheff, rentrant le soir chez lui, y trouve un brigadier de gendarmerie en train d'y opérer une perquisition, sans aucun ordre écrit de la part des autorités et sans être accompagné, ainsi que la loi le prescrit, de deux citoyens. Angucheff s'oppose à cette perquisition, et le brigadier de gendarmerie s'éloigne en proférant lui aussi des menaces.

Les conclusions à tirer de ces deux faits s'imposent toutes seules. Angucheff était d'ailleurs fort haï des autorités pour ses idéals macédoniens qu'ils ne craignaient pas d'exprimer.

Persécutions des défenseurs des étudiants macédoniens emprisonnés. — L'avocat Stéfan Yanakévitch, de Kratovo, Macédonien, avait commis le crime de défendre avec véhémence les jeunes étudiants macédoniens condamnés à de lourdes peines par le tribunal de Skopje, et de violentes menaces avaient alors été proférées contre lui par des spadassins des autorités. Dernièrement, à Skopje, en pleine rue, il fut attaqué par des «inconnus» qui se jetèrent sur lui et le battirent à coups de gourdins si férocement que le malheureux avocat en dut garder le lit pendant dix jours.

Roumanie :

Désagrégation des averescans. — Le «Cuvantul» du 1er janvier annonce qu'une partie du Parti du Peuple, en tête avec MM. Petrovici (ancien ministre) et Manoilescu (connu par le procès carliste), s'apprete à quitter le parti du général Averescu et à passer aux nationaux-tsaranistes. Ce qui ne signifiera que le renforcement du caractère capitaliste de ce parti, dont les chefs s'intitulent volontiers «paysans».

Les anges gardiens de l'ordre. — Nous lisons dans l'«Universul» du 29 déc.: Les chefs de poste de gendarmerie Cristea Vasile, de Fartanesti, et Arvinte Nicolas, de Banasa, ont été démasqués comme... protecteurs d'une bande de cambrioleurs. Ils ont été traduits devant le tribunal civil. (Les ouvriers sont envoyés, pour leurs opinions, devant les conseils de guerre.)

Nous lisons encore dans le même journal, en date du 1er janvier: A été arrêté à Kichineff le commissaire de la police judiciaire Valcovici, pour avoir commis des fraudes et des détournements.

Fraudes de 375 milliards de leis. — Dans le «Cuvantul», M. Ing. Florescu dévoile que 2500 ha. de terrains pétroliers ont été cédés en concessions à diverses personnes sur la base de faux documents. Le bruit court que des sociétés américaines ne sont pas étrangères à ces opérations faites de connivence avec des personnages politiques libéraux. En tout cas, l'Etat en a subi une perte de 375 milliards de leis.

Epilogue des élections. — Aux élections de Belts (Bessarabie) l'été dernier, un paysan a été assassiné à coups de fusil par les gendarmes. Au lieu de faire traduire les assassins devant les juges, les autorités ont arrêté 11 paysans sous l'inculpation de «rébellion». Jusqu'à présent, pourtant, on n'a pas pu envoyer devant le conseil de guerre les paysans arrêtés par manque total de toute preuve. Exaspérés, les paysans prisonniers ont commencé la grève de la faim, qu'ils ont continuée pendant 12 jours. C'est après cela seulement qu'ils ont été relâchés.

Yougoslavie :

Assassiné dans la prison. — Le détenu Stamenko Savitch a été torturé dans la prison de la ville de Jagodina si férocement qu'il en est mort. Ce crime fut bientôt connu et le ministère de l'intérieur dut envoyer un inspecteur pour faire mener un semblant d'enquête.

Tortures sans fin. — Le journal «Borba» de Zagreb publie un article sur les tortures infligées aux ouvriers au commissariat de police de Split. L'ouvrier Ivan Sintchévitch a été arrêté sans aucune raison et férocement torturé par un agent de police et trois gendarmes. On lui fourra un baïllon dans la bouche pour l'empêcher de crier et il fut battu jusqu'à ce qu'il en tomba évanoui. Puis, il fut frappé aux chaînes et jeté dans une cellule. Sintchévitch et 9 autres de ses amis arrêtés avec lui ont été relâchés au bout de 5 jours, vu que l'on n'a absolument rien pu trouver comme accusation contre eux.

A la Glavniatcha. — Après une déclaration formelle donnée par M. Acimovitch concernant la comparution des détenus politiques devant le tribunal au commencement du mois de janvier 1928, les prisonniers de la Glavniatcha ont cessé la grève de la faim.

Contre la législation ouvrière. — La crise économique et financière s'aggrave chaque jour; plus de 250.000 ouvriers sont sans travail et le patronat fait tous ses efforts pour détruire les conquêtes de la classe ouvrière. Il lutte sur deux fronts: contre les syndicats indépendants et contre la législation ouvrière.

Depuis quelques temps, la bourgeoisie réactionnaire mène une campagne systématique en vue d'annuler la législation ouvrière sous prétexte qu'elle a été créée au temps de la prospérité économique et qu'avec la crise actuelle, il est nécessaire de la supprimer sous prétexte encore qu'elle est «trop moderne» pour l'économie primitive du pays.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Unsere Enquete

bei den politischen und literarischen Persönlichkeiten Europas

über
die Balkan-Föderation

Henri Guilbeaux

Henri Guilbeaux ist 1884 in Belgien geboren. Seine Eltern waren Franzosen. Weilte lange im Auslande, hauptsächlich in Deutschland, in der Schweiz und in der Sowjetunion. War einer der ersten Franzosen, die sich im Jahre 1914 gegen den Krieg erhoben. Befreit von aller militärischen Verpflichtung, begab er sich im Jahre 1915 nach Genf, wo er zuerst Sekretär der Zivilabteilung der Kriegsgefangenen-Agentur (Internationales Rotes Kreuz) wurde und dann später die internationale und internationalistische Zeitschrift „Demain“ (Januar 1916 bis Oktober 1918) herausgab. Mehrere Male wurde er verhaftet, dann von der Schweiz ausgewiesen. Er flüchtete nach Russland und wurde im Jahre 1919 in Abwesenheit vom Pariser III. Militärgericht zum Tode verurteilt. Mitgründer der III. Internationale. Ist gegenwärtig der Berliner Korrespondent des Pariser „Humanité“.

Henri Guilbeaux ist der Verfasser von „Anthologie der deutschen Lyriker seit Nietzsche“, Vorwort von E. Verhaeren, Paris, 1914; „Für Romain Rolland“, Genf, 1915; „Vom Felde der Schrecken“, Genf, 1916; „Josef Solvaster“, Genf, 1918; „Die sozialistische und gewerkschaftliche Bewegung Frankreichs während des Krieges“, Vorwort von Lenin, Moskau, 1919; „Kraskrem“, Paris, 1922; „Das authentische Porträt von Wladimir Ilitsch Lenin“, Berlin, 1923, Paris und Leningrad, 1924.

Die Schaffung einer Balkanföderation ist meiner Meinung nach eine Sache erster Wichtigkeit, nicht weil die Rivalitäten der Balkanstaaten im Laufe der politischen, sozialen und militärischen Ereignisse eine entscheidende Rolle gespielt haben und immer spielen werden, sondern weil auch die großen imperialistischen Staaten mit den Balkanstaaten ebenso schamlos spielen wie mit ihren eigenen Völkern.

Es ist selbstverständlich, daß, solange die Herrschaft derjenigen dauern wird, die gegenwärtig die Angelegenheiten der verschiedenen Balkanstaaten führen, es nicht möglich sein wird, eine friedliche Lösung zu erwarten. Nur der Krieg kann das Resultat einer Politik sein, welche durch Regierungen geführt ist, die die Verknechtung und das Morden unzähliger Arbeiter und Bauern als tägliche Aufgabe betrachten.

Die einzige Möglichkeit, friedlich und harmonisch dieses schwierige Problem zu lösen, ist die Errichtung einer sozialistischen Balkanföderation, oder, wenn Sie wollen, einer Union der balkanischen Sowjetrepubliken.

Schon während des Krieges war mir diese Lösung als die einzige erschienen und, falls Sie sich daran erinnern, hatte ich in der Zeitschrift „Demain“ eine ausgezeichnete Studie von St. Maneff, „Die Balkanrepublik“, veröffentlicht. Langer Aufenthalt in Rußland und das Studium der unzähligen ethnischen Probleme, welche sich in einem mehr als hundert ethnisch verschiedene Völker umfassenden Staate stellten, haben meine Überzeugung bekräftigt und präzisiert.

Ich glaube nicht, daß eine Konföderation der Balkanstaaten mit Beibehaltung ihrer Dynastien, ihrer politischen und Zollgrenzen und ihres Militarismus eine Lösung sein kann. Sie scheint mir ebenso unnütz wie die Lösung durch die Hegemonie eines Balkanstaates unter der Kontrolle eines imperialistischen Staates oder des Völkerbundes. Eine vollständige nationale Autonomie in einem jeden der Balkanstaaten kann nur durch Anwendung der Ideen Lenins erreicht werden, welche vom genialen Theoretiker und Praktiker der Revolution in seinen Werken über die nationale und koloniale Frage ausgedrückt worden sind.

Henri Guilbeaux

Dr. S. Friedlaender

Dr. S. Friedlaender, geb. 1871 zu Gollantsch in Posen, philosophischer Schriftsteller; unter dem Pseudonym „Mynona“ Verfasser grotesker Novelletten und Romane. Philosophische

Hauptwerke: „Kant für Kinder“, „Schöpferische Indifferenz“, „Katechismus der Magie“. — *Lebt seit dem Jahre 1902 in Berlin.*

Moral und Recht sind die Basis der Politik. Die echte Begründung der Ethik findet sich nur bei Kant: seine Weisheit, von Glocken eingeläutet, wird, wie es heißt, von den Krämern auf dem Markte mit ihren Pfennigen überklingelt. Es ist eine einzige Kulturschande, daß auf die Wahrheit, die seit anderthalb Jahrhunderten überlaut spricht, niemand hinhören will. Wie immer auch die empirische Seite des Balkanproblems sich anlasse, — die apriorischen Präliminarien zur Auflösung hat der erleuchtete Philosoph längst gegeben.

Kaum im Verkehr der einzelnen innerhalb eines einzelnen Staates, so gut wie gar nicht im Verkehr der Staaten untereinander sind Sittlichkeit und Recht einsichtsvoll respektiert. Eigentlich ist der Krieg aller gegen alle noch im Flor. Wie dürfte man sich über die Zustände auf dem Balkan wundern? Hier eben zeigen die heuchlerischen Großmächte ihr unverstelltes Gesicht. Auf dieser Bühne lassen sie ihre Marionetten unzweideutig figurieren. Und weit bewundernswerter ist es, daß sie zu Reverenzen gegen die Moral mindestens dekorativ gezwungen sind. Ein Symptom bereits der echten Rolle, die Moral und Recht in hoffentlich nicht allzu später Zeit spielen werden, widrigenfalls die Menschheit an ihren eigenen Giftgasen ersticken wird. Singulare, Mehr- oder Minderheiten spüren die Verpflichtung, sich zu vergesellschaften. Ohne dies, kein Rechtszustand, der doch die Bedingung aller irgend möglichen Moralität ist. Also selbstverständlich sollten die Balkanländer sich republikanisch konföderieren. Rumänien sollte den Anfang machen. Ist der gemacht, so setzt die allgemeine Kristallisation von selber ein. Solcher Anfang mag unsehbar genug aussehen: man beginne mit der Einführung des ethischen Unterrichts nach Kant (gemäß meinem »Kant für Kinder«) in den Schulen. Man emanzipiere die Frauen! Ohne diese ethische Befreiung der Frauen und Kinder arbeitet sich kein Staat aus dem Opportunismus heraus, der immer Krieg bedeutet.

Hinter den Kulissen der Balkanbühne stehen die Großmächte auf der Lauer: aber sogar konfligierende Interessen von lauter Teufeln müssen kompaktieren, oder — explodieren. Insofern heißt die kategorisch-imperative Prognose allenthalben: Konföderation, d. i. sorgfältigste Kultivierung jedes nationalen Charakters unter einem alle diese Charaktere harmonisch umfassenden republikanischen Rechtsstaat. Unterdrückung der nationalen Minderheiten ist eine bare Ungeheuerlichkeit, welche sich schließlich am Staate rächt (man denke an die brutale Behandlung der Polen, Dänen, Elsässer im kaiserlichen Deutschland). Je mehr Nationen ein Staat innerhalb seiner kultivieren kann, desto vollkommener ist er; man sehe England. Hingegen Identifikation von Nation und Staat würde den Balkan und damit Europa demnach, da alles innigst zusammenhängt, die gesamte Erdpolitik verkrachen lassen. Uniformierung ist der Tod aller Kultur. Während die Konföderation der balkanischen Nationalitäten die Vereinigung Europas, damit aller Nationen nach sich ziehen würde. Möge der Balkan zu dieser Idee erwachen!

Bis diese wahre Kultur beginnt, sind wir noch »prä-historisch.« Erst die Freude am Andern ist das Kennzeichen der echten Kultur: es ist barbarisch, in der Verschiedenheit der Völker oder ihrer Sprachen einen Einwand gegen ihre Konföderierung zu sehen. Oesterreich hätte das Vorbild des geeinten Europas werden sollen und können. Wie jeder einzelne innerhalb eines Staates, könnten sehr wohl die noch so sehr kontrastierenden Nationen innerhalb einer Konföderation bequem Platz nehmen. Der Rest ist nur nationale Eitelkeit.

Lineamente und Ziel sind gegeben. Vernunft zeigt und erleuchtet den Weg, den die Politik, trotz allem opportunistischen Widerstreben, gehen soll. Weigert sie sich, droht das Chaos. Folgt sie, so werden sich alle kriegerischen Dissonanzen in eine wechselseitige Harmonie auflösen lassen.

Dr. S. Friedlaender (Mynona)

Lu Märten

Lu Märten, geb. am 24. September 1879 in Berlin, ist seit dem Jahre 1900 auf dichterischem und sozialtheoretischem Gebiet schriftstellerisch und rednerisch tätig. War bis vor dem Krieg Mitarbeiterin an deutschen und ausländischen Zeitungen und Zeitschriften, Sozialpolitik und Kunstkritik. Hauptarbeiten: „Die wirtschaftliche Lage der geistigen Arbeiter (Künstler)“ — „Die Künstlerin 1911 bis 1918“ — „Vorarbeit über die Anwendung des Marxismus auf die Künste“ — „Wesen und Veränderung der Formen (Künste) nach historisch-materialistischen Gesichtspunkten“ — „Rußland und Japan“. etc. — In Vorbereitung: „Der philosophische Materialismus in seinem Verhältnis zum ökonomischen. Wertbestimmungen und Relativismus in den Weltanschauungen“.

Welcher denkende Mensch, der die Geschichte der Balkanvölker nach dem Kriege verfolgt, kann die jetzige »Lösung« der Balkanfragen als gerecht, die Freiheit entwickelnd oder gar dem Frieden dienend — ansehen? Oder glauben, daß irgend eine der herrschenden Regierungen Minderheiten zu schützen vermöchten oder es wollten? Man braucht nur an Mazedonien denken oder an die neueste Phase des serbischen Imperialismus, um noch krassere Interessenpolitik, als die Balkanregierungen und ihre Hintermänner uns veranschaulichen, zu erwarten. Man kann auch als Antimonarchist an Wirkungen einer starken großpolitischen Monarchie unter Umständen glauben. Aber welchen Anlaß hätte dazu bisher irgend eine der noch auf dem Balkan herrschenden Monarchien gegeben? Unnötig, in diesen Blättern irgend welche Einzelheiten aus der Summe der politischen und wirtschaftlichen Unterdrückungen der

großen Massen der Balkanvölker anzuführen. Aber nicht so unnötig wäre es, alle diese in der Presse — wenigstens in der der arbeitenden Schichten — vorstellbar und bewußt zu machen. Noch mehr unter den Massen der Balkanvölker selbst, auf deren Rivalität sich jede Hegemonie zu leicht berufen kann und die ohne die verwickelten politischen Zusammenhänge des heutigen Zustandes den meisten unverständlich bleibt; unter bestimmten Richtlinien, die die Interessen des Arbeiters und Bauern bewußt machen. Ich kann nicht übersehen, wie weit das unter der heutigen Unterdrückungspolitik gegen alle oppositionellen Kreise und Parteien auf dem Balkan möglich ist. Aber es scheint mir als eine der Bedingungen der Möglichkeit einer Aenderung auf dem Balkan im Sinne einer Staaten-Föderation. Jedenfalls erscheint der Föderationsgedanke als der einzige zunächst berechenbare, in der Zielrichtung auch für den Sozialismus denkbare. Im Augenblick stehen wir vor der Tatsache der Festigung des serbischen Imperialismus und des Kompromisses der kroatischen Bauernpartei mit diesem, müssen aber auf die Erscheinungen anderer Kräfteverhältnisse achten, als die sich zahlenmäßig und äußerlich als Sieg der Herrenklassen dokumentieren. Die reaktionären Balkanregierungen können jeden »gefährlichen Funken« um so leichter erstickt halten, als Anzeichen seines Lebens das übrige balkanisierte Europa von neuem aus dem mühsam gezimmerten Friedenhäuschen bringen würde. Aus solchen Sackgassen muß der Gedanke, der Ausweg der Balkan-Föderation sich propagieren. Und vielleicht könnte es seine Agitationskraft erhöhen, wenn hinter dem Hoffnung weckenden Schild, die Umrisse eines Wirtschaftsprogramms als Rival der Rivalitäten auftauchen könnte.

Lu Märten

Ein geschichtliches Ereignis

Der Kongreß der Freunde der Sowjet-Union in Moskau

Der 7. November dieses Jahres wurde in der Sowjet-Union als der zehnte Jahrestag der Oktober-Revolution, welche die Macht der Kapitalisten und Großgrundbesitzer stürzte und dort die Diktatur des Proletariats aufrichtete, gefeiert. Delegierte aus der ganzen Welt begaben sich zu diesem Jubiläum. Sie kamen, um das Werk der arbeitenden Massen in der ungeheuren Union zu sehen, um Zeugen der Verwirklichung des Sozialismus zu sein und um ihre Bereitschaft auszudrücken, den revolutionären Staat gegen jeden Versuch der kapitalistischen und imperialistischen Welt an dem Werke des Sozialismus zu rühren, gegen jeden imperialistischen Krieg gegen die Heimat des internationalen Proletariats und der unterdrückten Völker der ganzen Welt, zu verteidigen.

Die Delegierten überzeugten sich mit eigenen Augen davon, daß sich in der USSR. der Sozialismus verwirklicht, daß man ihn aufbaut, daß man dort eine neue Welt schafft. Sie sahen den ungeheuren Elan in allen Zweigen des öffentlichen Lebens. Sie sahen, daß in der Sowjet-Union eine vollkommene Solidarität zwischen den Bauern und Arbeitern herrscht, daß die Einheitsfront tatsächlich verwirklicht worden ist; sie überzeugten sich, daß es die arbeitenden Massen sind, welche in der Union regieren, daß der Achtstundentag dort angewandt ist und der Siebenstundentag eingeführt werden wird; sie sahen die Arbeiterpaläste und Sanatorien, die Klubs und Bibliotheken in den Fabriken und verschiedenen Institutionen; sie überzeugten sich von den vielfachen und eingehend ausgebauten Maßnahmen, die man für niederkommende Frauen ergriffen hat, sie sahen die verschiedenen Völker der Sowjet-Union, ungefähr 200, in brüderlicher Vereinigung leben, sie stellten fest, daß nationale Streitigkeiten dort nicht mehr existieren. Sie sahen auch die Umzüge und die Parade der Roten Armee am 7. November. Sie sahen all dies und gelangten zu der festen Ueberzeugung, daß keine Macht auf der Welt im Stande ist, das Werk des Proletariats in der Union zu zerstören.

Mehr als tausend Vertreter verschiedener Länder waren in die Sowjet-Union gekommen.

Es war selbstverständlich, daß sie ihre Gefühle und ihre Bereitschaft ausdrückten, dem ersten revolutionären Staate gegen seine unzähligen Feinde beizustehen. Ein eigenes, auf Initiative der englischen Delegation gebildetes Komitee organisierte diese Versammlung: den Kongreß der Freunde der Sowjet-Union.

Der Kongreß wurde nach einigen Vorbesprechungen am 10. November eröffnet.

957 Delegierte aus 43 Ländern nahmen an dem Kongreß teil. Alle Teile der Welt waren vertreten. Es gab Delegierte aus allen europäischen Ländern, ohne Ausnahme, und aus der Türkei, Indien, China, Japan, Indonesien, Aegypten, Marokko, Süd- und Westafrika, Nordamerika, Mexiko, Chile, Argentinien usw. Die Zahl der Delegierten stieg während der Kongreßsitzungen unaufhörlich. Am zweiten Tage des Kongresses kam eine Delegation aus Polen und eine andere aus Südafrika an, und bei seiner Schließung erhielt man die Nachricht, daß eine Delegation aus den Philippinen unterwegs nach der USSR. sei.

Die Delegierten mußten ungeheure Schwierigkeiten überwinden, um nach der Sowjet-Union zu gelangen. Sie setzten sich großer Verfolgungen seitens der faschistischen und imperialistischen Regierungen aus. Trotz allem begaben sie sich hin, um ihre Begeisterung für das Werk des einheitlichen Proletariats auszudrücken und um es ihrer brüderlichen Gefühle zu versichern.

Es gab Delegierte von politischen Arbeiterorganisationen, von Kooperationen, Bauernbünden und von Vereinigungen kolonialer und halb-kolonialer Völker, Vertreter von wissenschaftlichen und kulturellen Gesellschaften und berühmte geistige Arbeiter. Es gab Kommunisten, Sozialisten, Reformisten, Syndikalisten, Anarchisten, Radikale, Demokraten und Parteilose. Es war bemerkenswert, daß die Zahl der Kommunisten im Vergleich zur allgemeinen Ziffer der Delegierten sehr niedrig war: die an dem Kongreß teilnehmenden Kommunisten waren nicht mehr als 250; es ist ferner bemerkenswert, daß mehr als 200 Sozialisten, Mitglieder der II. Internationale, der Versammlung beiwohnten; sie waren entgegen den Entscheidungen ihrer Parteileitungen gekommen. Trotz der Verschiedenheiten in den allgemeinen Auffassungen der Delegierten, einigte alle ein gemeinsamer Wille, sie alle waren von einem gemeinsamen Wunsche durchdrungen: Stärkung des Werkes der Sowjet-Union; Entwicklung des Sozialismus; technische Hilfe bringen dem Proletariat der Union; ein Beispiel geben den anderen Ländern an dem, was in der Sowjet-Union verwirklicht wurde, und sich mit allen Mitteln den imperialistischen Staaten widersetzen, die der Union durch Krieg drohen. Das war es, was in den Gesichtern aller Delegierten zu lesen stand, was in allen Reden und in allen Deklarationen zum Ausdruck kam.

Zwei Fragen wurden dem Kongreß zur Prüfung vorgelegt: der Aufbau des Sozialismus in der Sowjet-Union und die Kriegsgefahren. Zur ersten Frage gab der Vor-

sitzende des Rates, der Volkskommissär Rykow, einen detaillierten Bericht über all das, was in der Union von den Bauern und Arbeitern geleistet wurde. Schon vor der Eröffnung des Kongresses konnten sich die Delegierten durch Besichtigung der Fabriken, Institutionen, Schulen, Arbeiter- und Bauernsanatorien und Palästen, Dörfern, den verbesserten Gefängnissen etc. von der ungeheuren Arbeit des in der Sowjet-Union trotz aller Hindernisse geleisteten sozialistischen Aufbaues überzeugen, und der Bericht Rykows stärkte nur die in ihnen schon erworbene Ueberzeugung. Ueber die zweite Frage wurden drei Berichte, durch Jäger, Barbusse und Tomsy, vorgebracht. In diesen wurde nachgewiesen, daß das kapitalistische System die Quelle neuer Kriege ist, daß die imperialistischen Staaten, und in erster Linie England, die verblissensten Feinde der Sowjet-Union sind, daß die kapitalistischen Länder mit schwindelnder Schnelligkeit rüsten, daß es die Pflicht aller ist, den sozialistischen Aufbau gegen seine Zerstörer und Verleumder zu schützen, und daß es für dieses Ziel notwendig ist, einen genauen Verteidigungsplan des ersten revolutionären Staates auszuarbeiten. Mehr als 80 Delegierte sprachen von der Tribüne des ungeheuren Saales, und vielen anderen war es infolge des Zeitmangels unmöglich, das Wort zu ergreifen und ihre Begeisterung auszudrücken über das, was sie sahen, und ihren Willen auszudrücken, die Sowjet-Union zu verteidigen.

Wir lassen Teile einiger Deklarationen der Redner folgen:

Klara Zetkin, die greise Vorkämpferin der Revolution, hob mit Enthusiasmus die ungeheure schöpferische Arbeit, die das Proletariat der Sowjet-Union verwirklichte, hervor und erklärte, daß man dem imperialistischen Kriege mit der Mobilisierung der Massen, dem Sturz der bürgerlichen Herrschaft antworten müsse.

Im Namen von 33 Millionen organisierten Arbeitern und Bauern erklärte der Vertreter der chinesischen Delegation, daß die Erfolge der Oktober-Revolution jene der chinesischen seien, und daß der Erfolg der letzteren jenen der Welt-Revolution bedeutet.

Der Vertreter der deutschen Delegation, Tempian, erklärte, daß man der Sowjet-Union den weiteren friedlichen Aufbau des Sozialismus, entgegen der Aktion der reformistischen Führer, sichern, ihr technische Hilfe zur gründlichen Ausnützung ihrer ungeheuren natürlichen Reichtümer gewähren und eine politische und ökonomische Einheitsfront gegen den Imperialismus organisieren müsse.

Indem er den im Ausland gegen die Sowjet-Union geführten Verleumdungsfeldzug darlegte, erklärte der Vertreter der englischen Delegation, daß all dies, was die bürgerliche Presse über die Union veröffentlicht, nichts als Lügen und reine Erfindungen sind; wenn alle Arbeiter die Möglichkeit hätten, hierher zu kommen, würden sie fordern, in derselben Lage zu sein, wie die Arbeiter der Union und würden ihrem Beispiel folgen, indem sie selbst die Herrschaft ergreifen und bei sich auch eine sozialistische Sowjet-Regierung einführen. »Wir werden,« schloß er, »die Trade-Unions zwingen, Sowjetrußland zu verteidigen.«

Man muß hier noch die Rede des französischen Anarchisten Colomer erwähnen, welcher erklärte, daß bis vor kurzer Zeit er und seine Genossen gegen die proletarische Diktatur in Sowjetrußland waren. »Es ist leicht,« sagte er, »zu kritisieren und Pläne der sozialen Revolution zu schmieden, aber es ist schwer, sie anzuwenden und die soziale Revolution zu verwirklichen. Ihr, russische Arbeiter, habt den Beweis geliefert, daß ihr praktische Männer seid! Wir alle müssen uns um das rote Banner der Sowjet-Union scharen, wir müssen allerorts die revolutionäre Einheitsfront schaffen und bei uns auch die Diktatur des Proletariats aufrichten.«

Alle anderen Redner, unter ihnen auch die Vertreter der unterdrückten Balkanvölker Fan Noli und D. Vlahkoff, deren Reden wir gleichfalls in dieser Zeitung wiedergeben, drückten ihre Begeisterung über das, was in der Sowjet-Union verwirklicht worden ist und ihre Sympathien gegenüber dem revolutionären Staate aus. Sie alle erklärten, daß sie gegen die Unterdrücker und Ausbeuter hunderter Millionen Menschen, gegen diese Verbrecher, die die Sowjet-Union niederringen wollen, indem sie einen neuen imperialistischen Krieg provozieren, nach wie vor kämpfen werden.

Viele Grüße wurden während des Kongresses den Vertretern der Arbeiter, Bauern, unterdrückten Völker und geistigen Arbeiter entgegengebracht. Der Kongreß wurde von Delegationen aus Fabriken und Institutionen, sowie von Bauerndelegationen begrüßt. Er wurde von dem Moskauer Arbeiterrat, von der Mongolischen National-Revolutionären Partei und einer eigenen besonderen Chinesischen Arbeiterdelegation begrüßt. Die meisten dieser Redner waren

Frauen, was bei den Kongreßteilnehmern starken Eindruck machte. Ihre begeisterten Reden bewegten die Delegierten, welche den Rednern durch langanhaltenden Applaus Ovationen bereiteten. Besonders ergreifend war das Erscheinen des Revolutionären Militärrates mit seinem Präsidenten Worochiloff an der Spitze, welcher im Namen der Roten Armee die Delegierten begrüßte und einige der hervorragendsten Revolutionäre anderer Länder für ihre aufopferungsvolle Arbeit im Sinne der Revolution auszeichnete. Das Erscheinen der Führer der Roten Armee wurde von dem Kongreß mit einem Begeisterungssturm begrüßt.

»Die Arbeiter und Bauern Frankreichs, Deutschlands, Ungarns, Englands, Polens, der Tschechoslowakei und aller anderen Länder,« erklärte Kriegskommissär Worochiloff, »weigerten sich, der Armee des Klassenfeindes Waffen und Munition zu liefern; sie weigerten sich, die proletarische Revolution zu bekämpfen und organisierten an vielen Orten Aufstände. Sie errichteten in den Straßen der kapitalistischen Städte Barrikaden. Diese Aktionen erleichterten die Lage der Sowjet-Republiken und halfen zum Siege der Roten Armee über ihre vielfachen Feinde. Zur Erinnerung an den zehnten Jahrestag des Sieges der Arbeiterklasse, zur Erinnerung an die internationale Solidarität des Proletariats in den vergangenen Jahren, an den Bürgerkrieg zur Errichtung der proletarischen Diktatur, als Zeichen des brüderlichen Bundes der Arbeiter der ganzen Welt, verleiht der Revolutionäre Militärrat den auf der Tribüne Anwesenden: Klara Zetkin, Jacques Sadoul und Bela Kun, sowie den in den Gefängnissen Frankreichs, Deutschlands, Polens und Chinas sich befindenden André Marty, Max Hölz, Stanislaw Lantsouky und Tehan-Go-Dao, den Orden der roten Fahne.«

Die Uebergabe der Orden an die anwesenden Revolutionäre und an die Präsidenten der französischen, deutschen, polnischen und chinesischen Delegationen, um sie den in den Gefängnissen befindlichen Revolutionären zu übergeben, durch die Mitglieder des Revolutionären Militärrates, war eine unbeschreiblich rührende und ergreifende Szene. Die Delegierten werden sie niemals vergessen!

Der Kongreß nahm zwei Resolutionen an: Eine über Zehn-Jahre-Sowjetaufbau, eine andere über die Kriegsgefahr. Die Vorschläge dieser Resolutionen wurden im Detail durch Kommissionen geprüft und allen Delegationen zur Prüfung vorgelegt. Die kleinste Delegation hatte das Recht und die Möglichkeit, Änderungen und Korrekturen durchzuführen zu lassen.

In der ersten Resolution ist der ungeheure Fortschritt in der Sowjet-Union hervorgehoben, in welcher die Unordnung und das Chaos durch den systematischen Aufbau ersetzt worden sind, wo der Sozialismus in die Tat umgesetzt und wo dem Kapitalismus ein Todesstoß versetzt worden ist. Es wird gezeigt, worin dieser Fortschritt besteht, welche Maßnahmen zum Schutze der Arbeit angewandt werden, wie die Umwandlung des Wesens der Dörfer durch die Genossenschaften vorgegangen ist, es ist weiters dargelegt, daß, wenn man unter Demokratie die Teilnahme der breiten Massen in der täglichen Verwaltung des Landes versteht, nur in der Sowjet-Union eine solche Demokratie besteht; es wird hervorgehoben, daß die Union ein einziges und leuchtendes Beispiel der Einigung aller zahlreichen Völker auf Grund der Prinzipien der wirklichen, politischen und ökonomischen Gleichheit darstellt.

In der zweiten Resolution spricht sich der Kongreß gegen den imperialistischen Krieg und für die Sowjet-Union und die chinesische Revolution aus. Der Kongreß erklärt, daß der Krieg gegen die Union als das größte Verbrechen gegen die arbeitende Menschheit erachtet, und daß ein Krieg gegen die Sowjet-Union ein Krieg gegen die Arbeiter und Bauern wäre, ein nur den Interessen der Kapitalisten und Großgrundbesitzern dienender Krieg, ein Kreuzzug gegen den Sozialismus, im Interesse des Kapitalismus. Die beiden Resolutionen wurden einstimmig angenommen. Nicht eine Hand hob sich, als der Präsident fragte, wer gegen die Resolutionen sei!

Der Kongreß der Freunde der Sowjet-Union hat bewiesen, daß die USSR, in allen Ländern der Welt viele aufrichtige Freunde hat, daß in ihr alle Ausgebeuteten und Unterdrückten ihr Vaterland erblicken, daß sie alle einen Angriff gegen die Sowjet-Union als einen Angriff gegen die Arbeiterklasse und die unterdrückten Völker der Welt betrachten, daß es nunmehr unmöglich ist, die Massen zur Verteidigung der bürgerlichen öffentlichen Ordnung aufzubieten, und daß der Krieg gegen die Union überall einen derartigen Kräfteausbruch hervorrufen würde, daß die kapitalistischen Herrschaftsformen aller Länder davon gestürzt würden.

Der Kongreß hat gezeigt, daß alle Delegierten von

dem Wunsche beseelt sind, ihre Sympathien gegenüber Sowjetrußland aufrichtig zu beweisen, weil dieses mit der Tat gezeigt hat, daß es für die Befreiung der arbeitenden Massen und der unterdrückten Völker der ganzen Welt kämpft.

Der Kongreß hat eine große Arbeit geleistet. Das Werk, welches er erfüllt hat, ist gewaltig. Aber seine Aufgabe ist nicht beendet. Eine neue, noch großartigere Arbeit wird nun beginnen. Der Präsident des Kongresses, der Bergarbeiter Lawter, bezeichnete mit folgenden Worten die zukünftige Arbeit der Delegierten: »Alle Delegationen müssen auch weiterhin die Bande mit den Organisationen

festhalten, auf deren Einladung sie sich in die Union begeben; sie müssen ihr Möglichstes tun, auf daß die Resolutionen des Kongresses durch alle Delegationen in ihren Ländern wirksam angewandt werden; sie müssen ihre Arbeit für eine Verwirklichung der revolutionären Einheitsfront fortführen und den breiten Massen zugänglich machen, was sie in der Union gesehen haben.«

Sie werden es auch tun!

Die hier begonnene Arbeit wird bis zur vollständigen Befreiung der ganzen Menschheit andauern!

D. Vlahoff

Die Reden von Fan S. Noli und D. Vlahoff

Auf dem Kongress der Freunde der Union der Sowjetrepubliken haben die Delegierten Fan S. Noli und D. Vlahoff im Namen der unterdrückten Balkanvölker Reden gehalten, die wir in Anbetracht ihrer Bedeutung hier in Gänze veröffentlichen.

Die Rede von Fan S. Noli

Man kann nicht genug auf zwei charakteristische Tatsachen hinweisen, welche das Vorspiel zum Kriege gegen die Sowjets darstellen. Diese sind: der gegen die Sowjet-Union gerichtete Verleumdungsfeldzug und der gegen die gesamten Arbeiter im allgemeinen gerichtete internationale Faschismus. Jedem der imperialistischen Kriege Großbritanniens war ein ähnlicher Verleumdungsfeldzug vorangegangen. Jeder ihrer Gegner wurde als Todfeind der Zivilisation bezichtigt. Im XIX. Jahrhundert war es das revolutionäre Frankreich, im XX. Jahrhundert das militaristische Deutschland, jetzt ist die Reihe an der Sowjet-Union. Für jene, welche mit Aufmerksamkeit diese Lügenfeldzüge verfolgt haben, gibt es keine Zweifel mehr: England ist im Begriff, einen Kreuzzug zu organisieren, um, natürlich »zum Heile der Menschheit«, den ersten Arbeiter- und Bauernstaat zu vernichten. Aber es gilt ein Hindernis zu übersteigen: es sind die Arbeiterorganisationen, welche sich einem Krieg im allgemeinen und einem Krieg gegen die gemeinsame Heimat aller Proletarier im besonderen widersetzen. Die verschiedenen faschistischen Gewalthaber haben diese Arbeit unternommen. Wenn sie sie erfüllt haben werden, werden sie die Hände frei zum Handeln haben. Dies wird die letzte Etappe zum Kriege gegen die Sowjets sein.

Dieser verbrecherische Anschlag ist es, welchen wir mit allen Mitteln verhindern müssen. Wenn wir methodisch arbeiten, werden wir ohne Zweifel Erfolg haben. In erster Linie müssen wir, was den Verleumdungsfeldzug betrifft, mit lauter Stimme verkünden, daß die Sowjet-Union das einzige Land der Welt ist, in dem die Ausbeutung des Menschen durch den Menschen in allen seinen Formen abgeschafft ist, wo ein Hundert von Nationalitäten sich voller Freiheit und Gleichheit erfreut, und daß wenigstens von diesem Gesichtspunkte aus die Sowjet-Union der einzige zivilisierte Staat der Welt, die einzige Oase in einer Wüste der Barberei und Rohheit ist. Wir brauchen nur die Namen einiger Verbündeter des konservativen Englands nennen, wie Primo de Rivera in Spanien, Mussolini in Italien, Ahmed Zogu in Albanien, Tsankoff und Liapcheff in Bulgarien, die chauvinistischen Militaristen in Jugoslawien und Rumänien, Tschang-Tso-Lin & Co. in China, diese blutdürstigen und besudelten Ungeheuer, diese Arbeiter- und Bauernschlächter, diese widerlichen Verkörperungen des Weißen Terrors.

Zweitens müssen wir die Arbeiter aller Länder über das Schicksal aufklären, welches ihrer harret, sobald ihre Regierungen den Krieg gegen die Sowjets beschlossen haben werden. Die Arbeiter werden die ersten Opfer sein, denn es ist vor allem der Sieg über sie, welchen die Kapitalisten erträumen. Diese werden sich des Vorwandes eines Krieges gegen die Sowjets bedienen, um die Arbeiterklasse niederzuringen. Die Arbeiter dürfen sich nicht unterdrücken lassen. Im Gegenteil, sie müssen sich verteidigen und ihre Waffen gegen ihre Unterdrücker wenden. Die unterdrückten und Kolonialvölker müssen dem Beispiel der revolutionären Arbeiter folgen. Sie können nur ihre Ketten verlieren. Mit einem Wort: man muß die Einheitsfront der Arbeiter, Bauern, unterdrückten und Kolonialvölker gegen die imperialistische Einheitsfront aufrichten.

Drittens müssen wir die öffentliche Meinung im allgemeinen über die Absurdität eines Zuges gegen die Sowjet-Union aufklären. Zum Anfang sind schon das Klima und die Entfernungen fast unübersteigliche Hindernisse. Die imperialistischen Verbündeten können nicht hoffen, dort zu siegen, wo Napoleon versagt hat. Weiters kann man nicht ein Ideal mit Kanonenkugeln vernichten. Andernteils werden jene, welche dieses Ideal vertreten, es auch wohl zu

verteidigen wissen. Zur Verzweiflung gedrängt, werden sie sich wie Löwen schlagen und die Welt mit ihrem Heroismus in Erstaunen versetzen. Wir haben sie am 7. November vor uns vorbeiziehen gesehen, diese begeisterten Massen, und wir sind überzeugt, daß sie, welcher reaktionären Armee man sie auch immer entgegenstellen mag, stand halten werden. Der Roten Armee gehört der Endsieg!

Es lebe die Sowjet-Union!

Die Rede von D. Vlahoff

Im Namen der unterdrückten Balkanvölker begrüße ich die Union der sozialistischen Sowjet-Republiken. Ich begrüße die Bauern und Arbeiter des ersten revolutionären Staates, welche die zaristische Herrschaft gestürzt und im Kampfe gegen die vielen äußeren und inneren Feinde in der Verteidigung der Arbeiterklasse Wunder an Heroismus gezeigt haben. Im Namen dieser Völker begrüße ich die Freunde der Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken. Wir empfinden eine ungeheure Freude, daß es uns zum ersten Male vergönnt ist, die Lage der unterdrückten Balkanvölker vor einer Versammlung darzulegen, an welcher die Vertreter der Arbeiterklasse, der Bauernschaft, der geistigen Arbeiter, der unterdrückten Völker aus der ganzen Welt beiwohnen, die Freunde der Arbeiter- und Bauernregierung.

Sie werden aus dieser Darlegung den großen Kontrast sehen zwischen dem, was bei uns besteht, und zwischen dem, was wir im Sowjetstaate gesehen haben, welcher, wie es uns gestern Genosse Rykow in seinem ausgezeichneten Berichte in schlagender Art geschildert, auf allen Gebieten des öffentlichen Lebens, in der Industrie, der Landwirtschaft, der Arbeit in der Lösung der nationalen und Agrarfragen, eine wahre Revolution durchgeführt hat.

In Albanien, in Jugoslawien, in Griechenland, in Bulgarien und in Rumänien herrschen die Reaktion, die faschistische und militaristische Diktatur. Das Regime ist abscheulich: Verhaftungen, Gewaltakte, Mißhandlungen, Morde, ja sogar Massenschlächtereien — all das wiederholt sich beinahe jeden Tag. Die unterdrückten Völker, die Arbeiter und Bauern des Balkans sind aller politischen Rechte beraubt; sie erdulden ein unerträgliches Joch — düsteres Elend haust in unseren Ländern, die Arbeitslosigkeit hat ungeheure Formen angenommen. In Bulgarien gibt es, bei einer Bevölkerung von 5 Millionen Einwohnern, mehr als 150.000 Arbeitslose; in Jugoslawien mehr als 250.000. Der ökonomische Verfall ist voll eingetreten und beinahe jedes Land steht am Vorabend des unabwendbaren finanziellen Zusammenbruches. Die unterdrückten Völker des Balkans sind aller nationalen und kulturellen Rechte beraubt. Die Gefängnisse sind überfüllt mit politischen Gefangenen: in Jugoslawien allein gibt es 7500 Mazedonier in den Gefängnissen, in Bulgarien mehr als 2000, und zahlreiche politische Emigranten führen außerhalb des Balkans ein elendes Leben. Dies ist die Lage auf dem Balkan im allgemeinen, die der unterdrückten Balkanvölker im besonderen.

Die imperialistischen Weststaaten sind die Herren des Balkans; sie befehlen dort restlos. Früher herrschten dort das zaristische Rußland und Oesterreich-Ungarn. Unter der Herrschaft der türkischen Sultane gaben sich die Vertreter dieser imperialistischen Staaten als Verteidiger und Beschützer der christlichen Bevölkerung Mazedoniens, Thraciens und des Cossovo-Gebietes aus; in Wirklichkeit jedoch waren sie die größten Stützen der Sultanherrschaft, der Herrschaft der Schlächter der Balkanvölker. Die Balkanvölker, und besonders das mazedonische Volk, wissen, was

die verschiedenen von Giers, Jastrebow, Demerik, Chestak, zivile und militaristische Agenten des zaristischen Rußland, und die Müller, Rappoport und andere Vertreter der österreichisch-ungarischen Monarchie für die Konsolidierung der absolutistischen Herrschaft, zur Erstickung der Empörung und Erhebung des revoltierenden Volkes getan haben. Das zaristische Rußland gab den Anstoß zum Balkanbund und war dessen Organisator; es gab den Anstoß zum Balkankrieg und, gemeinsam mit Oesterreich-Ungarn, zum Krieg unter den Verbündeten.

Nach dem Weltkrieg, nach dieser allgemeinen Schlächtereier, welcher den Balkanvölkern mehr als eine Million Opfer, hunderte zerstörte Städte, tausende Dörfer und zehntausende zerstörte Häuser gekostet hat, welcher die Flucht nach der Türkei, nach Bulgarien, Griechenland und außerhalb des Balkans von hunderten, ohne Schutz und Nahrung dem Elend preisgegebenen Menschen verursachte, sind an die Stelle des von der großen Revolution weggeführten russischen Zarismus und der durch die Revolution der österreichischen und ungarischen Arbeiter und Bauern gestürzten Herrschaft der Monarchie neue imperialistische Staaten getreten. Nach diesem Kriege hat sich die Lage der Balkanvölker nicht gebessert; im Gegenteil, sie hat sich verschlechtert. Die sogenannten Friedensverträge von Neuilly, Trianon und St. Germain haben neue Völker in Sklaverei gebracht. Die Zahl der unterdrückten Völker hat sich verdreifacht. Es gibt heute am Balkan bei einer Bevölkerung von 20 Millionen Einwohnern mehr als 15 unterdrückte Nationen und zwar: Albaner von Cossovo und Tschamria, Mazedonier, Thrakier, Montenegrier, Bosniaken, Dalmatiner, Kroaten, Slowenen, Juden, Ungarn, Bessarabier, Dobrudjaner, Türken etc.

Der Platz des zaristischen Rußland und Oesterreich-Ungarns wird heute von England, Italien und Frankreich besetzt. Diese imperialistischen Staaten haben im Verlaufe ihrer Politik am Balkan verschiedene Differenzen unter sich, sie sind jedoch voll und ganz in einem Punkte einig: die jetzigen faschistischen und imperialistischen Regierungen zu unterstützen und sie zu drängen, einen Anti-Sowjetblock unter dem hohen Kommando des englischen Imperialismus zu bilden.

Die konservative, imperialistische, englische Regierung, an der Spitze des Kommandos, kann irgend einen entstandenen Konflikt beilegen, um einen ungewünschten Krieg zu verhindern; sie kann aber auch jeden Augenblick in diesem Winkel Europas irgend einen Konflikt provozieren. Manche Fälle sind uns bekannt. Vor zwei Jahren wurde der Krieg zwischen Bulgarien und Griechenland verhindert; vergangenes und dieses Jahr der italo-jugoslawische und albanisch-jugoslawische Konflikt beigelegt. Aber dies beweist nicht, daß England den Krieg nicht will. Es will ihn, aber es behält sich vor, die Zeit seiner Erklärung zu bestimmen. Gegenwärtig beherrscht England die faschistischen und militaristischen Regierungen des Balkans. Diese Regierungen haben jede Verbindung mit den Bauern- und Arbeitermassen verloren. Sie sind die Mörder ihrer eigenen Völker; sie sind es, welche in Bulgarien mehr als 25.000 Bauern und Arbeiter und mehrere tausend mazedonische Kämpfer durch den blutdürstigen General Protogeroff, dem Werkzeug der bulgarischen Regierung, niedermetzeln ließen; sie sind es, welche in Mazedonien unter Griechenland und Serbiens Herrschaft Massenschlächtereien gegen Bauern und Arbeiter organisierten; und sie sind es, welche die albanischen revolutionären Bauern und Intellektuellen getötet und Massen von Bauern aus Dobroudja, Tatar-Bounar, Kichinew und aus Transylvanien niedergemetzelt haben. Diese Regierungen befolgten, und werden immer befolgen, die Befehle ihres obersten Herren, des englischen Imperialismus, dessen Instrumente sie sind, ohne dessen politische und finanzielle Hilfe sie unter dem Gewicht ihrer Verbrechen zusammengebrochen und von den Arbeitern, Bauern und unterdrückten Völkern des Balkans zermalmt worden wären.

Dieser Art ist auf dem Balkan die Aktion des westlichen Imperialismus und besonders des englischen Imperialismus, welcher sich bemüht, alle faschistischen und militaristischen Regierungen des Balkans in einen Block gegen den Arbeiter- und Bauernstaat, die U.S.S.R., zu vereinen. Aber wir, die unterdrückten Völker des Balkans, vereint mit der revolutionären Arbeiterbewegung, werden alle Mittel des revolutionären Kampfes anwenden, um die unterdrückten Balkanvölker daran zu hindern, an diesem Anti-Sowjetblock teilzunehmen. Mehr noch, wir werden uns wie ein Mann zur Verteidigung der Sowjet-Union an die Seite der Arbeiter, Bauern und der verschiedenen Völker des revolutionären Staates stellen. Wir werden die U.S.S.R. verteidigen, die nicht allein die Heimat des Proletariats der ganzen Welt,

sondern auch die Heimat der unterdrückten Völker des ganzen Erdballs ist.

Die unterdrückten Balkanvölker wissen wohl, daß in der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken die nationale Frage vollständig gelöst ist, daß die verschiedenen Völker der Union volle nationale und kulturelle Rechte besitzen, daß der von dem Zarismus geschürte Haß vollständig geschwunden ist und die Völker wie Brüder zusammen leben.

Die unterdrückten Völker des Balkans kennen die jetzige Lage im Kaukasus, wo während der Zarenherrschaft sich die verschiedenen Nationalitäten untereinander wütend bekämpften: Die Georgier, die Aserbeidjaner, die Armenier, die Tscherkessen, die Bergbewohner des nördlichen Kaukasus bekämpften sich unaufhörlich, während jetzt volle Solidarität unter ihnen besteht.

Die unterdrückten Völker des Balkans wissen, daß es in der Sowjet-Union zahlreiche Nationalitäten gibt, die jetzt nach dem Siege der russischen Revolution ihr Alphabet, ihre Sprache und ihre Bücher besitzen.

Wir wissen, daß eine der Errungenschaften der Oktober-Revolution die Lösung der Agrar- und Bauernfrage ist und es sind ja gerade die Bauern, welche am Balkan die erdrückende Mehrheit der Bevölkerung bilden. Wir wissen, daß es in der Sowjet-Union Großgrundbesitzer und Feudalherren nicht mehr gibt, daß die Bauern nicht mehr wie früher Leibeigene, sondern freie, vollkommen freie Herren ihrer Arbeit sind.

Wir wissen auch, daß die Sowjet-Union die Selbstbestimmung der Völker verkündet, und daß seine Vertreter keine Gelegenheit verfehlt haben, bei den internationalen Konferenzen, wie in Genua und in Lausanne, öffentlich zu erklären, daß sie gegen alle die Verträge sind, die die nationalen Minderheiten unterjochten. Die Deklaration von Tschitscherin in Genua und besonders das von Tschitscherin und Rakovsky der Lausanner Konferenz vorgelegte Memorandum sind leuchtende Beweise dafür.

In Anbetracht der Bedeutung des der Lausanner-Konferenz vorgelegten Memorandums werde ich mir erlauben, hier einige Stellen zu zitieren:

In diesem am 30. Dezember 1922 vorgebrachten Memorandum erklärt die Sowjet-Delegation vor allem, daß sie das tragische Schicksal der Stadt- und Landbevölkerung, welche vor allem der Arbeiter- und Bauernklasse angehören, gemäß den von der russischen Revolution proklamierten Prinzipien, brandmarken muß, daß die russische, ukrainische und georgische Delegation den Kampf der muslimanischen Völker für ihre Unabhängigkeit und ihre nationale Einheit mit großer Sympathie betrachtet, daß der Friede im nahen Osten, und daher auch in Europa, nicht auf sicherer Grundlage bestehen kann, solange die in die Augen springenden Verletzungen des Völkerrechtes, wie sie in den verschiedenen nach den Balkankriegen und dem Weltkrieg geschlossenen Verträgen hinsichtlich des Balkans und der Donauländer verübt wurden, nicht wieder gut gemacht werden. Indem sie noch konstatiert, daß infolge der Londoner und Bukarester Verträge von 1913 und der Verträge von St. Germain, Trianon und Neuilly ganze Länder und Provinzen, wie Mazedonien, Montenegro, Thrakien, Dobroudja, Teile und Städte von Albanien, Dalmatien und Kroatien, von anderen Staaten annektiert wurden, ohne daß die Bevölkerung befragt wurde, indem sie ferner konstatiert, daß gewisse dieser Verträge die Zustimmung des alten zaristischen Rußland erhalten und andere Annexionen im Vorhinein schon seinen Beifall gefunden haben, erklärt die Delegation; daß das aus der Revolution hervorgegangene Rußland und seine Verbündeten, die anderen Sowjet-Republiken, diese Verträge nicht anerkennen, daß sie jede Gebietsänderung als nicht bestehend betrachten, die entgegen dem Prinzip des Selbstbestimmungsrechtes der Völker vorgenommen wurde. Die Sowjet-Delegation erklärt zu gleicher Zeit, daß die Donau- und Balkanvölker ein anderes Mittel besitzen, um bessere Bedingungen ihrer ökonomischen und politischen Entwicklung zu schaffen, als Bruderkrieg und Annexion fremder Gebiete: nämlich sich zu einem föderativen Staate zu vereinen, welcher jedem Volke seine Autonomie sichert und die ganzen Kräfte für das eine Ziel sammelt, auf daß das Donauland und die Balkanhalbinsel aufhöre, das Theater lokaler Kriege und der Köder imperialistischer Weltkriege zu sein.

Das sind die Gründe der Sympathie und der Liebe der Balkanvölker zur Sowjet-Union, zu den Arbeitern und Bauern, zur großen Roten Armee. Heute haben wir in der russischen Revolution ein Beispiel, wir kämpfen gegen die reaktionären, militaristischen und faschistischen Regierungen

des Balkans, wir kämpfen gegen ihren Protektor: den englischen Imperialismus; wir kämpfen nicht mehr allein, sondern vereint. Die unterdrückten Völker des Balkans bilden unter der Führung der verschiedenen national-revolutionären Organisationen die revolutionäre Einheitsfront am Balkan, wobei wir Seite an Seite mit der revolutionären Arbeiterbewegung kämpfen. Wir kämpfen und werden mit immer größerer Energie und Ausdauer diesen Kampf fortsetzen für den Sturz der gegenwärtigen Balkanregierungen, für die Errichtung einer föderativen Balkanrepublik der Arbeiter und Bauern.

Ich schließe. Solange die jetzigen faschistischen und militaristischen Balkanregierungen unter dem Kommando des westlichen Imperialismus, mit England an der Spitze, bestehen, ist der Krieg unvermeidlich. Der Krieg nähert sich. Entsprang doch am Balkan der Funke, welcher Europa und die ganze Welt in Brand setzte. Die einzige Möglichkeit, diesen Krieg zu verhindern, besteht darin, die gegen-

wärtige Herrschaft auf dem Balkan zu stürzen und die Volksmacht der Arbeiter und Bauern aufzurichten.

Wir werden den ersten Revolutionären Staat, den wir, die unterdrückten Völker des Balkans, als unsere Heimat betrachten, verteidigen; wir erkennen die Arbeiter, Bauern und verschiedenen Völker der U.S.S.R. als unsere Genossen und älteren Brüder, deren Beispiel wir befolgen werden. Die Sowjet-Union ist der Leuchtturm, welcher nicht nur den Weg des internationalen Proletariats, sondern auch denjenigen der unterdrückten Völker aller Länder bestrahlt.

Ich schließe mit dem Rufe aus tiefstem Herzen:

Es lebe die Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken!

Es lebe die Russische Revolution!

Es lebe das Werk des Proletariats und der unterdrückten Völker!

Es lebe die Internationale Revolution!

Von der Unmöglichkeit eines Balkan-Locarno

Die bürgerliche Diplomatie, von Briand bis Stresemann, macht große Parade mit den Lokarnoverträgen. Es scheint, daß von nun an, der Friede in Westeuropa auf unerschütterlichem Felsen ruhe, und daß jede Gefahr einer Unstimmigkeit beseitigt sei. Man weiß, was man davon zu halten hat. Die Verträge dieser Art dauern gerade so lang, als sie jenen nützlich erscheinen, welche sie geschlossen haben. Wenn die Regierenden daran Interesse haben, brechen sie sie. Die punische Treue, wie die Römer sagten, war keineswegs im Wesen karthagisch; sie ist jeder Zeit und jedem Lande eigen.

Der Ausdruck Locarno jedoch ist in gewisser Beziehung mannigfaltig geworden. Man wendet in an, um eine Abmachung zu bezeichnen, welche in einem Lande oder einem Teile dieser Erdkugel Differenzen beilegt oder eine bestehende territoriale Einteilung sanktioniert. So sprach man von einem Nord-Ost-Locarno, und kürzlich von einem Balkan-Locarno. Ungeheure Tatsache: In zwei Tagen Intervall hielt der griechische Außenminister Michalacopoulos bei einer Rede in Rom, dieses Locarno wenigstens unter den jetzigen Bedingungen für utopisch, und Briand, in einem der englischen oder deutschen Presse gewährten Interview, für vollkommen lebensfähig. Jeder weiß, daß Herr Briand ein Optimist nach Art des verstorbenen Capus ist, besonders wenn er Affären behandelt, an welchen er persönlich beteiligt ist.

Fragen wir uns, ob man ein Balkan-Locarno zustandebringen und ihm eine Balkan-Liga aufpropfen kann! Das Problem ist wichtig, es überragt bei weitem die Vorschläge vom 1. Jänner, in denen sich Briand und Michalacopoulos gefielen.

Erstens, welches sind die Staaten, welche an einem Balkan-Locarno teilnehmen könnten? Griechenland, Jugoslawien, Bulgarien, Albanien in erster Linie, und ohne Zweifel in Erweiterung des Paktes, Rumänien, Rußland, Italien, Ungarn und Oesterreich.

Nun setzt aber ein Locarno, in irgend einem Teil der Welt den man sich vorstellt und dem man den Namen der kleinen Stadt des Tessins aufdrückt, die Annahme eines gemeinsamen Status aller Unterzeichner voraus. Wer glaubt wohl, daß diese geneigte Zustimmung hier zustande käme? Griechenland und Jugoslawien waren seinerzeit Verbündete, doch während des Weltkrieges hatte Griechenland erklärt, daß alle seine Verpflichtungen die Gültigkeit verloren hätten. (Das war zur Zeit des Königs Konstantin.) Die Folge davon war eine gewisse Abkühlung, welche bis in unsere Zeit bestand, und jeder weiß, daß es den Regierungen von Belgrad und Athen noch nicht gelang, einen ökonomischen oder einen Eisenbahnvertrag abzuschließen. Wenn wir Bulgarien befragen, werden wir hören, daß es sich nicht willig den Klauseln des Vertrages von Neuilly unterwirft, sondern mit Ungeduld die Gelegenheit erwartet, um ihn auf die eine oder die andere Art zu revidieren. Es wäre eine reine Einbildung, sich eine Regierung von Sofia vorzustellen, die den Vertrag von Neuilly in den selben Abmachungen, die diesen charakterisieren, erneuern würde. Falls Herr Liaptscheff eine ähnliche Handlung begehen würde, so würde er ohne Zweifel dasselbe Schicksal haben, wie seinerzeit Stamboliisky. Die Ziele der bulgarischen Regierung und ihrer mazedonischen Helfer oder Beherrscher ist genug klar, als daß man hier verweilen mußte.

Was Albanien betrifft, wie könnte man es wohl mit Jugoslawien zusammenbringen? Würde dieses nicht von der

Tirana-Regierung verlangen, als Anfang zum Spiel, erst ihre Unabhängigkeit zu beweisen?

Aber die Schwierigkeiten eines Balkan-Locarno werden noch erster, wenn man den Kreis der zur Teilnahme angerufenen Mächte vergrößert. Wird man Ungarn einladen, von neuem den Vertrag von Trianon zu bestätigen, welcher auf seine Kosten Jugoslawien und Rumänien vergrößerte, das heißt, daß dieses sich für das Banat, Transylvanien, Kroatien und Slovenien usw. nicht interessieren dürfe, und seine eigene Verkleinerung in der Donaugegend anerkennen müsse? Wird man von der Sowjetunion erreichen, daß sie auf das, durch die Bukarester Regierung, unter der Gutheißung der westlichen Außenämter zu seinem Schaden konfiszierte Bessarabien verzichte? Wird man Mussolini, welcher die Vorherrschaft im Mittelländischen Meere und der Adria, sowie die Ausübung einer Kontrolle und der Leitung auf dem Balkan fordert, bewegen, seine imperialistischen Ziele aufzugeben? Wird er die beiden Tiranaverträge, welche in gewisser Beziehung die Grundlage der heutigen süd-östlichen Krise bilden, zerreißen? Je mehr man die Zahl der Unterzeichner des Balkan-Locarno vergrößert (und man ist wohl gezwungen das zu tun), umso mehr wird man die Schwierigkeiten und Hindernisse bemerken. Aristide Briand spricht darüber in leichtem Ton; aber in einem solchen Fall erscheint der Optimismus wie eine Gefahr.

Das Balkan-Locarno, welches als Sockel einer Balkan-Liga dienen sollte, erscheint nunmehr als prekär und hypothetisch; es würde zu seiner Verwirklichung eine Reihe von Bedingungen voraussetzen, die einen ungewisser als die anderen. Wenn man die großen und kleinen Mächte Ost-Europas nicht dazu bringen kann, einem territorialen status beizustimmen, wie wird man sie wohl dazu bringen, einen Bund zu schließen?

Die Wahrheit ist, daß dieser Bund, selbst wenn er auf die im Süden der Donau gelegenen Länder begrenzt wäre, unmöglich ist. Die Wahrheit ist, daß er nichts gemeinsam hat mit der Föderation, welche wir fordern. Die Föderation ist selbst der Gegensatz zu der Liga. Sie verlangt eine Organisation und eine Bindung, und nicht eine unzusammenhängende Aneinanderreihung. Sie verlangt eine Vereinigung befreiter Nationen, welche sich ihrer Monarchien und dirigierenden Klassen entledigt haben und sich in einem größeren Gebilde zusammenfinden um sich besser gegen die Imperialismen vorzusehen. Leider sind wir noch nicht da.

Paul Louis

Die Perfidie der „Befreiung“ Mazedoniens durch Bulgarien

Unlängst wurde in Berlin ein Vortrag organisiert von der berüchtigten »Mazedonischen« Organisation des berüchtigten Generals Protogeroff, des bewährten Werkzeuges der bulgarischen imperialistischen Politik.

Die bulgarische imperialistische Politik? Es würde dies wie ein Hohn klingen, wäre sie nicht die blutigste Tragödie zum schweren Unglück des mazedonischen Volkes. Denn, umgeben von dem absolut nicht bulgarischen und mächtigeren Rumänien, Jugoslawien und Griechenland, haben sich die bulgarischen Imperialisten, um ihren Eroberungsgelüsten eine freie Bahn zu schaffen, eine künstliche Irredenta zusammengestellt: Mazedonien. Und mit allen Mitteln, mit Geld, mit Terror, mit Morden, trachten sie, diese nur für ihre imperialistischen Zwecke erdichtete und errichtete

Irredenta bei jeder Gelegenheit vorwärts zu schieben. Durch fortwährend wiederholte Erklärungen im Ausland, durch den blutigsten Terror im Innern und in den von ihnen besetzten mazedonischen Gebieten, wollen sie es dazu bringen, daß wenigstens teilweise in der öffentlichen Meinung der Glaube erweckt werde, daß Mazedonien und Bulgarien ein einziges ethnisches Gebiet bilde, daß die Mazedonier und die Bulgaren ein einziges Volk seien, daß daher die Aufteilung Mazedoniens nicht ein dreifaches Verbrechen sei, begangen an dem mazedonischen Volk durch Bulgarien, Jugoslawien und Griechenland, sondern lediglich ein Verbrechen Jugoslawiens und Griechenlands, begangen an... Bulgarien. Um dieser perfiden Behauptung den Anschein der Bekräftigung zu verleihen, haben die bulgarischen Regierungen große finanzielle Opfer gebracht und haben sich für ihre Pläne, für den Aufbau ihrer Mazedonien-Irredenta, die Mitwirkung einiger aus Mazedonien stammender Leute gesichert, die, mit Hilfe der bulgarischen Polizei, sich der früheren Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation — der ORIM — auferlegt und das von jeher erstrebte Ziel dieser Organisation, die Unabhängigkeit Mazedoniens, als in »Anschluß an Bulgarien« geändert proklamiert haben.

Der Chef dieser anti-mazedonischen Organisation der bulgarischen Regierung ist gegenwärtig der General Protogeroff. Sein Vertreter in Berlin ist der bulgarische Generalkonsul a. D. Karajowoff. Und dieser Karajowoff ist es, der nun vor einigen Wochen in Berlin seines Amtes waltete, indem er in einer Ansprache die oben dargelegte perfide Behauptung der bulgarischen Regierung wiederholte und notwendigerweise zu einem Schlusse kam, der in sich selbst seine Widerlegung trägt. Nach einer »historischen Uebersicht« seiner Art, der mazedonischen Frage, sagte er: »Das Balkanbündnis und der erste Balkankrieg, der diesem folgte, hatte von Seiten Bulgariens die Befreiung Mazedoniens zum Ziel... Die bulgarische Armee hatte auch am Ende dieses Krieges Mazedonien tatsächlich befreit, aber die Serben, Griechen und Rumänen haben Bulgarien angegriffen und Mazedonien wurde so in eine neue Sklaverei gestürzt... Während des Weltkrieges hat Bulgarien von neuem im Namen des nationalen Ideales den Krieg geführt... Die panserbische und pangriechische Politik in Mazedonien ist die der imperialistischen Eroberungen, des Raubes, der Denationalisierung, der nationalen Unterdrückung. Bulgarien dagegen wurde stets in seiner Politik gegenüber Mazedonien von einem hohen Ideal geleitet: der vollständigen Befreiung Mazedoniens und der Vereinigung der bulgarischen Rasse der beiden Seiten des Rodope-Gebirges in eine einzige bulgarische Heimat...«

Also, das nationale Ideal Bulgariens, für welches es so viele Kriege geführt hat, ist die Befreiung Mazedoniens gewesen. Aber, was für eine Befreiung? Herr Karajowoff sagt es uns selbst: die Vereinigung der »bulgarischen Rasse der beiden Seiten des Rodope-Gebirges in eine einzige bulgarische Heimat« — und da auf der einen Seite des Rodope-Gebirges die Mazedonier sind, so nennt Karajowoff die Mazedonier ein Teil der Bulgaren und deren Befreiung besteht, seiner Behauptung nach, in deren Vereinigung in eine einzige bulgarische Heimat! deren Anschluß an Bulgarien! Den von Jugoslawien und Griechenland vollbrachten Raub mazedonischen Bodens kennzeichnet Karajowoff ganz richtig als imperialistische Eroberung, als Raub, wenn aber eine ganz identische Tat von Seiten Bulgariens vollbracht wird, als »nationales Ideal« nach den Worten Karajowoff's selbst, so ist das nicht mehr Raub, sondern eine »Befreiung Mazedoniens!!! Eine klarere Entlarvung der Perfidie des bulgarischen Imperialismus konnte wahrhaftig nicht vorgeführt werden. Es ist das charakteristische einer jeden Heuchlerei: es kommt zu einem toten Punkte, wo die Heuchlerei sich selbst entlarvt.

Es ist ja ein nationales Ideal, die tatsächliche Befreiung Mazedoniens. Es ist aber weder ein panserbisches, noch ein pangriechisches und noch weniger ein panbulgarisches nationales Ideal. Was Belgrad, Athen und hauptsächlich Sofia in der mazedonischen Frage als ihr nationales »Ideal« bezeichnen, ist ihr national-imperialistisches Gelüste, ihre Eroberungsgier. Durch die »nationalen Ideale« des Panserbismus, des Pangriechentums und hauptsächlich, wir wiederholen es, des Panbulgarismus, ist das mazedonische Volk Jahrzehnte hindurch in Blut gebadet worden, tausende und abertausende sind niedergemetzelt worden, weil sie es wagten, diese »nationalen Ideale« als nicht mazedonische Ideale zu betrachten, weil sie es wagten, sich gegen die Verknechtung und die Assimilation der Mazedonier zu bäumen.

Die Befreiung Mazedoniens ist und kann nur das nationale Ideal der Mazedonier selbst sein. Die Befreiung Mazedoniens, das mazedonische nationale Ideal, kann und

wird nur durch das vereinte mazedonische Volk selbst erobert werden, im Vereine mit den anderen geknechteten Völkern und Schichten des Balkans, die alle sich für den großen Befreiungskampf vorbereiten. Die Protogeroffs, die Karajowoffs und die anderen offenen oder geheimen Agenten der Sofioter Regierung, können wohl, ihres Amtes waltend, als Ziele der bulgarischen Regierung den Anschluß Mazedoniens proklamieren; sie können wohl diesen Anschluß eine »Befreiung Mazedoniens« nennen — die tatsächliche Befreiung Mazedoniens vom serbischen, griechischen und bulgarischen Joche aber, die Unabhängigkeit Mazedoniens, wird nur durch das mazedonische Volk errungen werden, und ein freies Mazedonien wird nur in einer Föderativen Balkanrepublik aufblühen, zum größten Wohle des ganzen Balkans.

Menaroff

Quo vadis?

Die unruhige Seele der griechischen Plutokratie hat einen festen Halt gefunden. Michalakopoulos hat seine »Orientierung« vollzogen. Mag Mussolini seinen lateinischen Kaisertraum weiterträumen! Die Erfüllung griechischer Kreditpläne ist für das juste milieu eine stärkere Realität, als die kühnsten antihellenistischen Kombinationen des faschistischen Duce. Kredite, die Sicherung der gezogenen Grenzen und die »innere Befriedigung«! Was will man mehr? Ueber Kredite wird verhandelt, die Sicherung der mazedonischen Grenzen wird »garantiert« und die innere Stabilisierung wird durch Deportationen vollendet. Die Abgeordneten des Arbeiter- und Bauernblocks werden ihrer Immunität beraubt. Die fernen Inseln werden das Prytanäum der Vorkämpfer sozialer Reform. Kaum daß man nach endloser Diskussion die Unterstützung der Exilierten gestattet; die Auflösung revolutionärer Syndikate war nur ein Beginn, der Kampf der Plutokratie gegen jede Regung der Arbeiter nimmt immer schärfere Formen an.

Die ehrlichen Demokraten in der »Republikanischen Union« beginnen zu fühlen, wohin die Politik des »juste milieu« sie geführt. Ihre Abstimmung gegen die Aufhebung der Immunität der Deputierten des Arbeiter- und Bauernblocks ist allerdings noch kein Beweis hierfür. Konnte man sich doch den Luxus der »Verteidigung der Demokratie« um so eher leisten, als ja die undankbare Rolle des Büttels der Plutokratie die venizelistischen und antivenizelistischen Freunde übernahmen.

Die griechischen Plutokraten haben gut die englische Geschichte studiert. Die alte Parole des königlichen Blaubartes Heinrich VIII. ist die ihre: »Mensch, morgen passiert meine Bill, oder dein Kopf!« Die Immunität ist die Voraussetzung der parlamentarischen Demokratie. Wird die Immunität für wen immer aufgehoben, ist die demokratische Garantie vernichtet. Michalakopoulos mußte dem Duce seine »Verhandlungsfähigkeit« beweisen. Die acht vom Parlament preisgegebenen Abgeordneten bahnen den Weg zum Herzen des Faschismus.

Hochverrat ist der Vorwurf, den man gegen die Ausgelieferten erhebt. Wer entfremdet die griechischen Massen der nationalen Idee? Derjenige, der für die Besserstellung der Arbeiter, für die Einhaltung des Washingtoner Abkommens eintritt oder derjenige, der das griechische Volk vor der europäischen Öffentlichkeit als »verhandlungsunfähig« erweist? Wer ist der »Hochverräter«? Derjenige, der den kleinasiatischen Flüchtlingen auf griechischem Boden eine griechische Heimstatt schaffen will oder derjenige, der im Dienste legitimistischer und metaxistischer »Tsakis« die Agrarreform sabotiert? Wir Panhellenisten fragen nicht nach den letzten Zielen des Arbeiter- und Bauernblockes, wir stellen die Frage viel einfacher: Wer ist für die Agrarreform zur Rettung der Flüchtlinge? Wer ist für eine wahrhaft nationale Bewegung gegen die lateinische Annexionspolitik und gegen den englischen Imperialismus? Der Arbeiter- und Bauernblock hat in diesem Kampfe seine Pflicht erfüllt. Als bewußte Republikaner, als treue Söhne des hellenischen Volkes erheben wir Protest gegen die Pangalosmethoden der Antipangalisten! Wir wollen die Freiheiten, die wir mit stürmender Hand den bonapartistischen Schergen entrissen, nicht zum Spielball des »juste milieu« machen lassen. Wir wollen nicht zu Sklaven der lateinischen Kaiserträume Mussolinis werden. Der Streit der verschiedenen Mächtigkeitsgruppen um Saloniki ist leicht geschlichtet: Saloniki werde ein Freihafen und es wird das natürliche Handelszentrum des ganzen Balkans sein. Aber die Sicherung gegen SHS durch Demut vor dem faschistischen Landesfeinde erkaufen, ist ein zu teuer erkaufter Preis!

Wir wissen, was Kemal Pascha an allen den »Fremdvölkern« seines Landes getan, aber wir wollen keinen Krieg! Wenn wir zur Waffe greifen müssen, dann für die nationale Befreiung des Dodecanesos und der unbefreiten Brüder in Cypern. Der historische Boden von Kleinasien ist dauernd verloren. Neue Kolonisten haben die alte Heimat so vieler Vorkämpfer griechischen Geistes besetzt. Der griechische Boden aber, der noch immer von Hellenen besiedelt ist, muß griechisch bleiben!

Das faszistische Italien, das imperialistische England sind die natürlichen Feinde des griechischen Volkes. Wir dürfen nie und nimmer zu Gefangenen der Politik unserer Gegner werden. Mag Michalakopoulos vor Mussolini kapitulieren! Das griechische Volk verwirft diese Politik. Mag das juste milieu die Flüchtlinge um die Agrarreform prellen, die Arbeiter zur Verzweiflung und die Staatsbeamten zum Streik treiben! Es geht nicht um die Frage des Tabakexports oder

um den dreizehnten Monatsgehalt der elend besoldeten Staatsbeamten. — Es geht um mehr! Es geht um die Frage: Bleibt Hellas das Vaterland seiner werktätigen Bürger oder wird es zur Kolonie fremder Ausbeuter und ihrer heimischen Frohnvogte?

Der griechische Boden dem griechischen Volke! In engster Bundesgenossenschaft mit den übrigen Balkanvölkern, mit denen wir in einer Jahrhunderte währenden Schicksalsgemeinschaft verbunden blieben, müssen wir unsere eigene Zukunft sichern! Dem patentierten Staatsmann unserer Heimat rufen wir zu: Quo vadis? Wohin führt der Weg des juste milieu? Zum imperialistischen Kriege für fremde Interessen, zum Kampfe für den lateinischen Kaisertraum des Duce? Nein, wir werden diesen Weg nicht beschreiten. Hellas den Hellenen! Den Balkan den Balkanvölkern!

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Један историски догађај Конгрес пријатеља У. С. С. Р.

Седмог новембра о. г. празнована је десетогодишњица Октобарске Револуције која је свргла власт капиталиста и веленоседника и установила диктатуру пролетаријата. За тај јубилеј дошли су делегати из целог света. Дошли су да виде дело радног народа у Великом Савезу, да виде како се остварује социјализам и да изразе своју готовост да бране револуционарну државу од свих опита капиталистичког и империјалистичког света да дирну у дело социјализма, од сваког империјалистичког рата противу отаџбине међународног пролетаријата и потлачених народа целог света.

Делегати су дошли и могли да се увере, да се у У. С. С. Р. изграђује социјализам: да се ту зида један нов свет. Они су видели велики полет у свима областима јавног живота. Они су видели да у Совјетском Савезу постоји пуна солидарност између сељаштва и радништва, да је јединствени фронт практично остварен; они су се уверили да Савезом управља радни народ; да је осамсатни радни дан потпуно проведен и да се у најскорије време уводи седамсатно радно време; они су видели радничке домове и санаторијуме, фабричке и радничке клубове и библиотеке; они су се уверили да се полага велика брига за породице; они су видели како разни народи у Совјетском Савезу, око 200 на броју, живе у пуном братском јединству и да националне омраге више нема. Они су још видели демонстрације и параду Црвене Армије 7. новембра. Све то су видели и уверили се да нема те силе на свету која ће бити у стању да сруши дело пролетаријата у Совјетској Унији.

Више од хиљаду делегата из разних земаља беху дошли у У. С. С. Р., било је сасвим природно што су се сакупили да изразе своја осећања и расположења како према првој Револуционарној Држави, тако и према њеним многобројним непријатељима. И они се сакупише. Један специјалан комитет, образован иницијативом енглеске делегације, организовао је овај скуп: **Конгрес Пријатеља У. С. С. Р.**, који је отворен 10 новембра после извесног предходног консултовања.

На конгресу је учествовало 957 делегата из 43 земаља. Сви делови света су били заступљени. Било је делегата из свих европских и америчких земаља и истока и то: из Турске, Индије, Кине, Јапана, Индонезије, Египта, Марока, западне и јужне Африке, северне Америке, Мексика, Чиле, Аргентине, и др. За време заседања конгреса број делегација се стално повећавао. Другога дана конгреса стигла је пољска и јужно-афричка делегација, а у очи

отварања самога конгреса — би саопштено да се на путу за У. С. С. Р. налази и делегација са Филипина.

Какве ли су тешкоће имале да преброде ове делегације да би стигле у У. С. С. Р.! Којим опасностима беху изложене ове од стране фашистичких и империјалистичких влада! Па ипак — оне су дошле да посведоче и одушевљено поддраве дело пролетаријата целог Савеза и да га увере у братска осећања.

Било је делегата из радничких политичких организација, кооперација, сеоских савеза, представника полонијалних и полу-колонијалних народа, разних научних и културних удружења и најзад многобројни научници и јавни радници. Било их је комуниста, социјалиста, реформиста, синдикалиста, демократа и безпартијаца. Треба приметити да је број комуниста био безначајан према општен броју делегата: на конгресу је узело учешћа не више од 250 комуниста; карактеристично је да је осим тога учествовало више од 200 социјалиста, присталица П. Интернационале који су на конгрес дошли мимо решења њихових партијских вођства. И поред разноликих гледишта појединих делегата, уједињаваше све делегате једна општа воља и жеља: Дело У. С. С. Р., његово јачање и изградња социјализма; а преко тога, да се укаже техничка помоћ пролетаријата У. С. С. Р. чији би плодови служили као пример у другим земљама, и најзад да се свим средствима поради на онемогућавању објаве рата од стране империјалистичких држава Совјетској Унији. Све то могло је се читати на лицима делегата, то означаваху њихови говори и изјаве.

Дневни ред конгреса садржавао је два питања: једно о изградњи социјализма у У. С. С. Р. а друго о ратној опасности. По првом питању држао је један свестран реферат председник Савета народних комесара, Риков, у коме је дао један општи преглед делања сељака и радника Совјетске Уније. Али још пре отварања самог конгреса имали су прилике делегати да утврде приликом посећивања фабрика, завода, школа, радничких домова, санаторија, села, затвора и остало — огромну изградњу социјалистичког делања које је тамо ивршено и поред свих препрека. Реферат Рикова само је још појачао већ створено убеђење по горе поменутом питању.

По другом питању држана су три реферата: Јегер, Барбис и Томски. У тим је рефератима подвучено: да је капиталистички систем зачетак нових ратова; да су империјалистичке државе главни непријатељ У. С. С. Р. а на првом месту Енглеска; да се капиталистичке државе муњевитом брзином наоружавају и да је наш дуг да се изгради

један план ради заштите прве Револуционарне Државе, противу њених рушитеља и клеветника. Више од 80 делегата изређало се са трибине у огромној сали Дома Сајуза, многи пак, из недостатка времена, нису успели да добију реч како би изразили своје усхићење од онога што су тамо видели и готову вољу да заштите У. С. С. Р.

Ево неколико резимираних мисли појединих говорника.

Ветеран револуције, Клара Цеткин, истакла је огромно стваралачко дело пролетаријата у У. С. С. Р., изјављујући да се на империјалистички рат има одговорити мобилизацијом маса и рушењем буржоаске владе.

Представник кинеске делегације изјавио је у име 33 милиона организованих радника и сељака: да су успели Октобарске Револуције такође Кинеске Револуције, а да успех последње значи успех Светске Револуције.

Представник немачке делегације, Темпан, изјавио је да Совјетској Унији треба осигурати миран социјалистички развој, и противно акцијама вођа реформистичких организација, да се укаже техничка помоћ Савезу за појачано искоришћавање огромних природних богатстава, као и да се организује један јединствени политички и струковни фронт противу империјализма.

Представник енглеске делегације, указивајући на клеветничку кампању која се у иностранству води противу У. С. С. Р., изјавио је да се убедно, да је све оно што буржоаска штампа пише о Савезу, лаж и гола измишљотина; ако би сви радници имали могућности да дођу овде, они би затражили да се свуда створе исти услови за раднике какви су у Совјетској Унији, и следовали би њиховом примеру да освоје власт и уведу социјалистичку совјетску управу. »Ми ћемо, рекао је при завршетку, приморати Тред-Унионе да бране У. С. С. Р.«

Треба још споменути говор француског анархисте Коломера, који је изјавио, да су до недавна он и његови другови били противу диктатуре пролетаријата у У. С. С. Р. »Лако је, изјавио је он, критиковати и износити планове о социјалној револуцији, али је тешко те планове реализовати и спровести социјалну револуцију.«

Ви, руски радници, показали сте, да имате смисла за практичан живот. Сви се ми морамо сакупити око црвене заставе У. С. С. Р., морамо да стварамо јединствени револуционаран фронт и код нас воспоставимо диктатуру пролетаријата.

Сви остали говорници, између којих и представници балканских потлачених народа Фан Ноли и Д. Влахов чије говоре доносимо на другом месту листа, изразили своје дивљење према ономе што је створено у У. С. С. Р. и своје симпатије према револуционарној држави; сви они изјавише, да ће се борити противу угњетача и експлоататора стотина милиона народа, и који хоће да сруше Совјетску Унију провоцирајући један нов империјалистички рат.

За време заседавања конгреса било је изручено много поздрава од представника радника, сељака, потлачених народа и умних радника. Конгрес је био поздрављен од делегација из фабрика и радионица, као и од сеоских делегација. Био је поздрављен од московског радничког совјета, од Монголске национално-револуционарне партије и од нарочите кинеске радничке делегације. Најмногбројнији говорници биле су жене, које су оставиле најбољи утисак својим говорима на конгресисте. Њихови ватрени говори пропратили су делегати бурним овацијама. Али је нарочито узбуђење било, када се на трибини појавио Револуционаран војни савет на челу, са његовим председником Ворошиловом да у име Црвене Армије поздравља делегате и да за предан револуционаран рад одликује неколицину истакнутих револуционара из других земаља. Појава вођа Црвене Армије произвела је бурну од аплауза. Конгрес им је приредио овације.

»Радници и сељаци у Француској, Немачкој, Маджарској, Енглеској, Пољској, Чехословачкој и у другим земаљама« — изјавио је народни комесар рата Ворошилов — одказали су да снабдевају армије класног непријатеља са оружјем и муницијом; они су одбили да се бију противу

пролетарске револуције дизајући на много стране побуне. На улицама капиталистичких градова они су подизали барикаде. Те акције су олакшале положај Совјетске Републике и припомogle победи црвене армије над њеним многобројним непријатељима. У спомен Десетогодишњице победе радничке класе, у спомен међународне пролетарске солидарности у прошлим годинама грађанског рата за диктатуру пролетаријата, и у знаку братског јединства између радног народа целог света, Револуционаран војни савет одликује Клару Цеткин, Жак Садула и Белу Куна, присутних на трибини, затим Андре Мартиа, Макс Хелца, Станислава Јанцуског и Чанг-По-Тао палатских се у затворима Француске, Немачке, Пољске, и Кине, са орденом Црвене Заставе.« — Подела одликовања од чланова Револуционарног војног савета присутним револуционерима и преко представника француске, немачке, пољске и кинеске делегације — за револуционаре који чеже у затворима, представљало је једну дирљиву и узбудљиву сцену, коју делегати неће никада заборавити!

Конгрес је прихватио две резолуције. Једну о десетогодишњој совјетској привреди, другу, поводом ратне опасности. Пројекти тих резолуција су били детаљно разгледани у комисијама које су сачињавали представници свих делегација. Свака и најмања делегација је имала право и могућности да уноси поправке и измене.

У првој резолуцији се подвлачи огроман напредак у Совјетском Савезу, где је неред и хаос замењен са планском изградњом, где је социјализам проведен у дело а нанесен смртни ударац капитализму. После указивања у чему се огледа тај напредак, какве су мере подузете за заштиту рада и како се кроз кооперативе изменио изглед села, у резолуцији се истиче: да, ако се под демократијом разуме учествовање широких маса у свакодневним управним пословима, то таква демократија постоји само у У. С. С. Р. и наглашује се, да Унија представља један јединствени пример уједињење великог броја народа по принципу стварне политичке и економске равноправности.

У другој резолуцији конгрес се изјашњава противу империјалистичког рата, за У. С. С. Р. и за револуционарну Кину. У њој конгрес изјављује, да рат противу Уније сматра као највећи преступ противу радног човечанства, да је један рат противу У. С. С. Р. рат противу радника и сељака, да је он у интересу капиталиста и велопоседника, да би он био крсташки поход противу социјализма — а у интересу капитализма. Обадве резолуције су примљене једногласно. Ни једна се рука није подигла када је председник конгреса запитао: ко је противу резолуција!

Конгрес пријатеља У. С. С. Р. је показао: да Совјетска Унија има искрених пријатеља у свима деловима света и да је њихово пријатељство истинито; да сви експлоатисани и потлачени виде у њој своју отаџбину; да сви они сматрају напад на Совјетску Унију као напад на радничку класу и потлачене народа целог света; да је више немогуће поћићи масе за заштиту постојећег буржоаског друштвеног поретка и да ће рат противу Уније произвести једну револт код маса, која ће збацити капиталистички режим у свима земаљама.

Конгрес је показао, да су сви делегати одушевљени од жеље да и делом докажу своје симпатије према У. С. С. Р. — као што је и ова делом показала да се бори за ослобођење радног народа и угњетених народа целог света.

Конгрес је извршио једно велико дело. Његов рад је огроман.

Али то није све. Његови задаци нису завршени. Председник конгреса, рудар Лаутер, изложио је следећим речима будући рад делегата: »Све делегације треба да продуже одржавање веза са организацијама по којим су позивима дошле у Унију; треба да учине све да конгресне резолуције буду од делегација проведене у живот у њиховим земаљама; треба да продуже свој рад за остварење јединственог револуционарног фронта и да упознају широке масе са свим оним што су видели у Унији.

И оне ће учинити! Дело започето овде, биће продужено до крајњег ослобођења целог човечанства!

Д. Влахов

Говор Д. Влахова одржан на конгресу пријатеља У. С. С. Р. у Москви

Другови, грађани!

У име балканских потлачених народа поздрављам Унију Социјалистичких Совјетских Република. Поздрављам сељаке и раднике прве Револуционарне државе, који срушише царистички режим и показаше нечувени хероизам за одбрану радничке класе борећи се противу многобројних

унутрашњих и спољних непријатеља. У име тих народа поздрављам пријатеље Уније Социјалистичких Совјетских Република.

Наша је безкрајна радост, да нам се за први пут дала прилика да учествујемо на једном скупу на коме присуствују представници радничке класе, сељаштва, потла-

чених народа и умних радника, пријатеља владе радника и сељака, где можемо да изложимо положај балканских потлачених народа.

Из тога излагања видеће се супротност између онога што постоји код нас и онога што смо видели у Совјетској Држави која је провела Револуцију у свима областима друштвеног живота: У индустрији, пољопривреди и раду, у решавању националног и аграрног питања, то што нам је друг Риков у своме јучерашњем извештају изложно на један видач начин.

У Албанији, Југославији, Грчкој, Бугарској и Румунији царје реакција, фашистичка и војна диктатура. Тамо је режим неподносив. Затварања, насиља, тортура, убиства, чак и масени покољи — све се то готово свакодневно понавља. Потлачени народи, радници и сељаци Балкана, стварно су лишени политичких права; они су потчињени једном неподносивом економском ropству — црна беда је зацарила, беспослица је узела невероватне размере. Само у Бугарској има више од 150.000 беспослених код становништва које броји 5.000.000 душа; у Југославији — више од 250.000. Економска дезорганизација је потпуна и готово све балканске земље су на прагу једне неизбежне финансијске катастрофе. Потлачени балкански народи су лишени свих националних и културних права. Затвори су препуни политичких затвореника; само у затворима Југославије леже 7.500 македонаца, у Бугарској око 2.000 а много политичких емиграната, проводе мизеран живот изван Балкана. То је у главном општи положај на Балкану и нарочито балканских потлачених народа.

Западне империјалистичке државе су стварни господари Балканског Полуострва; на њему оне управљају потпуно. У прошлости њиме су управљале царска Русија и Аустро-Угарска.

Под турским султановим режимом представници тих империјалистичких држава јављали су се као браниоци и заштитници хришћанског становништва у Македонији, Тракији и на Косову; у ствари они су били највећа подршка режимима турских султана — целата балканских народа.

Балкански народи, а нарочито македонски, знају шта су разни Гирсовци, Јасребовци, Демериковци, Шестаковци, цивилни и војни агенти царске Русије, и Милеровци, Рапоперовци и други представници аустро-угарске монархије учинили за учвршћавање апсолутистичког режима и за угушивање негодовања и револта устаничког народа.

Царска Русија је била иницијатор и организатор балканског савеза, она је била инспиратор балканског рата а, заједно са Аустро-Угарском, међусавезничког рата.

После светског рата, после опште касапнице коју су платили Балкански народи са више од једног милијона жртви, са стотинама порушених градова, хиљадама села и десетинама хиљада домова, који је проузроковао бедство стотинама хиљада у Бугарској, Турској и изван Балкана, осталих без крова, голи и гладни, — нове империјалистичке државе заузеле место руског царизма, почињеног Великом Револуцијом, и аустро-угарског монархизма збрисаног револуцијом мађарских и аустријских радника и сељака. После тога рата, положај балканских народа се није поправно; на против он се је још више погоршао. Нејски, Трианонски и Сен-Жерменски назови-уговори о миру бацаше нове народе у ropство. Број потлачених народа се утростручио. Данас има више од 15. поробљених народа на Балкану насељем које обухвата 20 милијона житеља, имено: албанаси са Косова и Чемрије, македонци, тракијци, црногорци, босанци, далматинци, турци и други.

У садашњици, место царске Русије и Аустро-Угарске заузеле су Енглеска, Италија и Француска. Ове империјалистичке државе размимоплазе се између себе у вођењу своје политике на Балкану, али су потпуно споразумне у једном питању: подржавања садашњих фашистичких и милитаристичких влада на Балкану и да их гоне за образовање једног анти-совјетског блока под врховном командом енглеског империјализма. Енглеска конзервативна империјалистичка влада стоји на челу те команде; она може да спречи долазак било каквог конфликта који би могао да се претвори у један нов рат; али исто тако она може сваког момента да провоцира (изазове) један конфликт у овоме делу Европе. Пре две године рат између Бугарске и Грчке био је избегнут, а прошле и ове године је исти случај итали-југославенским и албано-југославенским конфликтом. То међу тим не показује да Енглеска неће рат; она га жели, али хоће за себе да сачува право да обреди датум његовог објављивања. Енглеска је та, која при данашњем положају, влада балканским фашистичким и милитаристичким управљачима. Све те владе су изгубиле сваку везу са сеоским и радничким масама. Те владе су убице својих сопствених народа; то су оне, које у Бугарској поубијаху

више од 25.000 радника и сељака и неколико хиљада македонских бораца које ископали крвави генерал Протогеров, оруђе бугарске владе; то су оне, које организовашу масовна убиства сељака у Македонији испод грчке и српске власти; то су исте, које су увек убијале албанске револуционаре, интелектуалце и сељаке, које су у масама поубијале сељаке у Добруци, у Татар-Бунару, Кишињеви и у Трансилванији. Те владе су пратиле и продужиле да прате заповести свог врховног господара, енглеског империјализма чија су оруђа, јер без политичке и финансијске подршке енглеског империјализма оне ће се стрмоглавити под тежином сопствених злочина, оне ће бити смрвљене од радника, сељака и потлачених народа Балкана.

Таква је акција западног империјализма на Балкану, а нарочито енглеског који се труди да уједини фашистичке и милитаристичке владе у један блок противу Државе Радника и Сељака — У. С. С. Р. Али ми потлачени народи Балкана, у јединственом Фронту са револуционарним радничким покретом употребимо сва средства револуционарне борбе да спречимо поробљене балканске народе да учествују у том анти-совјетском блоку. Па и више, ми ћемо се као један човек ставити у одбрану Совјетске Уније, на страни радника, сељака и разних народа Револуционарне Државе. Ми ћемо бранити У. С. С. Р. која је не само отаџбина светског пролетаријата, већ такође и потлачених народа целог света.

Потлачени народи Балкана знају добро да је у Унији Социјалистичких Совјетских Република национално питање одлично разрешено; да разни народи Уније имају потпуна национална и културна права; да је националне мржње, потстидање од царизма, сасвим нестало и да ти народи живе један покрај другог као браћа.

Потлачени балкански народи знају каква је данашња ситуација на Кавказу, где су се, за време царског режима, разни народи кљали између себе, где су се грузинци, азербџанци, јерменци, черкези, планинци са северног Кавказа међусобно убијали; док сада између њих влада једна пуна солидарност.

Потлачени балкански народи знају да многобројни националнети Совјетске Уније имају сада, после победе Руске Револуције, своју азбуку, свој језик, своје књиге.

Ми знамо да је једна од победе Октобарске Револуције разрешење аграрног и сељачког питања — а управо сељаштво сачињава огромну већину становништва на Балкану; ми знамо да велепоседници и властела више не постоје у Совјетској Унији, да тамо сељаци нису више робови како је то било у прошлости, већ да су слободни, потпуно слободни, господари свога рада.

Још знамо да је Совјетска Унија прокламовала дозину самоопредељења народа и да њени представници нису никада пропустили прилику да јавно декларишу на разним међународним конференцијама — како је то било у Бенови и у Лозани — да су противу оних уговора који свезују националне мањине. Декларација Чичерина у Бенови, а особито меморандум поднешен од Чичерина и Раковског на Лозанској конференцији најочитији су докази за то.

С обзиром на велику важност споменутог меморандума, поднешеног лозанској конференцији, дозволићете ми да цитирам неке пасусе из њега.

У теме меморандуму поднешеном 30. децембра 1922. совјетска делегација је изјавила да не може а да не денонсира трогичну судбину радног народа, нарочито оних који припадају радничкој класи и сиромашном сељаштву; да верна принципима Руске Револуције, — руска, украјинска и грузинска делегација прати живом симпатијом борбу мухамеданских народа за њихово национално ослобођење и уједињење; да мир на блиском Истоку, па према томе и мир у Европи, не може да почива на здравим основама докле год су нарушена права народа, која садрже разни уговори закључени после балканског и светског рата односећи се на Балкан и Дунавске земље и док то не буде поправљено. Констатирајући да последством лондонског и Букурешког мира од 1913., затим Сен-Жерменским, Трианонским и Нејским уговорима, целе земље и области као Македонија, Црна Гора, Тракија, Добруца, делови и градови Албаније, Далмације, и Хрватске били прикључени у границе других држава без да се пита воља њиховог становништва. Констатирајући осим тога, да су неки од тих мировних уговора били санкционисани и од бивше царске Русије и да пре њиховог одобравања беху извршене друге анексије — делегација изјављује, да Русија и остале совјетске републике, њени савезници, денонсирају те уговоре и изјављују да и данас сматрају као неважеће све територијалне промене које су биле проведене супротно принципу права народа да располажу својом судбином; једновремено Совјетска делегација сматра да народи Балкана и Дунавских земаља, за

стварање повољних услова економског и политичког развојка, имају један други пут него што је у братоубилачким ратовима и анексија туђих територија: тај је да се њихови народи уједине у једну конфедерацију остављајући сваком народу његову аутономију, уједињујући све силе у једном јединственом циљу: да долина Дунава и Балканско Полуостров престану бити позоришта локалних ратова и мамац за империјалистичке ратове.

Ето одакле проистичу симпатије и љубав балканских народа за Унију Совјета, за њене раднике и сељаке, за њену велику Црвену Армију. Сада, имамо Руску Револуцију као пример: ми се боримо противу реакционарних, милитаристичких и фашистичких балканских влада, ми се боримо противу њиховог господара: енглеског империјализма. Али ми се не боримо више посебно, већ скупно. Потлачени балкански народи, под вођством разних национално-револуционарних организација, сачињавају јединствени балкански револуционарни фронт, где се боримо раме уз раме са револуционарним радничким покретом. Боримо се и боримо се са још већом енергијом и упоритошћу за обарање садашњих балканских режима и за установљавање једне Балканске Федеративне Републике радника и сељака.

Завршавам. Докле постоје садање фашистичке и милитаристичке владе управљане од западног империјализма са Енглеском на челу, рат ће бити неизбежан. Он се приближава и не треба заборавити да је са Балкана проишља искра која је запалила пожар у Европи и у целој свету. Једина могућност да се избегне тај рат, јесте: да се свргну садашњи режими на Балкану и да се успостави једна народна власт радника и сељака.

Ми ћемо бранити прву Револуционарну Државу, зато што ми, балкански потлачени народи, њу сматрамо као своју отаџбину; ми сматрамо раднике, сељаке и разне народе у У.С.С.Р. као наше другове и старију браћу чији ћемо пример следовати. Совјетска Унија је светионик који осветљава не само пут интернационалног пролетаријата, већ такође пут потлачених народа свију земаља.

Завршавам са узвиком из дубине свога срца:

Да живи Унија Социјалистичких Совјетских Република!
Да живи Руска Револуција!
Да живи дело пролетаријата и потлачених народа!
Да живи Светска Револуција!

Резолуција противу ратне опасности са конгреса пријатеља С.С.С.Р. Противу империјалистичког рата! За С.С.С.Р.! За резолуционарку Кину!

Ми, представници радника, сељака и задругара; представници умних радника на научном, уметничком, васпитном и просветном пољу; представници империјализмом потлачених народа; ми, социјалдемократи, анархисти, безпартијци, комунисти и чланови национално-револуционарних странака сакупљени на конгресу пријатеља С.С.С.Р. у Москви, сматрамо за дужност да поводом свечаности десетогодишњице Октобарске Револуције изјавимо следеће:

Сматрамо рат противу С.С.С.Р. најгорим контрареволуционарним чином који може задесити радни народ целог света.

Повести рат противу С.С.С.Р. значи објавити рат радничкој класи и сељаштву у корист велепоседника и капиталиста. Водити рат противу Совјетске Уније значи повести крсташки поход у корист капитализма а против социјализма.

Објавити рат С.С.С.Р. значи објавити рат радницима целог света, значи отворити врата најцрњој међународној реакцији ради угушивања радничког покрета у свима земљама и припремање пораза ослободилачкој борби потлачених нација.

Водити рат противу државе радника и сељака значи подржавати нове империјалистичке ратове, све више реакционарне, ужасне и све више разорне, који прете да потпуно униште људско друштво и да претворе у рушевине све тековине технике, цивилизације, научног и уметничког рада столећима стваране.

Позивамо све часне грађане свих земаља, позивамо све раднике и сељаке и све умне раднике да поведу безпоштедну борбу противу припремања империјалистичког рата против С.С.С.Р., земље пролетерске диктатуре — па дошао он с које било стране, припремљен ма од кога на било каквој «идеолошкој» основи.

Конгрес утврђује да је се последњих година међународни положај нарочито погоршао. Послератна политика највећих империјалистичких сила потпуно је оповргла све фразе о «одбрани отаџбине», о «праведном рату», о «последњем рату», о «рату за слободу и напредак» и т. д.

Ова је политика дошла до израза у разбојничким уговорима о миру: Брест-Литовска, Версаља, Трианона, Сен-Жермена и т. д. Та се политика испољава у појачаној плачки колонијалних народа и Јужне Америке, подјармљених варварским насиљем империјалиста-свакад, кад они политички сазрели покушавају да се ослободе од својих угњетача (Египат, Индија, Сирија, Мароко, Индонезија, Кина и друге) пружају зато најбољи пример.

Конгрес закључује да су империјалистичке владе зачетници свих ових злочина и да ће, према томе, свим средствима бранити потлачене народе, првобитно, велики кинески народ, који се налази у херојској борби против уједињених сила империјалиста, феудалне контрареволуције и своје домаће буржоазије, која овога часа убија под заставом Куоминтанга коју империјалисти помажу, најбоље браниоце социјалне и националне слободе Кине.

Конгрес утврђује да ова политика капиталистичких класа неминовно води и изазива сукобе између капиталистичких држава, истовремено и огорчену борбу противу

државе пролетерске диктатуре. Конгрес констатује такође да се је такозвано друштво народа разобличило као борбени савезник моћних капиталистичких држава, у првом реду, као савезник њихов против С.С.С.Р. за непоштедну борбу против пролетаријата и социјализма.

Конгрес истовремено утврђује да је на освиту грађанских револуција у Европи била Енглеска буржоазија на челу коалиције уперене противу револуционарне Француске, као што је то сада на челу «свете алијансе» капиталистичких држава уперене противу радничке републике.

Прекид дипломатских односа енглеске конзервативне владе са С.С.С.Р., дивљачка насиља, подла убиства херојских кинеских револуционара, захтев Поенкареове владе да се посланик С.С.С.Р. у Париза опозове, кампања буржоаске штампе противу пролетерске државе, терористички дела и упоредо са страховитим економским заокружавањем С.С.С.Р. — доказују величину опасности, све то очигледни су докази припреме за напад на државу радника и сељака.

Протестујући против империјалистичке самовоље у Кини и империјалистичкој политици противу С.С.С.Р., поздрављајући политику мира С.С.С.Р.-конгрес изјављује: да се једино има захвалити одлучној вољи совјетске владе што већ није букнуо рат. Конгрес изјављује да би већ свака друга империјалистичка држава прихватила за оружје, кад би морала да подноси онаква подла изазивачка насиља као што их је поднела пролетерска држава под утицајем Париза и Лондона осетила у Лондону, Пекингу, Шангају и Варшави (убиство Војкова).

Конгрес изјављује да је непоколебљиво поверење радника, сељака и црвене армије у циљеве мира њихове владе; ово ће поверење подићи радне масе у целој земљи за победничку одбрану противу свих спољних напада.

Конгрес одобрава иницијативу совјетске државе која је објавила платформу мира и разоружања на женевској конференцији разоружања, коју је сазвао Друштво Народа. Имајући у виду да је главни циљ ове конференције, био, да доведе до споразума између појединих сила сабиром на њихово наоружање противу С.С.С.Р.

Конгрес позива све раднике и, све оне који се поштено боре противу империјалистичког рата да потпомогну иницијативу Совјетске владе у смислу томе, да још отвореније разобличавају још непрестано наглашавану лажност коју подржава Друштво Народа и организације које је потпомажу.

Ми, представници радника, сељака, револуционарних интелектуалаца, потлачених народа позивамо овим апелом на одлучну и храбру одбрану С.С.С.Р. и Кинеске револуције. Систематска и организована припрема на акцију маса може се једино сматрати као поштена борба за дело социјализма, за дело угушивања империјалистичких ратова.

Конгрес позива све раднике, сељаке, све искрене поборнике мира, браниоце културе и цивилизације да развију борбе и свим средствима спрече припремање рата противу С.С.С.Р.;

да се боре противу изгласавања свих ратних капиталистичких и империјалистичких кредита по парламентарима целог света;

да пораде за solidarnost fabrickih radnika i radnika u uniforami,

да izgrade sindikalni pokret u svim zemljama i da pripreme organizovani otpor protivu proizvodnje i prenosa municije za sve imperijalističke ratove;

да раде у оквиру свих организација, које су на конгресу заступљене и да упознају раднике осталих земаља са свима, што се односи на Русију; да схвате да је рат противу Русије — рат против радничке класе целог света и најзад, да се припреме и удруже за одбрану.

Мануелни и умни радници; на готово!
противу злочиначких капиталистичких сила!
против варварских империјалистичких ратова!
противу империјалистичке угњетачке политике у

Кини!
против интервенције на С. С. С. Р., против крвавог фашизма!

Борите се свим средствима, свим вашим уједињеним силама, браните, штитите С. С. С. Р., отаџбину радника, тврђаву мира, огњиште слободе, тврђаву социјализма!

Глад.... глад!....

Невероватно, па је ипак страшна, сурова истина. У 85 % аграрној, сељачкој и плодној али уз то реакционарној и милитаристичкој Југославији **авет глади** све дубље и шире узима маха. Обруч глади обухвата готово трећину државе и то: Црну Гору, Далмацију, Босну, Лику и прелази већ на неке области предкумановске Србије. Покушаји и намере владајуће камарилске клике да пред светом прикрије непобитну и страшну слику глади, која прети да упропасти читаву генерацију од 3—4 милиона људи, јесте само **обичан злочин** у низу безбројно других. Па и други аргуменат, који иди затим, да ову катастрофу објасни сушом, елементарним непогодама и рђавом жетвом раван је првом.

Несумњиво, да су прошлогодишње елементарне непогоде и суша допринеле **врло осетном** подбацивању жетве. Код **пшенице** је на пр. прошлогодишња жетва изнела 150.000 ваг. (1926 г. 194.000 ваг.) — подбацила је дакле за 44.000 ваг.; код **кукуруза** се јавља много већа разлика: 1926 г. изнела је производња 341.000 ваг., 1927 г. само 194.000 ваг. — мање за 147.000 вагона («Привредни Преглед» од 8. 1. 1918). Па ипак крај све рђаве жетве, она је **довољна** да задовољи потребе у земљи, она може и овако слаба да **исхрани** до идуће нове жетве целокупно становништво Југославије (12½ милиона житеља).

Горе поменуте покрајине у којима се зацарила глад, где има већ **смртних** случајева, где се народ **коренем и лишћем храни**, јесу по себи пасивне покрајине у погледу аграрне производње изузев донекле Босну. То су покрајине које увозе перееалије за остале продукте које те покрајине производе и извозе као: дуван из Херцеговине; шљиве из Босне; уље, маслине и јужно воће из Далмације и Црне Горе, поред живе стоке и осталог. За те своје производе народ је у тим покајинама **подмиривао** више или мање своју недовољну жетву. И то, од «уједињења» на овамо из године у годину све теже, да у «јубиларној» години десетогодишњице постојања краљевине Срба, Хрвата и Словенаца достигне **степен катастрофе глади**.

Рекли смо већ да слаба жетва није главни кривац ове катастрофе глади, која ће тек на **пролеће** у свој њеној **ужаси** да се прикаже. Главни кривац глади, главни убица већ палирних од глади и оних који ће их следити, главни кривац оних живих одраслих и дечијих скелега, главни кривац

страшних последица и трагова ове катастрофе јесте: **режим у Југославији, јесте владајућа буржоазија - првобитно српска, јесте резултат њене деветогодишње пљачкашке политике, јесте камарила**. Почевши од Букшега и Кораћа, Топаловића и Лапчевића преко српских владајућих партија, до сељачко-демократске коалиције, до вођа Савеза Земљорадника **сви су одговорни** за катастрофу глади, за очај и чемер који у земљи влада. Целокупна «борба» парламентарних опозиција од «уједињења» на овамо, сводила се само на најпрљавију трговину око министарских фотеља и извесног удела у власти. Када се је пак радило о пореској пљачки: о сталном и непрекидном повећавању буџета, о повећавању пореза на сељацима и радницима и непосредних пореза, када се изгласавају буџети министарства војног и морнарице цела опозиција диже једногласно руку. Када Управа Монопола на један нечувено драк начин херцеговачког сељака, главног произвођача дувана у земљи, пљачка, одузимајући му дуван по 20 и мање динара по килгр. да на њему 100 и 120 дин. заради; када се крај државних многобројних намета додају самоуправни порези и општински прирези, онда је **разумљиво, одкуда** авет глади у тим пасивним крајевима. Разумљиво је, јер је народ **исцеђен** до голе коже, јер му се и **последња** овда за дужну порезу **прода**. Жита има, али га народ **није воћ у стању** купити, јер **нема чиме** да га плати.

Режим треба сретава за своје будуће **ратне авантуре**, треба многобројне жандарме, треба војску и оружје за «унутрашњег» и спољног непријатеља; он неће да види ужасну глад, за које је сврхе **свега** 7 милиона динара вогтирао, сума једва да задовољи један срез. Властодршци данашњи знају лакше да угуше неминуовни револт гладне масе, који ће данас сутра избити — једноставно, место дугорочних zajmova и кредита, место новчане помоћи и жита, **послаће митраљезе и топове** против «субверзивних» елемената и кратким поступком решити проблем глади.

А докле, док се гладно робље не буну, јавни је поредак **безопасности!**

Вапај гладних пролама херцеговачки, далматински и црногорски крш. Они се још задовољавају разним молбама и ограничавају се на одашиљане депутацијама београдским властодршцима. Али шта онда када се опљачкани преварени и гладни дигну противу својих убица?!

Хоће ли бити за њих милости?

Димитрије Јовановић

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Naša anketa

kod znamenitih evropskih političara i književnika
o Balkanskoj Federaciji

Nikola Kertesz

Nikola Kertesz, rođen 1893 u Csornu u Ugarskoj, glavni je tajnik ugarskog udruženja činovnika u Budimpešti. Član je izvršnog odbora općeg mađjarkog radnog saveza i socijalistički član budimpeštanskog gradskog zastupstva. Autor je djela o razvoju međunarodnog sindikalizma poslije rata pod naslovom: „Prema internacionalizmu“.

По мом мишљењу представља балкански проблем најтеже питање савремене Европе. Не треба заборавити, да је Балкан био кроз вијекове легло požара. На Балкану букнуо је и свјет-

ski rat. Zato mislim, da treba naći povoljno riješenje balkanskog problema, kako bi osigurao mir na poluotoku.

Nacionalističke i militarističke države, stvorene poslije rata, samo ovjekovječuju — a uz to ih još čine težima — zle tradicije bivše Austro-Ugarske. Narodno pitanje zauzimlje na Balkanu veoma uznemirujuće forme. Ne vjerujem, da narodi dijele čuvstva neprijateljstva i mržnje, kako to čine međusobno njihove vlade. Naprotiv vjerujem, da široki radnički i seljački slojevi sačinjavaju solidnu bazu balkanskog mira. Treba tražiti zajedničke interese, u prvom redu na gospodarskom polju, pokušati, da se sklope trgovački ugovori na širokoj podlozi i napredovati pomalo, ali sigurno prema gospodarstvenoj zajednici, koju može onda da slijedi balkanska federacija.

A ova — uglavnom djelo radničkih masa — neće biti nego demokratija.

Nikola Kertesz

Govor balkanskog delegata Fan S. Nolia

Nije odviše suvišno naglašivati dvije značajne činjenice, koje zapravo sačinjavaju samo predgovor ratu protiv Sovjetima. A to su: klevete protiv Sovjetskoj Uniji i međunarodni fašistički pokret, koji je uperen uopće protiv svih radnicima. Svakom imperijalističkom ratu Velike Britanije prethodila je kampanja sličnih kleveta. Svaki je njen protivnik bio prikazivan kao krvni neprijatelj civilizacije. U XIX vijeku bila je to revolucionarna Francuska, u XX militaristička Njemačka, sada je na redu Sovjetska Unija. Za sve one, koji su pozorno pratili ovu kampanju laži, nema sumnje: Engleska sprema križarsku vojnu, da uništi prvu radničku — seljačku državu, naravno „na sreću čovječanstva“. Ali se mora prebroditi jedna zapreka: radničke se organizacije protive ratu uopće, a ratu protiv zajedničkoj domovini svih proletera napose. Mora se tih da oslobodi prije napadaja na Sovjetsku Uniju. Različite fašističke vlade preuzeše na se taj posao. Kad ga završe, bit će onda slobodno polje za akciju. To će biti zadnja etapa u ratu protiv Sovjetima.

Mi moramo svim sredstvima, da zapriječimo ovaj zločinački napad. Ako budemo metodički radili, uspjeti ćemo bez sumnje. U prvom redu, što se tiče kleveta moramo jasno izjaviti i naglasiti, da je Sovjetska Unija jedina zemlja na svijetu, gdje je ukinuto ropstvo pod bilo kojim oblikom i da nema izrabljivanja ljudi od strane drugih ljudi; u toj zemlji uživa neka stotina raznih naroda potpuno slobodu i jednakost i da je u ovom pogledu Sovjetska Unija jedina prosvijećena država na svijetu, ljudska oaza u pustoši barbarstva i brutalnosti. Mi moramo samo spomenuti imena nekih engleskih saveznika: Primo de Rivera u Španjolskoj,

Mussolini u Italiji, Ahmed Zogu u Albaniji, Cankov i Ljapčev u Bugarskoj, Sovenski militariste u Jugoslaviji i Rumunjskoj, Čang-Co-Lin i društvo u Kini, ove krvave i podle nakaze, tvoreći pokolja nad radnicima i seljacima, ogavno utjelovljenje bijelog terora.

U drugom redu moramo objasniti radnicima čitavog svijeta sudbinu, koja ih čeka u času, kad njihove vlade odluče rat protiv Sovjetima. Radnici će biti prva žrtva, jer kapitalisti upravo i traže samo pobjedu nad radnicima. Oni će pod izlikom rata protiv Sovjetima da istrijebe radničku klasu. Radnici ne smiju dopustiti, da ih se uništi. Oni moraju naprotiv, da se brane i da okrenu oružje protiv svojih tlačitelja. Potlačeni i kolonijalni narodi moraju slijediti primjer revolucionarnih radnika. Oni nemogu, da izgube nego samo svoje okove. U jednu riječ: treba uspostaviti jedinstvenu frontu radnika, seljaka, potlačenih i kolonijalnih naroda protiv jedinstvenoj fronti imperijalista. Treće: moramo objasniti javnom mišljenju uopće apsurdnost ekspedicije protiv Sovjeta. Klima i prostor su u tom pravcu neprebrodive zaprijeke. Imperijalistički saveznici nemogu se nađati tamo uspjehu, gdje je Napoleon stradao. Napoleon ne može sa topovima oboriti jedan ideal. A s druge strane znati će i oni koji predstavljaju taj ideal, da ga brane. Natjerani u očaj, borit će se kao lavovi i začudit će svijet svojim junaštom.

Mi smo gledali u mimohodu ove oduševljene mase 7. studenoga i uvjereni smo, da će se znati oduprijeti bilo kojoj reakcionarnoj vojski.

Konačna pobjeda pripada Crvenoj Vojski.

Živjela Sovjetska Unija!

Deset godina borbe za socijalističku izgradnju Resolucija primljena na kongresu prijatelja S.S.S.R.

Predstavnicima radnika, seljaka, umnih radnika i potlačenih naroda, okupljeni prigodom desetogodišnjice Oktobarske revolucije u Moskvi na kongresu prijatelja S.S.S.R. i branioca mira između naroda, sa najvećim zadovoljstvom uzimlju na znanje izvještaj druga Rykova, predstavnika vlade S.S.S.R. na međunarodnom kongresu o radu ove vlade, kojega odmah u potpunoj slobodi ovjerovise izaslanici svih zemalja. S.S.S.R. jedina je zemlja na cijelom svijetu, gdje vlada nalazi za moguće i potrebno, da polaze račun o svom radu, ne samo pred radnicima S.S.S.R. nego i pred predstavnicima radnika drugih naroda; nepoznata činjenica u analima međunarodnih odnošaja u kapitalističkim državama, koja pruža živi dokaz o povijesnoj veličini, o opravdanosti djela, stvorena ima tomu deset godina, koje usprkos svih pokušaja kapitalističkih država, da ga unište — ostaje nepokolebivo kao klisura. U ime radnika, koje predstavljaju delegacije, koje učestvuju na kongresu izjavljuju svoju nepokolebivu solidarnost sa radnicima i seljacima S.S.S.R., koji preuzeše inicijativu u preobraženju sadašnjeg društva na socijalističkim osnovama, za uspostavljenje svijeta, u kojem će biti nepoznati ratovi i pljačka ljudi po drugim ljudima. U ime organizacija, koje predstavlja izjavljuje kongres svoju odlučnu volju, da će svim sredstvima, kojima raspolaže braniti tekovine Oktobarske revolucije protiv svakom imperijalističkom napadaju kapitalističkih država.

U isto vrijeme izjavljuje kongres na temelju proučavanja ekonomskog i socijalnog života u S.S.S.R. ovo:

Godine ekonomskog pridizanja S.S.S.R. sačinjavaju neoborivi dokaz ekonomskog uspjeha na socijalističkim temeljima jedne ratom oštećene zemlje. Socijalizam je dokazao svoju vitalnost na temelju iskustva, koje obuhvaća 1/6 zemaljske kugle. Na taj je način oprovrgnuta tvrdnja buržoaskih ekonomista, da će se u nekom iščezne glavni ekonomski pokretač: interes, profit — oboriti svi zakoni gospodarskog napretka i čovječanstvo zapasti u potpuno moralnu i materijalnu degeneraciju. Iskustvo, kojega pružiše kroz ovo deset godina radnici S.S.S.R. dokazalo je svijetu, da ima i drugih pokretnih faktora ekonomskog stvaranja: a to pokretači socijalističkog pokretka. Samo u S.S.S.R. osnova regulatornog plana vodi ekonomske odnose i tako spriječava anarhiju, koja vlada u kapitalističkim krajevima, a sve više uklanja slučajne faktore u ekonomskim i socijalnim odnosima. I radi toga sačinjava ekonomsko pridignuće S.S.S.R. pobjedu socijalizma nad kapitalizmom.

Usprkos tehničke zaostalosti naprednu industrijalizacija S.S.S.R. iz godine u godinu. Elementi kolektivističkog gospodarstva sistematički potiskuju privatni kapital iz pozicija, koje je bio zauzeo u času inauguriranja nove gospodarske politike. U području industrije i trgovine socijalistički se faktor neprestano pojačava. Koncentracija trgovine na veliko i malo u rukama države i kooperativa pruža ogromne pogodnosti radnicima i seljacima. Sagradjene su nove tvornice, uvedeni su novi strojevi u stare, elektrifikacija rapidno napreduje i zemlja, koju je carizam tako tlačio, očevidno se gospodarski podiže.

Za milijone seljaka čitavog svijeta, koji su dosada u kapitalističkim zemljama tražili spas u savezu sa kapitalistima i veleposjednicima, iskustvo S.S.S.R. otvara nove vidike stvarajući savez seljačkih masa sa radničkom klasom. Kooperativni duh prodirući u seosko gospodarstvo preobražava izgled sela, pošto socijalistička industrija ima vodeću ulogu. U nijednoj zemlji svijeta ne brine se za stanje radnika kao u S.S.S.R., gdje je 8-satno radno vrijeme sigurna tekovina radničke klase. Činjenica, da se pomišlja na radno vrijeme od 7 sati usprkos gospodarske slabosti S.S.S.R. sačinjava najočitiji primjer vladajućih težnja u S.S.S.R., da se poboljša stanje radničke klase. Palače rada, radnički gradovi, kuće za odmor radnika, sanatoriji, kuće za majke i djecu, domovi za djecu, klubovi, knjižnice — sačinjavaju samo pojedine crte opće težnje, da se temeljito popravi materijalno i kulturno stanje radništva. Zemlja, koja je bila za vlade carizma najvećim dijelom nepismena, sada radja kulturnu revoluciju od najvećeg zamašaja. Ideje solidarnosti i bratstva među narodima, poštovanje rada, ideja socijalne pravde prodiru i učvršćuju se u dušama djece, otkada podju u školu. Poduka — i to ne samo osnovna, nego i viša — postala je pristupačna radnicima i seljacima. Kulturni se stupanj masa diže iz dana u dan. Ogromne mase naroda učestvuju u političkom i intelektualnom životu u mjeri, koju nepozna nijedna druga država. Samo je u Sovjetskoj Uniji ostvaren savez rada i znanosti, u toj zemlji, koju je tolika klevetao kapitalistički svijet kao zemlju organizavonog nasilja protiv intelektualcima. Znanost je samo u S.S.S.R. uistinu neodvisna. Samo se u ovoj zemlji ne izrabljuje znanost u interesu male grupe ljudi u cilju uništavanja masa i novih ratova.

S.S.S.R. jedina je zemlja, u kojoj je znanost u službi istinske civilizacije i prave kulture, to jest u službi interesa najširih narodnih masa, koje su probudjene i privedene po-

литичком и културном животу. Ако се под изразном „демократија“ мисли на судјеловање најширих народних слојева у дневној управи земље, онда таква демократија не постоји него само у Совјетској Унији. Свим потлаченим народима колонија, народима, које балканизоваше уговори о миру, склопљени послје свјетског рата, свим народним мањинама Совјетска Унија даје жив примјер сарадње већег броја народна различитог ступња културе, уједињених у једној самој државној заједници на основи реалне политичке и господарске једнакости.

У оци таквог напретка делегати, који судјелују на конгресу шаљу топле поздраве свим радницима С.С.С.Р. Обвезују се, да ће поради свим средствима у односним земљама, да припреме и организују одбрану прве радничке и селјачке републике, да ће се борити проти рату, који пријети С.С.С.Р. од капиталистичког свијета, да ће откривати spletke међународне дипломатије, која припрема тај рат, да ће

свагдје иступити проти прекиду дипломатских односа са С.С.С.Р., да ће настојати постигнути признање С.С.С.Р. од dotyчних влада, да ће подупирати свагдје иницијативу С.С.С.Р. у питању razorузања (водећи рачуна о свему, што ће подузimate капиталистичке поликуе, да се том опру), да ће активно судјеловати у акцији пролетариата проти империјалистичком рату, да ће бранити ствар потлачених колонијалних народа проти њиховим tlačителјима, у првом реду револуционарни pokret радничких маса у Кини, да ће национално и интернационално поради, да се оствари јединство синдикалног pokreta на основу класне борбе.

Зивео С.С.С.Р.!

Доље са империјалистичким ratovima!

Зивјела активна solidarnost свих изабљиваних и потлачених у борби проти капиталу!

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Тирана

Завоевања, империјализам — то ва е един метод за вјашна политика на всички империјалистически држави. И Мусолини не е прввиот от италијанските државници, којто вјашна по отвјдния брег и по mare nostro, не е тој дрввиот, којто желеа земя за Италија, земя за колонијација на хилядите новородени всека година в плодородната с хора Италија, но бедна от плодове за изхранването им. От незапомнени времена напускат хилядници хора хубавата родина за да търсят частие другаде — обикновено в Америка; но след войната, заботателта Америка се оказа него-стоприемна. А в Европа — криза, на всекъде милиони безработни. На къде? Хилядите завърнали се »победоносно« дома, останаха гладни и недоволството в Италия расте се гигантски стъпки. Тогава? Изчаднето ренегат, Бенито Мусолини спаси ситите. Дошъл по калните патица на един класически аривист, най-силното оръжие на тая Бонапартова карикатура, бе и е, демагогията. Той обеща на гладния италијански народ хлеб, работа, на републиканците — република, и социјал-демократите намериха в него своя месия. Само револуционните маси не се подадоха, но те беа слаби. Той победи . . .

Но къде останаха обещанията? Дучето обеща тържествено импрега гомана и когато биваше по-искрен, сочеше на своите легиони Балкана, като най-ясен и близък обект за фашисткия империјализам. Изпадач в делириум, »полубога«, когото човешка ръка не може да убие (след инсценираните в 1926 г. атентати, фашистките агенти разпространяваха най-долно суеверие: il duce non puo morire), се блъска по гърдите, сочейки ту по-надалеч, ту по-наблизо, викайки громко nostro, nostro: Азия, Африка и т. н., но дума . . . не прави, казва наша пословица, и все на место гъчат фашистите в своите парадни колони.

Италия е позната като красива страна: синьо небе, цветя, старини, китари, даже Вагов пращале Борислав и Тамара в Венеция. Щастлива страна, щастлива само за богатите посетители и за богатата й класа. Днешна Италия е най-бедната европејска страна; борбата за сшествовање е нај-тежка. Кой не е виждал да работят в България в нај-затънтените краища италијанци-каменари за парче хлеб? Глад, притеснение, лоши жилишни условия, безработица и хилядна емиграција — ето какво е положението в тая хубава страна. И ако известен процент безработица е характерно явление за всека капиталистическа држава и се явва като причина за по-лесно реализирање на принадлежната стойност, то когато тая безработица надхвърли известни граници (както е в Италия), тя започва да дејствува обратно. Та иска грижи, създава големи главоболни на државата и нај-сетне, тая част, когато не може да се корумпира — се револу-

ционизира. И до катог, до войната, емиграцијата изпрачаше в Италия големи суми от своите економии, то след войната, при настъпната скъпотија, тоя процес сшчо тш престана. Днес Италия по мирен начин не може да експортира хора, фашистката држава не е в сшстояние да даде работа и хлеб на тия »излишни« маси. Америка затвори границите си, в Европа — криза, безработица, в Франция създадената от инфлацијата конјектура мина и от там хиляди безработни италијанци, решителни противници на фашизма, се връщат у дома си. В фашистка Италия кризата расте, то ва требваше да признаат водителите на самите тържества по случай петте години от черния режим. Неколку само цифри ще ни покажат ясно пред какви трудни перспективи стои фашизма: Италия днес има 310.000 кв. км., с едно население от близо 40 милиона, при едно ежегоднишо увеличение от 500.000 души, значи в 10 години — едно население колкото цела България, когато Франция има 551.000 кв. км. с едно население от 40 милиона и се намира в едно статическо положение, без чувствителни промени. Вжтре в страната, освен реакционния средновековен режим, Бенито не може да предложи нищо друго. На уморените от неговите фрази, на разочарованите — тој предлага пак импрега гомана — война. Но на къде, с кого? Вредом седят добре вжоржжени противници — нито в Азия, нито в Африка, тој не вижда вжможност да осшцестви римската империя, а днес и Чемберлен не е сигурен негов сшюзник. Почвата под краката му е разклатена. Мусолини вижда своя трагичен край — като призрци растят пред него отиващите на лево цифри след всеки нов избор в Европа и тенденцијата на лево . . . И тој като всеки авантюрист — аривист говори за звездата си, тој говори за война! Ако аз се вжрна победител, тогава всички ще викат: да живее цезаря (нечистата сшвест за Матеоти смета, че евентуалната победа ще омие крвавото петно). Така говори авантюриста. Ами ако бждеш победен, което е неминуемо, и то вжтре в самата Италия от вжоржжените пролетарии? И ако твоя поход свърши с фиаско, катастрофално и небивало фиаско, каквото само справедливо треба да ти устрои сшдбата за предателството ти към италијански народ и към италијанското работничество, тогава нај-радикално и бжрзо ще се реализира идеата, чийто Юда бе ти. Где ще опита дучето звездата си? На Балкана ли? Дурачо е вратата: втория договор с Ахмед Зогу осигурва најпжлно иницијативата на дучето, от васалната Албанија да провокира война срещу Југославия, когато само намери за добре. Мусолини не може и да помисли даже да предприеме военна експедиција другаде, освен на Балканите, то ва доказва најпжлно неговата политика от последната година. Втория договор от Тирана открива најпжлно плановите му. За тая цел Мусолини, којто все така познава методите на дејствие, ще употреби всички усилја за да засили своите сшюзници, реакционните фашистки партии в всека

балканска страна. Той не ще пожали никакви средства за техното засилване, за техното задържане или идване на власт, по неговите най-добре известни в България методи. Работните и миролюбиви маси трябва да бъдат предупредени за това, че Балкана навлиза в една нова вулканическа епоха, че фашизма с своята чакалско-бухалска култура заплашва и без това економически, технически и културно останал много назад от своите неспособни буржуазии Балкан. Една евентуална победа на фашизма, значи тържество на мракобеснето — на сюзения Макиавели — Метерних, на най-тъмната реакция; това значи, назад към варварството! Това значи пълно колонизиране на Балканите, които и до сега още не могат да се свързват от войните и от лошото управление. Албания е вече фактически колония за трудящите се. Борба против фашизма и неговата балканска политика е лозунг на деня. Фашизма става специално балканска проблема. Борба против варварщината и реакцията, борба против нашествието на фашистите на Балканите.

Балкански народи, съединете се и поведете обща борба за тържеството на Федерацията на свободните балкански народи!

Л. Д. Балканка

Френско-югославянския договор и Балканите

Френско-югославянския договор предизвика известно възмущение в момента, когато Маринкович беше дошел от Белград за да го подпише в Париж. Този договор бе предмет на злобни коментари в Италия, когато в Англия и Германия той породил известни съмнения. Френската преса бе раздвоена в своята преценка. Десничарските вестници искат да се харесат на Мусолини; комунистическите и социалистическите вестници възпроизведоха спомените от преди 1914 год.; социалистическите водители обаче, не бяха съгласни помежду си в своята преценка. Управителното тело на техната партия изказа своето недоверие, когато Пол Бонкур, избран от радикалите за председател на комисията по външните работи в камарата, даде своето съгласие на Бриана.

След 1919 год. Франция подписа тѝ наречените ненападателни и приятелски договори с цел ред държави: Белгия, Полша, Ромъния и Чехо-Славия. Ако се върва на публикувания текст, ще се види, че това се отнася за запазването на мира, но всеки един от нас знае как се тълкува такъв един текст и как един приятелски съюз може скоро да се превърне в нападателен.

След свършека на войната, числото на пактовете от този род се увеличи твърде много. Някои от тях са тайни; някои от публикуваните актове съдържат тайни клаузи за военни конвенции. Отново загадиха в предвоенната дипломация, макар че Вилсон и правителствата, които бяха заявили, че ще работят в полза на неговите разбирания, да не я удобряваха. Европа е обвита с мрежа от разни договори, които са много по-опасни, отколкото благоприятни за мира. Покрай Франция, в тия договори взеха участие и други държави от великите сили, като Италия, Германия, Англия и др.

Когато се възразява на подписаните тия договори, че те вдъхват слаба вера на Обществото на народите и вместо да се подчинят на общия пакт, прибягват към специални конвенции, те гордо заявяват, че тия специални конвенции са регистрирани от Секретариата в Женева и усилят установения от Обществото на народите пакт. Но това са само брѝтвежи, разбира се. Обществото на народите, на което капиталистическите държави привидно отдават голямо значение, лека по-лека е минирало от разните специални спогодби, които се противопоставят на самото Общество на народите.

Френско-югославянския договор е една от тия спогодби. Неговото заключение е една от перипетията на борбата, която се води между великите сили за да добият хегемонията на Балканите.

Балканския полуостров винаги е страдал от тия съперничества. Второстепените държави, които бяха го окупирали, се хванаха за гуша, благодарение амбициите, които те не се стараеха да прикриват. Всека една от тях беше шампион на някои от европейските дипломатически канцеларии.

Всяко време, което предшествуваше 1914 год., беше изпълнено само от съперничеството на Австрия и Русия. В 1908 год. Виенския кабинет анексира Босна и Херцеговина, която анексия беше един удар за Сърбия. Тая

последната се възбунтува и потърси подкрепата на руския цар, но Русия, която едва успе да се изкубне от войната с Япония, ѝ препоръча благоразумие, след като беше получила заповед от германския посланик граф Курталес. Работите обаче следват своя ход. В 1911 год. Русия предприема офанзива и води преговори за образуването на един балкански съюз против Турция, протеже на централните сили. Турция веднаж победена, съюза се разпадна и България, която беше васал на Австрия, влезна в война с Сърбия, която пак беше протеже на Русия. България бе бита от Сърбия, поддржана от Гърция и Ромъния. В 1913 г., а след това в 1914 г., Виенския кабинет почва своя реванш: това бе една от причините за световната конфлаграция.

Днес Съветския Съюз не преследва на Балканите аспирациите на царска Русия. Австрия е вече неспособна да развива една международна дейност. Балканите днес служат за двубой на Италия и Франция.

Наистина, преди 1914 г., Римския кабинет не се дезентересираше от Балканския полуостров, където той срещаше своя сюзник — Виенския кабинет, но благоразумието се заключаваше в неговите жестове. Днес фашисткото правителство не се отличава с своите резерви и Мусолини не скрива своите намерения да играе първенствующа роля в басейна на Средиземното море. Неговия локален противник, ако можем така да се изразим, е Югославия, която се опира на Адриатическото море чрез Далмация и която го засенчва, тѝ като тя може да господства над морските пътища, които изхождат от Венеция и Триест. При това, Югославия никога не скрива своето желание за влияние в Албания. Ахмед Зогу, преди да се продаде на Римския кабинет, беше се продал на Белградския. Тиранския акт, който го поставя под протектората на Мусолини, се извърши през ноември 1926 г., и от тая дата насетне, итали-сърбския конфликт се изостри още повече.

Но (и исторически това беше неизбежно) Франция след тая дата почна да води преговори с Югославия. Тоя договор трябваше да утвърди просто един фактически съюз, който съществува още от войната и който никога не е бил прекъсван. Бриан напомни оня ден, че преговорите за редактирането на новия текст, били започнали още през март 1926 г. Той прибави, че в началото се е мислило за един троен пакт, който да се сключи в Париж, Рим и Белград. Може би; но той ни напомни за една съперничеща бързина между френската и италианска дипломатически канцеларии, всека една от които желаше да спечели С. Х. С. кралство.

Както и да е, но от деня, когато Тиранския пакт беше вече публикуван и отношенията между Югославия и Италия влошени, разговорите между Париж и Белград взеха съвсем друг характер. Мусолини побърза да заяви, че те са насочени против него и фашизма ще се възползува от това за създаването на разни провокации. Френското правителство си възбразява, че е нанесло победа — да, това, което може да бъде трудно — протектор на династията на Карагеоргиевичите. Борбата между великите сили на Балканите продължава: тя може утре да се превърне в една всеобща война. До тогава, Франция ще поддръжа сръбската династия, както Италия — българската диктатура — против техните народи.

Пол Луи

Империалистически методи

Политиката на фашистка Италия на Балканите, която трябва да се следи с внимание, представя един добър пример на метод и действие, вдъхновявани от империалистическия дух, който е виновник за всички международни конфликти.

Преди световната война, Австро-Унгария преследваше своята цел за балканска хегемония, ѝ, виждайки в лицето на Сърбия една пречка за своето **слизание към Солун**, тя търсеше чрез всевъзможни комбинации да обкръжи тая държава. Анексията на Босна и Херцеговина, veto — то за разширение към Адриатическото море, съюза с България, спора за ж. п. линия Митровица, всички тия факти ни напомнят за времето от преди войната. Зад Сърбия стоеше Русия. И войната между България и Сърбия (втората балканска война) бе последствие от анти-сръбската и анти-руска политика на Хабсбургите. Предохранителните мерки на Балхаузлиан смутиха плановите на балканските държави победители; Сърбия, чиито адриатически амбиции бяха възпрепятствувани от австрийското veto, се нахвърли върху Македония, за да залови своя анекционистически апетит. Македония обаче, по-големата част от която беше предварително обещана на България, става ябълка на раздора между бившите сюзници. Поражението на България, която

мечтаеше да играе ролята на Прусия на Балканите и да реализира Велика Сан-Стефанска България, с прозорici на четири морета (Черното море с Варна и Бургас, Мраморното море с Родосто, Егейското море с Деде-Агач и Адриатическото море с Валона—Дурацо—Сан-Джиовани ди Медиа) последва участта на Европейска Турция. Македония бе поделена в по-големата си част между Гърция и Сърбия, а България требаше да се задоволи само с Струмишката, Петричката, Мелнишката и Неврокопската околии. Това не се харесваше на Хабсбургската монархия, която, най-сетне, виде пред себе си една Сърбия победителка и засилена, държаща в свои ръце долината на Вардар, чиито националистически амбиции върху Адриатическото море тя насочи към Белото море.

Дойде световната война, чиито сложни причини се крият отчасти в положението на Балканите, създадено от войните през 1912 и 1913 години. България, която бе съюзница на централните сили, не успе да реализира своя реванш. Напротив, тя изгуби и малкото облаги, които бе получила и запазила през 1913 г. и разпадането на Австро-Унгарската монархия стана причина за създаването на Велика Ромъния и Велика Югославия.

Югославия реализира историческите амбиции на Сърбия. Тя стана сила на Адриатическото море, държейки в същото време и една голяма част от Македония в свои ръце.

Но Югославия стана също тъй и една голяма балканска държава, която възбуди недоверието на Италия. Притежаването на Далматинското крайбрежие безпокоеше Италия, на която тя отне сигурните пристанища по Адриатическия брег, когато «змийните гнезда» от другата страна на брега представляваха солидна база за една морска сила в зачатък. Спомняме си конфликта за Фиуме. Притежаването на Адриатическото дебуше и владението на Отранския канал, предизвикаха от страна на римската по-

литика, цела серия от акции, всички инспирирани от желанието да се осигури италианската хегемония в тѝй желаните области.

Италия желаеше още по-дълготното завладяване на Балканския полуостров. Изчезването на Хабсбургската държава отвори местото за друга «велика сила». Националистическа и фашистка Италия го заема.

По кой начин, по кой методи? Албания и Македония са нейните две прицелни точки. Албания се явява като една крепост в фланговете на Югославия и една прерада за славянското разширение към Адриатическото море. Албания се превръща в един италиански протекторат, база на италианското действие, една зона за разпространение на политическо и економическо влияние.

А Македония? Прекрасен случай за впрегане на българския иридендизъм. България, изгонена от Македония, счита тая последната като своя земя. Македонските «автомонисти», маскирани орждия на българските анекционисти, се ползват с благоволенieto на италианските фашисти. Италия ласкае българските аспирации върху Македония. България се улавя на италианското хоро, което поставя Югославия между два клина: Албания и България.

И за да попълни тая система, Италия, чрез своя сключен с Унгария договор, осъществява ображдането на Югославия.

Ние улавяме на место действието на традиционната международна техника на дипломатическите канцеларии, толкова повече, че тая система намира своя отзвук в Френско-югославияния съюз. Великите сили покровителствуват и поддържат своите респективни васали.

Тогава, пред тая империалистическа политика, как не би се наложила концепцията за една Балканска Федерация, която ще включва в себе си всички вече политически и социално свободни народи?

Жан Зиромски

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Justiția de clasă

Pogromiștii fasciști și muncitorii revoluționari în fața justiției Pentru a 9-a oară: procesul Ștefanoff

Pogromurile din Transilvania au și câteva epiloguri. În timp ce guvernul nu acordă nici un ban pentru ajutoarea șomerilor (în afară de câteva sume neînsemnate acordate de către municipiile unde muncitorii au reprezentanți), el a pus la dispoziția celor câteva mii de studenți 50 de milioane pentru organizarea «congresului» dela Oradia; iar după ce congresul s'a prefăcut în sângeros pogrom el dă alte 80 de milioane pentru acoperirea pagubelor și devastărilor făcute de studenți. Pedeațăparte este estăzi dovedit că în spatele congresului a stat Ministreul de Interne, iar conducerea congresului a avut-o fostul ministru liberal, generalulu Moșoi, care astăzi mai îmbracă, pe lângă funcția de comandant al pogromiștilor, și demnitatea de președinte al organizației fasciste mascate numită «Federația Asociațiilor Foștilor Combatanți».

Proporțiile pe care le-au luat pogromurile din Transilvania au fost așa de mari, impresia produsă de ele în străinătate, unde guvernul este acum în căutarea unor mari imprumuturi de stabilizare și de investițiuni, așa de dezastruoasă, încât autorii morali ai pogromurilor, guvernanții, s'au văzut siliți să dea o aparentă de satisfacție opiniei publice trimițând în fața justiției pe câteva țapi ispășitori. Că aceste procese nu sunt decât comedie, asta este, acum limpede. Astăzi avem sentințele date în aceste procese «contra» huliganilor: maximum de pedeapsă într'un singur caz a fost de 2 luni, în cele mai multe cazuri însă pogromiștii prinși asupra faptului (cu bucăți de thora, cu obiecte rituale luate din sinagogile incendiate și cu mărfuri furate din magazinele devastate) au ieșit basma curată sau cu câte 10 (zece) zile închisoare. Din mii de studenți au fost «internați» doar câteva sute, iar din aceștia

au fost trimiși în judecată câteva zeci, din cari la urmă vor fi unii achitați și numai câțiva pedepsiți la câte câteva zile ridicule de închisoare.

Comedia se prefăce însă într'o odioasă palmuire a dreptății și a opiniei publice cinstite din România și din străinătate, atunci când aflăm că, pe când studenții pogromiști au și fost eliberați, muncitorii sunt arestați în mai multe părți și predați consiliilor de război sub pretextul că au «provoacat» pogromurile studențești. Este aici o mârșavă și revoltătoare mașinație a guvernului, care vrea să se descaree pe sine-insuși de vina pogromurilor aruncând această vină pe umerii muncitorilor, cari tocmă și-au apărât ceasterele de bandele fasciste. Incercarea guvernului nu va reuși însă și opinia oamenilor cinstiții, a intelectualilor și în primul rând a muncitorimii din toată lumea se ridică cu energie și indignare contra mârșăviei guvernului dela București și cere eliberarea neîntârziată a muncitorilor arestați de pe urma pogromurilor.

Justiția de clasă din România însă mai dă în aceste zile, când ruinele din Transilvania funcgă încă și aburi se mai ridică din sângele vărsat, și o altă pildă de sângeroasă și cinică nedreptate. Pe când studenții pogromiști, arestați de nevoie de către autorități, au fost repede eliberați sau judecați și condamnați la aparente, de pedepse, Boris Ștefanoff și tovarășii săi, luptători ai muncitorimii și țărănimii române și ai minorităților naționale asuprite, zac și se sting la Jilava într'o prevenție fără de sfârșit. Până acum procesul acesta monstruos, care a ridicat în picioare opinia mondială, a fost amănat de opt ori, pentru că chiar justiția de clasă și guvernul dela București nu îndrăznesc să-l judece, atât de lipsit de orice dovezi și de

orică bază este el. Procesul se prezintă acum (la 30 Ianuarie) pentru a 9-a oară în fața Consiliului de Război din București, în fața acelui-aș consiliu care a »judecat» dăunății și pe studenții incediatori. În timp însă ce în procesele acestor eroi ai reacțiunii oligarhice sentințele au fost ridicul de ușoare, în procesul Stefanoff comisarul regal cere pedepse de câte zece ani muncă silnică. Dacă ne uităm la pedepsele date până acuma de către justiția militară de clasă muncitorilor acuzați la fel cu Boris Stefanoff — pentru activitate politică și pentru opinii »subversive» câte 2, 3 și 5 ani de ocnă — atunci avem toate motivele să așteptăm și în procesul dela 30 Ianuarie pedepse la fel de cinice și sângeroase.

Situația și atmosfera în care se judecă procesul este, ce-i dreptul, destul de nefavorabilă guvernului: situație turburată politică înlăuntru, situație dificilă a României în afară, sentințele revoltătoare în procesele studentești. Ei va fi deci greu guvernului liberal să prezinte pedepse de câte 5 și 10 ani muncă silnică pentru păreri politice ca fiind juste și justificate. Nu este exclus de ceea că și deastădată guvernul să prefere amânarea din nou a judecării procesului Stefanoff în așteptarea unui moment mai prielnic. Acest lucru nu trebuie însă îngăduit.

Procesul trebuie odată isprăvit — prevenția lui Stefanoff și a tovarășilor săi de 2 și 3 ani nu mai poate și nu mai trebuie să continue.

Alături de opinia publică cinstită din toată Europa cerem: închiderea procesului sau trimiterea lui în fața instanțelor civile, și până la judecare: punerea imediată în libertate provizorie a tuturor acuzaților. Alături de opinia cinstită din toată lumea cerem amnistia generală.

Stabilizarea și împrumutul

Guvernul Brătianu aleargă din nou după un împrumut. Nu este pentru întâia oară. Dar între încercarea de acuma și încercările analoge de până acuma este o deosebire esențială. Până acuma oligarhia financiară liberală avea convingerea, că nu ea are cel mai mare interes în a contracta împrumuturi mari externe, ci capitalul străin care are nevoie de bogățiile României (petrol, lemn, cereale, etc.); în consecință, spuneau liberalii, capitalul străin să binevoiască a veni prin băncile liberale, sub controlul lor, ca un participant la câștiguri cu, dar după capitalul național.

Capitalul străin a refuzat să accepte această situație și a proclamat boicotul financiar al României. Burghezia financiară națională, condusă de liberali, a încercat atunci, în lipsa ajutorului străin, să facă față necesităților financiare ale statului și ale burgheziei naționale prin alte mijloace: storeând violent prin biruri grele, taxe asupra cerealelor, taxe enorme vamale la importul obiectelor necesare țărănimii mijloacele necesare. Această a dus însă în curs de câțiva ani la ruina agricultura. Gâina care punea ouă de aur era amenințată să moară. Taxele asupra cerealelor au trebuit de aceea să fie de mai multe ori reduse (deși în schimb a fost sporit impozitul agricol). Pedeațaparte însă în regimul capitalist, în situația în care se află România, agricultura nu poate în nici-un caz furniza prisosurile necesare (plus-valoare acumulată), pentru ca din ele să se efectueze asanarea financiară și să se poată acoperi nevoile de capitaluri ale industriei și circulației. Nici-o țară capitalistă nu și-a stabilitat până acuma singură moneda și nu și-a asanat finanțele, nici-o țară capitalistă după război nu a putut scoate din propriile ei resurse capitalurile necesare investițiilor industriale și tehnice. Numai Uniunea Sovietică, pentru că nu este un stat capitalist, și-a stabilitat singură moneda, și-a asanat finanțele și a pornit cu energie la industrializare fără ajutorul capitalului străin.

Liberalii au fost siliți, după aproape zece ani de boicot financiar, să priceapă acest lucru. Opoziția burgheză (național-țărăniștii și averescanii) au priceput mai de mult, că numai capitalul străin poate să ușureze situația burgheziei comerciale, a burgheziei mijlocii, a burgheziei agrare, a chiaburilor și să le scape în parte de strânsoarea băncilor liberale. De aceea vedem această opoziție făcându-se șampionul »introducerii» capitalului străin și acuzând pe liberali că ruinează țara izolând-o financiarmente de țările bogate în capitaluri exportabile și plasabile în România.

Incolțiți astăzi din toate părțile. — din partea țărănimii împinsă în pragul răscoalei, din partea păturilor mijlocii pauperizate, din partea muncitorimii zbatându-se în șomaj, din partea burgheziei agrare strănse între prețuri mici la produsele agriculturii și prețuri enorme la unelte și produse industriale, din partea chiar și a unei părți a marelui burghezii comerciale și industriale sufocându-se din

pricina lipsei de capitaluri și de crediți. — incolțiți astăzi din toate părțile liberalii, slăbiți și politicește în ultimul timp prin criza dinastică, prin moartea regelui lor de partid, prin moartea lui Ionel Brătianu, a conducătorului lor cu prestigiu și autoritate, se văd puși în alternativa: sau să cedeze național-țărăniștilor puterea sau să încerce a-și întări pozițiile prin teroare și cedând capitalului străin. Dacă nu pot pune capăt crizei adânci din agricultură, din industrie și comerț, dacă nu pot reface și întinde mijloacele de comunicație ruinate, dacă nu pot asana finanțele și moneda, liberalii înțeleg foarte bine că, în situația politică grea în care se găsesc, ei trebuie să cedeze național-țărăniștilor într-o formă sau alta. Aceasta însă nu le convine liberalilor, deși ei știu că național-țărăniștii nu se vor atinge de baza regimului în ființă; liberalii se tem că, odată aduși la guvern, național-țărăniștii, cari ar căpăta astfel prea multe mijloace de presionare față de marea burghezie liberală, ar provoca dificultăți enorme în diferite domenii marelui finanțe liberale.

De aceea liberalii par hotărâți să apuce drumul celălalt: în locul unei cedări față de național-țărăniști să caute un acord cu capitalul străin, să înceteze războiul surd pe care îl duc față de el dela încheierea păcii încoace și, renunțând a-l mai sili să treacă musai prin băncile liberale, să caute, în loc de a-i dicta, să-l facă părtaș, la storsul bogățiilor țării și să devină agentul lui la suptul muncii poporului român. Cu alte cuvinte, liberalii sunt pe cale să adopte fa de capitalul străin politica de opoziție. De aceea vedem cum, în locul politicii de revalorizare a leului, pe care liberalii au inaugurat-o prin convențiunile cu Banca Națională de acum doi ani, Vinilă Brătianu părăsește acuma această politică și inaugurează o politică de stabilizare a leului — adică politica preconizată de opoziție și de... capitalul străin. Oamenii guvernului colindă capitalele financiare ale Europei negociind mari împrumuturi și declarând că legislația economică din România, socotită ca o piedică de capitalul străin, nu trebuie privită ca fiind vecinică și imuabilă. La București, pedeațaparte, vestea dată de un ziar financiar englez, că e vorba ca Societatea Națiunilor să ia asuprași asanarea financiară a României și aranjarea împrumuturilor ei, nu a mai provocat nici pedeațaparte indignarea de altădată contra amestecului și controlului străin într-o țară victorioasă și aliată.

Dacă acest viraj al liberalilor reușește, atunci, prin stabilizarea monedei și prin capitalurile străine, o parte a burgheziei care este astăzi în opoziție va fi în mare măsură satisfăcută, lupta ei împotriva liberalilor va fi pierdută o parte din rațiunea ei de a fi. Pe scoțea masei largi țărănești și muncitorești păturile instărite de la țară, burghezia agrară, etc. vor putea fi într-o oarecare măsură satisfăcute și ele de băncile liberale spre care vor curge de acuma credite din străinătate. O parte din funcționarii va fi concediați (aparatură statului va fi »rationalizată» sub controlul Societății Națiunilor), dar cealaltă va fi intrucâtva mai bine plătită în schimbul unei munci mai intense și mai istovitoare. Cu alte cuvinte, dacă noua politică economică a liberalilor reușește, frontul opoziției și o parte din baza ei vor fi dezaggregate. Stabilizarea și împrumuturile străine — asta însumă politicește o lovitură puternică dată opoziției.

Național-țărăniștii înțeleg aceasta prea bine. Dacă ei nu ar fi de fapt expresia politică a burgheziei de opoziție, ei a țărănimii sărace și mijlocii, atunci național-țărăniștii nu ar fi atât de atinși de schimbarea de front a politicii economice și financiare a liberalilor, pentru că ei s'ar putea sprijini, ca reprezentanți ai țărănimii și ai părții radicale a micii-burghezii, nu pe alianța de azi sau de mâine cu capitalul străin, ci pe masele țărănești și ale micii-burghezii pauperizate, pe lupta lor pe puterea lor de rezistență economică (peste care nu se poate trece ușor într-o țară agricolă), pe puterea lor politică combativă. Dar acesta nu este cazul. Național-țărăniștii sunt reprezentanții burgheziei de opoziție. Și de aceea virajul economic și financiar al liberalilor a provocat derută și panică în rândurile național-țărăniștilor. Sforțările lor se concentrează acuma spre împiedicarea contractării de către guvernul liberal a împrumuturilor de stabilizare și de investițiuni. În parlament d. Maniu a declarat că opoziția consideră împrumuturi făcute de actualul guvern ca ilegale, — ca să sperie pe capitaliștii străini; iar în străinătate emisarii ai național-țărăniștilor voiajază pentru a convinge pe acești capitaliști să nu acorde împrumuturi guvernului Brătianu, pentru că el nu prezintă nici-o garanție de viitor.

Aceasta este adevărat, și din punctul de vedere al profitului și al siguranței capitaliștii străini, plasându-și capitalurile în România brătienistă, fac o afacere tot atât de proastă ca și acei cari au plasat miliardele »lor» în

Rusia taristë. Dar un guvern național-tărănist nu poate fi nici e o cheazie mai bună: un asemenea guvern va satisface poate unele nevoi ale unor pături capitaliste și burgheze astăzi în opoziție față de finanța brătienistă, dar nu va scăpa România țărănească și muncitorească de jaf și exploatare, România naționalităților de asuprire? În locul unui trust financiar imperialisto-brătienist România va încăpea, sub un guvern național-tărănist, pe mâna unui trust financiar imperialist pur și simplu, fără ca finanța națio-

nală să li înceată deja fi totuși și ea un agent de stoarcere și degenerare a popoarelor din România. Impotriva alianței financiare imperialisto-brătieniste sau împotriva alianței capitalului străin cu burghezia de opoziție sub eșida unui guvern național-tărănist — muncitorime și țărănimea largă din România va duce lupta mai departe pentru dezrobirea de sub jugul oricărei exploatare și pentru intronarea Republicei și a Guvernului Muncitorese-Tărănesc.

I. Mateescu

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHYTPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Influenca fashiste në Shqypni faji i militarismit serb

Fletoret jugosllave, qysh se Mussolini filloj me ngulë kambë në Shqypni, së bajn tjetër veçse me persritë dita me ditë, se ato janë kenë kurdoherë e janë gjithnji per independencen e Shqypnis. Me ket gënjeshter të merzitur militarismit serb na del para sysh e me një surrat hipokrit mirësije e pagje, na persritë para botes si marioneta se posë kësaj duhet qì baza të jët „Ballkani per popujt e Ballkanit“.

Me këto dy frase „Indipendencen e Shqypnis“ e „Ballkani per popujt e Ballkanit“ kujtojn se gjejn të tillë budalla qì xen besë pallavravet të tyne, e se gënjejn opinionin publik.

Sot veçse s' asht e mundur me gjetë një nieri me mend në krye e qì kupton pak politiken e Ballkanit, qì t' i napin na randsi këtyne pallavravet të politikajvet serb se shakllabanavet të tregut.

S' asht e mundur qì një kohë e kalueme terrori e barbarisme, e një kohë e tashme hipokrisije e stupiditeti, të shduket me një herë prej faqes së botes me disa frase të bukura.

Militarismit serb asht i njoftun mjaft mirë, prej veprave të tija të famëshme, mjetet e pagjëshme të kësaj kastë janë kenë e janë gjithnji masakra, vrasja, terrori. Posë kësaj esenca shpirtuore e saja asht një madhështi stupiditeti, qì e kujton se asht e predestinueme me sundue popujt e tjerë të Ballkanit.

Ky dishir i kësaj kastë me sundue popujt e tjerë të Ballkanit, ka kenë shkaku fillestar qì fashismi të ngulte kambë në Shqypni, Fashismi qì asht i rrezikshem jo vehtem per popullin shqyptar, porse per të gjith popujt e Ballkanit.

Per ket duhet t' ankohen popujt e Ballkanit, per jo militarismit serb, qì asht shaktari kryesor i këtij krimi.

Së kan turp të thonë se janë kenë e janë gjithnji per independencen e Shqypnis?

Po kush asht qì organizoj masakrat e Kosoves?

Kush asht qì mban gjithnji nen zgjedhë barbare e terroriste këto e tjera vise thiesht shqyptare?

Kush asht qì xaploj me gënjeshtera e fuqi viset thiesht shqyptare Hoti e Gruda, Sh. Naumi e Vermoshin?

Kush asht qì këto vise i mban gjithnji nen zgjedhë?

Kush asht qì u mundue me shqimë me, ç' do mjet e në ç' do rasë independencen shqyptare, në Paris, në Genevë, e në ç' do Forum internacional?

Kush asht qì rrëzoj regimin populluer të Fan Nolit, e pruni me fuqi ushtarake, kundra ç' do ligjes internacionale, Komisarin e Mussolinit në Shqypni Ahmed Zogun?

A thue kaq shpejt u harruene fjalët e të famëshmit Dr. Ninciç-i në Matin?

A thue ndryshojn pallavravet të pa-krypë qì dita me ditë na thotë Marinkovic-i?

Po kje se ato qì sundojn sot Jugosllavin, pretendojn m' u marr seriose prej botes aherë nuk duhet të tallen tuj folë, permbi Independencen shqyptare qì ato e dokan kaq fort, tuj kenë se fjalët e tyne rrinë në kundërshtim të plotë, me veprimet e tyne të famëshme si të kaluemet ashtu të tashmet.

Duhet qì të jën niëri qorr mor mos me i pà këto, duhet qì të jën i çmendur per me i xanë besë!

Në ç' do veper qì ká interminue independencen e Shqypnis, në mjerimn e sotëshem, qì po hjek Shqypnia prej Fashismit asht militarismit serb qì sundon sot Jugosllavin, shaktuer e fajtuer.

Po kje se Fashismi, qì asht deka si per popullin shqyp-

tarë ashtu per popujt e tjerë të Ballkanit, po ngulë sot rrajë në Shqypni, para gijqit të popujvet të Ballkanit do të dalë dikur militarismit serb, me kryetarin e tij krye.

Çka kapercen veçse keqsin e kësaj klike asht stupiditeti i sajë, qì po e ban sot qesharake para krejt botes.

A por thue nuk asht qesharak qì Beniamini i militarismit serb, Ahmet Zogu, asht sot Komisari i Mussolinit në Shqypni?

Së kje nevoja qì Fashismi t' u mundote per ket, pse ket sherbim ja bate klike militarismit serb me stupiditen e tij.

Kjo kastë militare serbe na paska goditë një rret per bukuri per të ngranë me udimë të beilervet të degeneruem, popullin shqyptar.

E vertetë se populli shqyptarë gjindet sot ner kthetrat e Fashismit, mir po këto kthetra po e shte ngojn edhe atë qì do të perpite Shqypnin.

Po ajo kastë militare serbe qì ká bà ket krimë internacional naj popullin shqyptarë, thurret sot, mbasi e sheh vehten në rrezik, frasen e shpetimit „Ballkani per popujt e Ballkanit“.

Këto fjalë veçse janë në gojen e tyne një frasë e ma teper një frase plot helm e rrezik.

Ç' do të thonë per to frasa „Ballkani per popujt e Ballkanit“?

Po kje se kjo çeshtje mendohet serioisht e me sinceritet, atëherë „Ballkani per popujt e Ballkanit“ don me thanë, qì në Ballkan duhet qì ç' do popull të gëzojn lirin e tij, tuj mbajtë kufit e tij etnik, nationalitetin e giuhen e tij, Lidhja e të gjith popujvet ballkanik ma vonë në një Republikë federative popullore, asht një konsekuencë logike e natyrshme, prej të cilles vehtem do të rriehdhë shpetimi i popujvet të Ballkanit.

Porse frasa „Ballkani per popujt e Ballkanit“ kuptohet prej militarismit serb si një kurthë per naivë, per të shti nen zgjedhë e per të robnue — si bainë edhe sot — popujt e Ballkanit, tuj i usufuktue mbas metodavet të njoftuna kapitaliste-militariste.

Se kështu e mendon çeshtien militarismit i Serbis, e provon fakti, qì ato sado qì thonë se Ballkani asht per popujt e Ballkanit, gjithnji vijojn tuj robnue e tuj terrorisue popujt e tjerë të Ballkanit, si b. f. Shqyptarët, Malazezt e të tjerë.

Tuj kenë se të gjith popujt e Ballkanit po e kuptojn dita me ditë gjendjen në të cillen gjinden, kështu s' u metë tjetër por m' u lidhë bashkarisht per të luftue në njenë anë Fashismn qì asht deka per to, por në tietren anë dhe qeverinat e tyne militariste-kapitaliste, qì s' janë tjetër por xhendarët e fuqivet të hueja per fikjen e mjerimin e popujvet të Ballkanit.

Popujt ballkanik s' do të iën ma aq naivë per t' i xanë besë frases „Ballkani per popujt e Ballkanit“ qì s' asht tjetër por një hipokrisi në gojë të xhelatëve e profituesvet të tyne.

Popujt e Ballkanit kan vehtem besim në vullnetin e energin e tyne.

Vullneti per shpetim, do t' i lidhin të gjith popujt e Ballkanit në një Republikë federative popullore.

Energia e popujvet të Ballkanit do të veprojn vehtem per të mirën e vehtë, e jo per profitin e xhelatëve të tyne.

Vehtem Federata Ballkanike mban në mburojen e sajë mothin e thieshtë „Ballkani per popujt e Ballkanit“.

J. Prroni

Dita 28 Nanduër e Kosova e robnueme!

Po të i celim e t' i gjymojm fletet e Historis kombetare, shofim se mbas shum shekujsh robnijet me mundime të mëdha asht realizue andra e ideja e Atyne burravet të kombit

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΕΝΑ ΙΣΤΟΡΙΚΟ ΓΕΓΟΝΟΣ ΤΟ ΣΥΝΕΔΡΙΟ ΤΩΝ ΦΙΛΩΝ ΤΗΣ Ε. Σ. Σ. Δ. ΣΤΗΝ ΜΟΣΧΑ

Την 7 Νοεμβρίου του παρελθόντος έτους, γιορταστική στην Ε.Σ.Σ.Δ. ή Δεκάτη Έπέτειος της Επανάστασης του Οκτώβρη, ή οποία ανέτρεψε την εξουσία των καπιταλιστών και των μεγαλοκτηματιών και εγκαθίδρυσε την δικτατορία του Προλεταριάτου. Άντιπρόσωποι απ' όλον τον κόσμο πήγαν σ αυτήν την επέτειο. Ήλθαν να ιδούνε το έργο των εργαζομένων μαζών, στην άπεραντο Ένωση, να γίνουν μάρτυρες της πραγματοποίησης του σοσιαλισμού και να εκδηλώσουν την προθυμία τους να υπερασπίσουν το Έπαναστατικό κράτος μπρός σε κάθε προσπάθεια του καπιταλιστικού και ιμπεριαλιστικού κόσμου να άγγιξη το έργο του σοσιαλισμού, ενάντια κάθε ιμπεριαλιστικού πολέμου που κατευθύνεται ενάντια στην πατρίδα του διεθνούς προλεταριάτου και των καταπιεζομένων λαών του κόσμου όλου.

Οι αντιπρόσωποι πείσθηκαν με ταράτια τους ότι ο σοσιαλισμός πραγματοποιείται, χρίζεται στην Ε. Σ.Σ.Δ., ότι άνοικοδομουν ένα νέο κόσμο. Είδαν την μεγάλη ανάπτυξη σ' όλους τους κλάδους του δημοσίου βίου. Είδαν ότι ύπάρχει στην Σοβιετική Ένωση μια πλήρης άλληλεγγύη μεταξύ άγροτών και εργατών, ότι το έννιαιο μέτωπο είναι πραγματοποιημένο, πείσθηκαν ότι οι εργατικές μάζες είναι εκείνες που κυβερνάν στην Ένωση, ότι εφαρμόζεται το δαρο και ότι θα εισαχθή ή 7ωρη ήμέρα εργασίας. Είδαν εργατικά άνάκτορα και σανατόρια, τις λέσχες και τις βιβλιοθήκες στις φάμπρικες και στα διάφορα ιδρύματα, πείσθηκαν για τις πολλαπλές και λεπτομερείς φροντίδες που σπαταλούνται για τις γυναίκες που είναι έγγυες, κτλ., είδαν ότι οι διάφοροι λαοί της Σοβιετικής Ένωσης 200 τόν αριθμό, ζούνε σε μια άδελφική ένωση, ότι οι ένδικες φιλονικίες δέν υπάρχουν πλέον. Είδαν επίσης της διαδηλώσεις και την πάροδο του έρυθρου στρατού κατά την 7 Νοεμβρίου. Είδαν όλα αυτά, και απέκτησαν την σταθερή πεποίθηση ότι δέν ύλάρχει καμμιά δύναμις στον κόσμο, ή οποία θα ήταν σε θέση να ρίξη το έργο του προλεταριάτου στην Ένωση.

Άνω των χιλίων αντιπροσώπων, από διάφορα κράτη του κόσμου, ήλθαν στην Ε.Σ.Σ.Δ. Ήταν φυσικάτα ότι ένωθήκανε, και ότι εξέδηλωσαν τα αισθήματα και τις δαθέσεις τους, ως προς το Έπαναστατικό κράτος και ως προς τους εδαριθμούς έχθρους του. Μια ειδική έπιτροπή που σχηματίστηκε με την πρωτοβουλία της άγγλικής αντιπροσωπίας, όργάνωσε αυτήν την Ένωση: Το Συνέδριο των φίλων της Ε.Σ.Σ.Δ. που άνοιξε στις 10 Νοεμβρίου κατόπιν μερικών προηγούμενων συμβουλίων.

957 αντιπρόσωποι από 43 κράτη έλαβαν μέρος στο Συνέδριο. Όλα τα μέρη του κόσμου αντιπροσωπεύτικαν. Ύπήρχαν αντιπρόσωποι όλων των Εύρωπαι-

κών κρατών άνεξαιρέτως, και από την Τουρκίαν, τις Ινδίας, την Κίνα, την Ιαπωνία, την Ινδονησία, την Αίγυπτο, το Μαρόκο, την δυτική και νότιο Αφρική, από την βόρειο Αμερική, το Μεξικό, την Χιλή, την Αργεντίνη κτλ. Ο αριθμός των αντιπροσώπων αύξάνουνταν άδιακόπως κατά την σύσκεψη του συνεδρίου. Μια αντιπροσωπία από την Πολωνία και μια από την Νότιο Αφρική έφτασαν την δεύτερη μέρα του Συνεδρίου, και κατά το κλείσιμο του έλαβαν την είδηση ότι μια αντιπροσωπία των Φιλιππίνων βρίσκουνταν στον δρόμο για την Ε.Σ.Σ.Δ.

Οι αντιπρόσωποι υπερίδισαν μεγάλες δυσκολίες για να εισέλθουν στην Ε.Σ.Σ.Δ. Έξετεθήσαν σε μεγάλους κινδύνους, σε καταδιώξεις εκ μέρους των φασιστικών και ιμπεριαλιστικών κυβερνήσεων. Παρ' όλα ταύτα, ήλθαν κατά μάζα, για να μανιφεστάρουν τον ένθουσιασμό τους, στο έργο του έννιαιού προλεταριάτου, για να του διαβεβαιώσουν τα άδελφικά τους αισθήματα.

Ύπήρχαν αντιπρόσωποι από πολιτικές εργατικές όργανώσεις, από συναιτερισμούς, από άγροτικές ενώσεις και από ενώσεις άποικιακών και μισοάποικιακών λαών, αντιπρόσωποι από έπιστημονικούς και κοινωνικούς συνδέσμούς και διασήμων διανοουμένων εργατών. Ύπήρχαν κομμουνιστές, σοσιαλδημοκράτες, ρεφορμιστές, συνδικαλιστές, άναρχιστές, ριζοσπαστικοί, δημοκράτες, άκόμματοι. Είχε παρατηρηθή ότι ο αριθμός των κομμουνιστών ήταν άρκετά μικρός, εν άναλογία προς τον γενικό αριθμό των αντιπροσώπων. Οι κομμουνιστές που έλαβαν μέρος στο Συνέδριο δέν ήταν παραπάνω από 250, έχει επίσης παρατηρηθή ότι άνω των 200 σοσιαλιστών όπαδών της II Διεθνούς παρεύρισκοντο, είχαν έλθη ενάντια στις αποφάσεις των κέντρων των κομμάτων των. Παρ' όλες τις διαφορές στην γενική σύσταση των αντιπροσώπων, μια κοινή θέληση τους συνένωσε όλους, όλοι οι αντιπρόσωποι ήταν γιομάτοι από μια μόνο έπιθυμία: Το δυνάμωμα του έργου της Ε.Σ.Σ.Δ., την εξέλιξη του σοσιαλισμού, να δώσουν μια τεχνική βοήθεια στο προλεταριάτο της Ένωσης, να πάρου παράδειγμα στα άλλα καπιταλιστικά κράτη απ' εκείνα που γενίκαν στην Ένωση, να άντισταθούν με όλα τα μέσα εναντίον των ιμπεριαλιστικών κρατών που θα έκήρυτταν τον πόλεμο εναντίον της Ε.Σ.Σ.Δ. Αυτό ήταν εκείνο που διαβάζουνταν πάνω στα πρόσωπα όλων των αντιπροσώπων, αυτό είναι εκείνο που άποδεικνυαν όλες τους οι συζητήσεις, όλες τους οι δηλώσεις.

Δύο ζητήματα τέθηκαν υπό εξέταση στο συνέδριο: Το χτήσιμο του σοσιαλισμού στην Ε.Σ.Σ.Δ. και

οι κίνδυνοι του πολέμου. Για το πρώτο ζήτημα έκαμε ο ίδιος ο Πρόεδρος του συμβουλίου των επιτρόπων του λαού, Ρύκωφ, μια λεπτομερή έκθεση, πάνω σ' όλα που εκτελέσθησαν από τους εργάτες και αγρότες στην Ένωση. Ήδη πρό του ανοίγματος του Συνεδρίου επισκευθέντες τις φάμπρικες, τα ιδρύματα, τα σχολεία, τα ανάκτορα και τα σανατόρια των εργατών και χωρικών, τα χωρία, τις φυλακές κτλ., μπόρεσαν οι αντιπρόσωποι να πιστοποιήσουν την άπεραντη εργασία της σοσιαλιστικής ανοικοδόμησης που απααιραιώνεται στην Ένωση παρ' όλα τα εμπόδια, ή δὲ έκθεσις του Ρύκωφ δὲν έκαμε τίποτε άλλο, από το να ξαναδυναμώσει σαντους κεκτημένες πεποιθήσεις. Πάνω στο δεύτερο ζήτημα διαβάστηκαν τρεις εισηγήσεις, από τον Γαίγκερ, τον Μπαρμπύς και τον Τόμσκυ. Στις εισηγήσεις έχει τονισθή ότι το καπιταλιστικό σύστημα, είναι η πηγή των καινούργιων πολέμων, ότι τα ιμπεριαλιστικά κράτη εξοπλίζονται με μια ήλιγγιάδη ταχύτητα, και ότι είναι το καθήκον όλων, να υπερασπίσουν την σοσιαλιστική ανοικοδόμηση έναντι των καταστροφών και σηκοφαντων της, και ότι προς τον σκοπόν αυτόν, είναι ανάγκη να έπεξεργασθούνε ένα λεπτομερές πλάνο για την υπεράσπιση του πρώτου Έπαναστατικού κράτους. Άνω των χιλίων αντιπροσώπων μίλησαν υπό το ίδιο πνεύμα από το βήμα της πελώριας σάλας του οικήματος της Ένωσης; πολλοί άλλοι δὲν μπόρεσαν ένεκα έλλείψεως χρόνου να πάρουν τον λόγο, για να εκδηλώσουν τον ένθουσιασμό τους για κείνα που είδαν, και την θέληση τους να υπερασπίσουν την Ε.Σ.Σ.Δ.

Άνατυπώνομε μερικά μέρη των δηλώσεων των ρητόρων.

Η απόμαχος της Έπανάστασης, η Κλάρα Τσέκιν υπογράμμισε την πελώρια δημιουργική εργασία που αποπαιραιούται από το προλεταριάτο στην Ε.Σ.Σ.Δ. και έδήλωσε ότι πρέπει να απαντήσωμε στον ιμπεριαλιστικό πόλεμο, με την κινητοποίηση των μαζών, με το ρήξημο της αστικής κυριαρχίας.

Μιλώντας εν όνόματι 33 εκατομμυρίων οργανωμένων εργατών και αγροτών, ο αντιπρόσωπος της κινεζικής αντιπροσωπείας έδήλωσε ότι οι συνέπειες της Έπανάστασης του Όχτώβρη, είναι οι της Κινέζικης επανάστασης, και ότι οι συνέπειες αυτής θα είναι η Παγκόσμια Έπανάσταση.

Ο άναπρόσωπος της γερμανικής αντιπροσωπείας Τερπαν, έδήλωσε ότι πρέπει να εξασφαλισθή στην Ε.Σ.Σ.Δ. η ειρηνική έξακολούθηση της σοσιαλιστικής ανοικοδόμησης, ενάντια στην δράση των ρεφορμιστών, άρχηγών, να δοθή τεχνική βοήθεια στην ένωση για να έντεινή την έκμετάλλευση των άπειρών της φυσικών πλούτων, και να οργανωθή το έννιαιο πολιτικό και επαγγελματικό μετωπο, ενάντια στον ιμπεριαλισμό. Ξεσκεπάζοντας την συκοφαντική καμπάνια που διεξάγεται στο έξωτερικό έναντι της Ε.Σ.Σ.Δ. έδήλωσε ο αντιπρόσωπος της άγγλικής αντιπροσωπείας ότι όλα αυτά που δημοσιεύη ο αστικός τύπος για την Ένωση, δὲν είναι παρά ψευτιές και καθαρές επινοήσεις; αν όλοι οι εργάτες είχαν την δυνατότητα να έλθουν εδώ θα άπαιτούσαν να υπάρχει παντού η ίδια κατάσταση όπως η εργάτες στην Ένωση; και θα άκολουθούσαν το παράδειγμα τους, καταλαμβάνοντας την έξουσία, και εγκαθιδρύοντας και στον τόπο τους, την σοβιετική σοσιαλιστική κυβέρνηση; τελειώνοντας είπε »Θά έξαναγκάσωμε την Tr de Union να υπερασπίση την Ε.Σ.Σ.Δ.«

Πρέπει άκόμη να θυρίσωμε εκείνο το μέρος της συζήτησης του γάλλου άναρχιστου Κολομέ, ο οποίος άφου έτόνισε ότι άκόμη ίσαμε πριν λίγο καιρό, αυτός και οι σύντροφοι του, ήταν έναντιον της δικτατορίας

του προλεταριάτου στην Ε.Σ.Σ.Δ. έδήλωσε ότι: »Είναι εύκολο να κρίνη και να σχεδιάζη κανείς τα πλάνα της σοσιαλιστικής επανάστασης, αλλά είναι δύσκολο να χειρισθή και να πραγματοποιήση την σοσιαλιστική επανάσταση. Σεις οι ρώσσοι εργάτες, δώσατε το παράδειγμα, ότι είσθε πρακτικοί άνθρωποι της ζωής; άφείλομε όλοι να συσπειρωθούμε κάτω από την κόκκινη σημαία της Ε.Σ.Σ.Δ., άφείλομε να δημιουργήσωμε παντού το έννιαιο επαναστατικό μετωπο, και να εγκαθιδρίσωμε και σε μās την δικτατορία του προλεταριάτου.

Όλοι οι άλλοι ρήτορες μεταξύ των οποίων και οι αντιπρόσωποι των καταπιεζομένων βαλκανικών λαών, ο Φάν Νόλι και ο Βλάχωφ, των οποίων οι άγορεύσεις δημοσιεύονται σε άλλο μέρος της έφημερίδας αυτής, έξεδήλωσαν τον ένθουσιασμό τους γι αυτό που αποπαιραιούται στην Ε.Σ.Σ.Δ. και την συμπάθεια τους προς το Έπαναστατικό κράτος. Όλοι έδήλωσαν ότι άγωνίζονται έναντιον των καταπιεστών και έκμεταλλευτών εκατοντάδων έκκατομμυρίων ανθρώπων, έναντιον αυτών των έγκληματιών που θέλουν να καταστρέψουν την Σοβιετική Ένωση, προκαλοντας ένα νέο ιμπεριαλιστικό πόλεμο.

Πολλοί χαιρετισμοί έχουν διαβιρασθή κατά την σύσκεψη του Συνεδρίου στους αντιπροσώπους των εργατών, των χωρικών, των καταπιεζομένων λαών και των διαναουμένων εργατών. Το Συνέδριο χαιρετίστηκε από αντιπροσωπείες εργοστασιών και ιδρυμάτων και από αντιπροσωπείες χωρικών. Έχει χαιρετισθή από το Συμβούλιο των εργατών της Μόσχας, χαιρετίστηκε από το Έθνικό-επαναστατικό κόμμα της Μογγολίας, και από μια ειδική αντιπροσωπία των Κινέζων εργατών. Το μεγαλύτερο μέρος αυτών των ρητόρων ήταν γυναίκες, πράμα πουκαμε μια βαθεία έντύπωση στους Συνέδρους. Οι φλογερές των άγορεύσεις συγκίνησαν τους αντιπροσώπους, οι οποίοι έπερίμουν τους ρήτορες με φρενιτιώδη χειροκροτήματα. Ήταν έξαιρετικά συγκινητικό όταν το Στρατιωτικό Έπαναστατικό συμβούλιο, παρουσίασθηκε στο βήμα, με επί κεφαλής τον Πρόεδρο του, Βοροσίλωφ, για να χαιρετίση εν όνόματι του Έρυθρου στρατού τους αντιπροσώπους και για να παρασσημοφορήση μερικους από τους πρώτους επαναστάτες των άλλων κρατών, για την προσφερθήσαν δουλειά στην επανάσταση. Η εμφάνισες των άρχηγών του Έρυθρου στρατού χαιρετίστηκε από το Συνέδριο με μια θύελλα χειροκροτημάτων. »Οι εργάτες και οι χωρικοί της Γαλλίας, της Γερμανίας, της Ουγγαρίας, της Άγγλίας, της Πολωνίας, της Τσεχοσλαβακίας και άλλαχου, έδήλωσε ο Έπιτροπος του Πολέμου, Βοροσίλωφ, άρνήθηκαν να έφοδιάσουν τον στρατό του ταξιατικού έχθρου με όπλα και με πολεμοφόδια: άρνήθηκαν να πολεμήσουν έναντιον της προλεταριακής Έπανάστασης, οργανώνοντας έξεγέρσεις σε πολλά μέρη. Υψωσαν οδοφράγματα στους δρόμους των πρωτευουσών πόλεων. Αυτές οι ένέργιες διευκόλυναν την κατάσταση των Σοβιετικών Δημοκρατιών και συνέτειναν στην Νίκη του Έρυθρου στρατού έναντι των πολλαπλών του έχθρών. Είς άνάμνησιν της Δεκάτης έπετειού της Νίκης της εργατικής τάξης, είς άνάμνησιν της διεθνούς άλληλεγγύης του προλεταριάτου, στα παρελθόντα χρόνια του εμφυλίου πολέμου, για την δικτατορία του προλεταριάτου και εις το σημείο της άδελφικής σύνδεσης μεταξύ των εργατών του κόσμου όλου, άμείβει το Έπαναστατικό Στρατιωτικό Συμβούλιο τους Κλάρα Τσέκιν, Ιακώβω Σαδουλ και Μπέλακον, παρόντες στο βήμα, και τους Ανδρέα Μαρτύ, Μαξ Χοέλζ, Στανισλαο Λαντσουσκυ και Τσάν-γκο-Τάο, βρισκόμενοι στις φυλακές της Γαλλίας, της Γερμανίας, της Πολωνίας και της Κίνας με το Μετάλλειο της Έρυθρας σημαίας.« — Η παράδοσις των Μετάλλειων από τα μέλη του Έπαναστατικού

بالتان فدراسیونی

هر اون بش كوده انتشار ايدر
بالتان اقلیتلرینك و مظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر
بالموم بالتان لسانلرنده باز یلمقده در

دائما رد ایتش و افکارینی نشرده بیوک بر حرارتله مجادلهیه دوام ایتشدر. فایحیت اداره بی بالطبع بو حر، جسور قلم قارشوسنده دایانه مدی. موسولونی ایله اطرافنده کی جارداتجیلرینه قارشو هر کسک آکلایه یله جکی بر لسانله قولاندیغی قلم، فایحیتلرک اگ بیوک دشمنی اولدی. حیاتک تمهله کده اولدیغی کورنجهیه قدر مجادلاته دوام ایتدی ۱۹۲۶ده فایحیت سو قصدینی اوغرامه دن فراره موفق اولرق یارسه کیده ییلدی. بو سنه یتمشنجی سنه دوریه سنی پارس احراری فایحیت اداره ظالمه سندن هجرت ایتش اولان ایتالیا فداکارانی آره سنده سمعید ایدلدی. شیمدی حریت باباسی تورانی دکابه لم: فدراسیون بالتانیک غزه سنک بالتان ملتلرینک استجلاصلری ایچون اعلان ایتمکده اولدیغی صورت حلی، بوتون بالتان ملتلرینک قارداشلق علانیله تشکل ایدمک اولان ملتر اوتونومیسی پروگرامی هر کسدن ده اول کشف ایتش و بک اسکیدن بو دعوانی اورتایه قویدیغی بیان ایدییور. بو پروغرامی، بو فکری ایلك اول ایتالیا ده کی غزه ته سیله نشر و بالتان افکار عمومیه نینی توزیر ایتمشدر. تشکر اولورکه یارم عصر دنبری آوروپا فایحیتلر اشرقه لرله بالقانده آتشانان وولقانک سوندر بلمیسی ایچون بکانه یچاره حل بالتان ملتلرینک اتحادی ایله اوله جنی فکری عموم ناموسلی سیمالر قول ایتمشدر. آوروپا فایحیتلر حکومتلرینک بالتان ملتری آراسنه صوفدیغی نفاق وعداوت یالکز بالتانی دکل دنیانک صلح و آسایشنی اجلال ایتمکده در.

بو فلاکت عمومیه نیک بکانه علاجی بالتان ملتلرینک اتحادیه وجوده کله جک بر فده راسیون بالتانیک تشکیلاتدر. بالتان فلاکتته قارشو

فیلیپو تورانی

Filippo-Turati

بکین کی نسخه ده قارئلریمزه بالقانده اگ یقین و بالتانی بک نی طانیان ایتالیا رجال دولدن محترم نیتی طایتدیرش و بالتان مقدراتی حقدنه کی فکری یازمشدم. بونسخه ده تورانی بو بیوک حر سیمما حقتره یازیورم. تورانی ایتالیا بک آسکی بر احراری اولان بو قمتلی، بوکسک انسان بو کون همان یتمشک بر اختیار در. تورانی ده کتج یاشنده ایکن آتشین یازیلرله ایتالیا ده حریت بشریه یی مدافعه ایتش و عصرک اگ صوک مسائل اجتماعیه سنی ایتالیا افکار عمومیه سنه عرض تشریح ایتمشدر. انسانلرک حقوق متساویه سی ایچون هر وقت حرب ایتش و فلاسلرک (دره بکی) بک، پاشا، قوخامان آغالر...) مطالبته قارشو قلبه نظرله دائما مجادله ایتش و بو حسارت مدینه سی هیچ بر قوت، حقدنه یابیلان جبر و شدت و تضیقلا اصلا قیراماشدر. حقل طرفداری ضعیفک مدافعی اولان تورانی ۱۸۹۸ده دیوان حرب ۱۲سنه یه محکوم ایدییور. ایتالیا افکار منوره سنک عمومی و شدتلی پروتسولرله تکرار تخلیه ایدییور. تورانی حال حاضر فایحیت حکومتک تأسسنه قدر ایتالیا ده حریت یابالغی ایتش، غزه لرله رسائل موقوته لرله مملکتی توزیر ایتش هله "Critica-sociale" نامنده کی غزه سیله عصری مسائل اجتماعیه یی افکار عمومیه یه بک آحقیق تشریح ایتمشدر. ۱۸۹۶ده معوث تورانی آتشین نظرله ایتالیا پارلامنتوسنده، ایتالیا قانونلرینه دهمقراسی به دوغری بر جریان آچمش دفعا تله، کندیسنه ناظرلق تکلیف ایدلدیکی حالدده

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Texte français (pages 1693—1701)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Henri Guilbeaux — Dr. S. Friedlaender — Lu Märten

Paul Louis: L'Italie, la France et les Balkans

Paolo Davila: La France, le fascisme et les Balkans

I. Mateescu: La stabilisation et les emprunts en Roumanie

La Justice de classe en Roumanie

J. Prroni: La politique de Belgrade est coupable de la pénétration du

fascisme en Albanie

P. P. Chateff: La Révolution d'Octobre et l'U. R. S. S.

Le mouvement international pour l'Amnistie en Bulgarie

La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1702—1709)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation:

Henri Guilbeaux — Dr. S. Friedlaender — Lu Märten

D. Vlakhoff: Der Kongreß der Freunde der Sowjet-Union in Moskau

Die Reden von Fan S. Noli und Vlakhoff

Paul Louis: Von der Unmöglichkeit eines Balkan-Locarno

Menaroff: Die Perfidie der „Befreiung“ Mazedoniens durch Bulgarien

Melingos: Quo vadis?

Texte serbe (pages 1709—1713)

Д. Влахов: Конгрес пријатеља С.С.С.Р.

Говор Д. Влахова

Резолуција противу ратне опасности

Г. Јовановић: Глад!... Глад!...

Texte croate (pages 1713—1715)

Naša anketa o Balkanskoj Federaciji: Nikola Kertes

Govor Fan S. Noli

Deset godina borbe za socijalističku izgradnju

Texte bulgare (pages 1715—1717)

Л. Д. Балканна: Тирана

Пол Луи: Френско-југославјанскиј договор и Балканите

Жан Зиромски: Империалистически метод

Texte roumain (page 1717—1719)

Procesul Stefanoff

I. Mateescu: Stabilizarea și imprimatul

Texte albanais (pages 1719—1720)

J. Prroni: Influenca fashiste në Shqipëri faji i militarizimit serb

Kosovari Kuq: Dita 28 Nanduer e Kosova e robnueme!

Texte grec (pages 1721—1723)

Δ. Βλάχωφ: Τὸ Συνέδριο τῶν φιλῶν τῆς Ε.Σ.Σ.Δ. στὴν Μόσχα

Кامل بالا: فیلیپو تورانی

Texte turc (pages 1723—1724)

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Arbeiter, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.